

UNIVERSITY OF JORDAN  
LIBRARY

DERNIÈRE ÉDITION -

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLÉMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE - N° 11953

4,80 F

DIMANCHE 3 - LUNDI 4 JUILLET 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 - Tél. : 246-72-23

## ICATRISATION

es et britanniques  
ance responsable  
on maligne

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

La découverte de la prolifération inconnue à identifier tous les laboratoires de chimie de l'Europe, en effet, que la prolifération (même) forestière) a une le croissant que produisent les

## Hépatite B : qui gagnera la guerre des vaccins ?

SIDA et vaccin hépatite B, la polémique qui fait rage risque d'avoir des conséquences négatives sur l'avenir d'un produit français qui peut prétendre à la conquête d'un marché mondial.

La polémique a ses dangers. Elle a aussi ses mérites. Il y a quelques jours, alors que le « club international » de l'hépatite se réunissait à Paris pour certifier que les vaccins français et américains ne comportaient aucun risque de transmission du SIDA (1) (le Monde des 27, 28 et 29 juin), l'information est venue d'où on ne l'attendait pas : « Le vaccin contre l'hépatite virale de type B fabriqué par la firme américaine Black & Veatch, a déclaré le professeur Jacques Dangoumeau, directeur de la pharmacie et du médicament au secrétariat d'Etat à la Santé, sera prochainement autorisé à être mis en vente en France ».

Officiellement, il n'y a rien à redire : la commission française d'autorisation de mise sur le marché avait donné, l'an dernier, un avis favorable à la demande formulée par Merck ; le contraire eût été contraire à la loi, ce vaccin ayant obtenu, fin 1981, son visa pour le marché américain de la très sévère Food and Drug Administration.

Dans les milieux bien informés, on ne cache pas toutefois une vive surprise. Un dossier officiel avait en effet été déposé pour protéger l'homologue de l'Institut Pasteur Production (I.P.P.) et défendre les couleurs françaises dans une compétition scientifique et commerciale aux enjeux considérables.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 9.)

(1) Le 1<sup>er</sup> juillet, l'Organisation mondiale de la Santé a annoncé dans le même sens. A Genève, on estime qu'une interdiction des ventes de vaccin contre l'hépatite n'est pas, pour l'instant, justifiée.

## Le guépier tchadien

Cinquante tonnes d'armes par jour. Des moyens considérables, des « experts civils » ; sans engager directement l'armée française dans le guépier tchadien. La marge de manœuvre de M. Mitterrand est mince.

Huit jours après la chute de Faya-Largeau aux mains des troupes de la coalition dirigée par l'ancien président Goukouni Oueddei et soutenue par la Libye, le Tchad connaît l'escalade féroce des violences d'armes.

La colonne de rebelles dont la descente vers Abéché avait été annoncée, semble s'être évanouie dans la nature et, faute de moyens de repérage précis, il est très difficile de suivre la progression des rebelles. On peut penser que, après la prise de Faya-Largeau, les assaillants ont besoin de marquer un temps d'arrêt pour se regrouper et se réapprovisionner. Leurs problèmes logistiques se compliquent car ils s'éloignent de plus en plus de leur base arrière.

Le colonel Khadafi, principal allié de M. Goukouni Oueddei, attend peut-être de mieux mesurer l'ampleur de l'aide que reçoit le gouvernement de N'Djamena, avant de se lancer à corps perdus dans une nouvelle aventure dont l'issue demeure incertaine. Sa décision sera-t-elle Hassani II, au moment où le Maroc laisse entendre qu'il est prêt à envoyer des

troupes aux côtés de celles de M. Hissène Habré, peut indiquer que le dirigeant libyen se pose quelques questions.

Du côté gouvernemental, on se réorganise après la sévère défaite subie à Faya-Largeau, au cours de laquelle les troupes de N'Djamena auraient perdu à peu près un millier d'hommes, dont 700 à 800 prisonniers. Ceux-ci sont surtout d'anciens soldats du colonel sudiste Kamougué, qui le quittèrent pour se rallier aux FAN en septembre 1982. Les éléments qui ont pu décrocher au moment de l'attaque seraient en cours de regroupement à Koro-Toro, Salal et Mossoro.

L'aide de Paris, dont le silence au lendemain de la chute de Faya-Largeau avait vivement inquiété les dirigeants tchadiens, se fait maintenant massive. On peut évaluer à 50 tonnes-jour le matériel livré à N'Djamena, et des rotations à ce rythme seraient prévues encore au moins pour deux semaines.

Ce matériel est moderne et de qualité. Il comporte des fusils

d'assaut SIG de fabrication suisse, des mortiers de 120 millimètres à tir rapide, de nombreux lance-roquettes antichars, des centaines de milliers de cartouches de 7,62, des moyens de transmissions indispensables dans un pays où ils font cruellement défaut, des équipements pour les combats de nuit (fusées éclairantes) et des rations alimentaires. La livraison de blindés, A.M.L., véhicules de transports de troupes, a déjà commencé et devrait s'accroître dans les jours à venir.

FRANÇOISE CHIPAUD.

(Lire la suite page 6.)

## La Corse sur tous les fronts

Attentats en série en Corse : les indépendantistes entretiennent la peur tandis que l'enquête sur l'affaire Orsoni s'oriente plus nettement vers le banditisme à façade politique.

### De notre envoyé spécial

Ajaccio. - Il ne s'agit plus de ces brusques coups de folie auxquels la Corse est habituée ; ni même de violence politique calculée.

L'île se retrouve plongée depuis trois jours dans un climat de tension tout azimut, apparemment sans cause logique. Comme si les poseurs de bombes rompaient subitement avec leur stratégie, mais simplement par un besoin de fuite en avant.

Comment justifier, alors que la saison touristique s'annonçait déjà fort médiocre, que des clandestins s'en prennent, sans prévenir la Corse par une campagne d'action politique, aux installations de loisirs de l'île ? Que soient visés un tennis-club, des voitures Méhari destinées aux clients du Club Méditerranée et des voitures par-

ticulières non immatriculées en Corse ? Il y a là une formidable provocation, moins à l'égard des touristes eux-mêmes - il est déjà arrivé que des voitures continentes soient visées - que de ces milliers de Corses qui vivent de la seule industrie à peu près rentable de l'île.

A n'en pas douter, les nationalistes n'ont pas digéré la perte de leur influence durant le séjour du chef de l'Etat en Corse. Comme ils n'ont pas accepté le soutien apporté par M. Mitterrand au « statut particulier » et aux élus des partis classiques.

Quelqu'un dans l'ombre a en tout cas décidé de transgresser un des plus forts interdits de l'île : la paix des bombes, la modération des attentats durant la belle saison, principal moment de richesse des Corses.

Il y a peut-être plus grave : les clandestins nationalistes paraissent décidés à diriger leurs coups à nouveau vers des cibles délaissées ces derniers mois : les symboles de la présence de l'Etat en Corse.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, d'abord, la gendarmerie d'Oletta (Haute-Corse) avait été mitraillée et endommagée par une explosion dont le souffle avait légèrement blessé une jeune femme. Quelques heures plus tôt, une vedette des affaires maritimes, ancrée dans le vieux port de Bastia, avait été coulée par une charge d'explosifs, et un autre attentat avait endommagé une voiture de la gendarmerie, tous jours à Bastia.

Vingt-quatre heures plus tard, le même scénario, ou presque : la sous-préfecture de Sartène et la gendarmerie d'Oletta (Corse-

du-Sud) ont été endommagées, dans la nuit de vendredi à samedi, par des explosions.

Toutes ces opérations nocturnes sont cependant davantage explicables que les cibles touristiques. Elles paraissent découler directement de l'option prise dans l'affaire Orsoni par le courant légal des indépendantistes, la Consulte des comités nationalistes (C.C.N.), depuis la disparition et l'enlèvement probable, le 17 juin, de son militant Guy Orsoni et l'inculpation de sept personnes liées au grand banditisme corse. Le mouvement séparatiste accuse en effet, avec une virulence chaque jour accrue, le gouvernement d'avoir eu recours au service de « truands » pour « liquider certains responsables nationalistes ». Répétée, martelée à longueur de meetings et de communiqués, cette thèse, avancée sans preuve ni élément d'information, est désormais relayée sur le terrain par les clandestins. Elle repose essentiellement sur la venue en Corse, le 18 juin, de M. Joseph Franceschi et l'aller et retour à Paris de M. François Giacobbi (M.R.G.), président du conseil général de la Haute-Corse, les deux « âmes du complot » qui auraient recruté, avec l'aide d'agents des services spéciaux, des truands classés à droite, liés même, pour certains, à l'ex-SAC, pour faire disparaître le jeune militant nationaliste...

Malgré la discrétion des policiers et la protection du secret de l'instruction de la part des magistrats, c'est évidemment tout autre hypothèse qui filtre peu à peu de l'information judiciaire et de l'enquête.

PHILIPPE BOGGIO.

(Lire la suite page 10.)

## Huit mois pour refaire l'Europe

L'Europe repousse de sommet en sommet les décisions indispensables sur le financement de ses activités. Ces attermoissements ne peuvent se prolonger au-delà du printemps prochain.

L'après-Stuttgart est commencé. Les Dix ont moins d'un an pour décider quel visage donner à la Communauté. L'exercice n'est pas sans affrontements sérieux entre la France et le Royaume-Uni.

Notre diplomatie européenne a devant elle des jours difficiles. Les ministres des affaires étrangères se réunissent le 8 juillet pour préparer une négociation qui s'annonce très dure et doit aboutir au printemps prochain. Elle mettra en cause la survie de la politique agricole commune. Entre temps, un conseil européen aura lieu le 6 décembre à Athènes. Au conseil européen de Stuttgart, les Français, suivant la voie indiquée par le chancelier Kohl, ont accepté d'accorder au Royaume-Uni une compensation de 750 millions d'ECU (1 ECU = 7 francs) pour réduire sa contribution nette au budget européen de 1983. Ils

ont accepté sans contrepartie explicite et se trouvent de la sorte mal armés pour s'assurer en particulier que la Communauté disposera au printemps prochain des crédits nécessaires à l'augmentation des prix agricoles. « Impasse sur les prix agricoles ? Impasse sur la politique ? ». Ce sont des propos souvent entendus, y compris dans les rangs de l'administration française. Une chose est certaine : la négociation concrète reste à faire. Elle sera rude.

Il semble que Paris ait été acquis d'entrée de jeu au postulat que Stuttgart était un conseil européen allemand. L'entente franco-allemande, jugée essentielle, aurait souffert d'un éclat suscité par la France. Or M<sup>me</sup> Thatcher avait fait savoir qu'elle entendait voir préciser les intentions du conseil à propos de la contribution budgétaire britan-

nique, mais qu'elle refusait de prendre tout engagement concernant l'augmentation des ressources financières de la C.E.E. Selon elle, moyennant des économies sur le plan agricole, la Communauté peut s'en dispenser. Les Allemands, qui initialement défendaient une position analogue, avaient bougé dès avant Stuttgart, retenant l'idée d'une augmentation des ressources de la C.E.E. Mais en la subordonnant à une réduction des dépenses de la PAC ainsi que des autres politiques communes.

Le chancelier, vis-à-vis de sa propre opinion publique, se trouvait dans une situation embarrassante : comment faire pression sur M<sup>me</sup> Thatcher pour qu'elle accepte l'idée d'un accroissement des ressources propres avant même que l'exercice de réflexion sur les économies possibles soit accompli ? Au reste, jusqu'à un

passé très récent, les Français eux-mêmes ne considéraient qu'avec réticence l'idée d'une augmentation mal maîtrisée des ressources propres. Comme les Allemands, ils redoutaient que s'opère une inflation de dépenses inutiles.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 15.)

### AU JOUR LE JOUR

On n'arrête pas le commerce ! Les organisateurs du Tour de France envisagent, pour une prochaine année, de faire courir au Japon la première étape de la Grande boucle. Une société japonaise étudie le projet.

Ce pauvre Tour qui, à quatre-vingt ans, a besoin de béquilles, y gagnerait en devise ce qu'il y perdrait en fierté hexagonale.

### Tour

Pourquoi se limiter à la première étape ? Il faut aller plus loin et prévoir une arrivée triomphale sur les Champs-Élysées transportés à Tokyo et cédés au meilleur prix. On ne vendrait les Alpes et les Pyrénées qu'en cas de besoin.

BRUNO FRAPPAT.

### M. PIERRE MAUROY

invité du « Grand Jury

R.T.L.-le Monde »

Le premier ministre, M. Pierre Mauroy, sera l'invité de l'émission hebdomadaire le « Grand Jury R.T.L.-le Monde » dimanche 3 juillet de 18 h à 19 h 30.

Le chef du gouvernement répondra aux questions d'André Passeron et d'Alain Rollin du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Gilles Lécuyer de R.T.L., le débat étant dirigé par Alexandre Baillet.

PHARMACIE  
ECINE

NEZ  
USTIQUES

THÉHAUT

Désinfectant B.C.

9501 711 1000 0955F

## Dates

### RENDEZ-VOUS

- 3 juillet. Danemark : Visite de M. George Bush, vice-président des États-Unis.
- 4 juillet. U.R.S.S. : Visite de M. H. Kohl (jusqu'au 8).
- 4 juillet. Suisse : Réunion européenne préparatoire de la conférence de l'ONU sur la Palestine à Genève.
- 5-6 juillet. Irlande : Visite de M. Bush.
- 6 juillet. Espagne : Voyage officiel de M. Papandréou (jusqu'au 8).
- 7 juillet. Islande : Visite de M. Bush.
- 8 juillet. Luxembourg : Réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères sur le financement futur de la C.E.E.
- 10 juillet. Hongrie : Voyage de M. Pierre Mauroy.

### Sports

- 3 juillet. Tennis : Finale du tournoi de Grande-Bretagne à Wimbledon.
- 3 juillet. Motocyclisme : Grand Prix de Belgique à Spa-Francorchamps.
- 4 au 10 juillet. Handi-sport : 1<sup>er</sup> Jeux européens des handicapés physiques à Paris.

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 554 F 767 F 900 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE

404 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER  
(par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS

381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre un chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

### LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; É.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 60 dr. ; Irlande, 50 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 300 F. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,25 f. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 ud.

5, RUE DES ITALIENS  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 606572 F  
C.C.P. 4207 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

### Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION

HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaires spécimens sur demande

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bouve-Méry (1944-1968) Jacques Fauvet (1968-1982)

Imprimerie de "Le Monde" 5, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

## IL Y A TRENTE ANS, IMRE NAGY CONTRE RAKOSI...

# La fausse sortie du « Staline hongrois »

Ce jour-là, samedi 4 juillet 1953, les 298 députés de l'Assemblée nationale hongroise sont réunis au grand complet dans l'immense palais du Parlement au bord du Danube, bâtiment de style composite juxtaposant des motifs byzantins, vénitiens et gothiques. Appartenant à une chambre d'enregistrement sans aucun pouvoir depuis la liquidation des partis non communistes, ces parlementaires respectueux des rites soviétiques ont continué de ponctuer les discours officiels d'applaudissements cadencés. Mais, aujourd'hui, il en va autrement. Le nouveau président du conseil n'a pas encore terminé son allocution que les parlementaires boudissent sur leurs pieds et qu'éclate une longue tempête d'applaudissements. Retransmis à la radio, le discours est aussitôt connu dans le pays et bien au-delà des frontières de la Hongrie.

Le programme gouvernemental que présente Imre Nagy crée cette bruyante surprise. L'un des passages les plus étonnants du texte est celui ayant trait à la liberté des citoyens. « Il est des gens, dans ce pays, qui ont subi des injustices. L'internement élevé à la hauteur d'une institution est un grave abus. L'internement doit être aboli, et tout le monde doit pouvoir choisir librement le lieu de son travail. » Imre Nagy annonce la fin de la collectivisation forcée. Il laisse entendre que les artisans et les petits commerçants seront autorisés à rouvrir leurs boutiques, promet d'être « patient et tolérant » à l'égard de la religion. A l'époque, on n'est pas habitué, en Europe orientale, à un tel langage.

Avec les autres pays de démocratie populaire, la Hongrie est totalement alignée sur l'U.R.S.S. Personne n'ose parler des méfaits de Matyas Rakosi, satrape de Moscou à Budapest, objet d'un culte en tous points semblable à celui dont s'entourait son idole et maître, Joseph Staline.

Mais Staline est mort le 5 mars 1953 ; ses successeurs annoncent quelques semaines plus tard la fin du cumul du poste de secrétaire général et de la présidence du conseil, et parlent d'établir une direction collective.

Le « quadrige moscovite »

A Budapest, à la veille de la réunion de l'Assemblée nationale, on a appris le profond remaniement de l'appareil du parti, qui reflète les changements survenus à Moscou. Le secrétaire général est supprimé, et Matyas Rakosi abandonne la présidence du conseil. Parmi les personnalités éliminées du bureau politique figurent plusieurs des dirigeants les plus connus, comme Mihaly Farkas, responsable des forces armées et des affaires de sécurité, et Jozsef Reval, principal idéologue. Avec Erno Gero, « patron » de l'économie, et Matyas Rakosi lui-même, ils composent le triste et célèbre « quadrige moscovite », tenu pour responsable par l'opinion publique des crimes et des erreurs de la période stalinienne.

Avant le discours d'Imre Nagy, il était impossible d'apprécier la portée du remaniement au sein de la direction du parti. D'autant moins que le texte publié à l'issue de la réunion du comité central se garde bien d'en donner des explications. Et pour cause...

Deux semaines plus tôt, le 13 juin exactement, une délégation des six membres du parti hongrois (le « quadrige », plus Imre Nagy et Istvan Dobi, chef de l'État en titre) est convoquée dans le plus grand secret et de toute urgence au Kremlin, pour y rencontrer les membres du présidium du « parti frère » soviétique. Au cours de la réunion, Khrouchtchev, Mikoyan, Molotov, Malen-

kov et Beria accablent Matyas Rakosi d'accusations et de reproches. Sa politique économique est taxée d'« aventurisme », le pays décrit comme étant au bord de la catastrophe, les méthodes utilisées par la « clique dirigeante » sont qualifiées d'« arbitraires » et de « contraires à la légalité socialiste ». Rakosi promet de « tout réparer » et accepte la désignation d'Imre Nagy au poste de président du conseil.

Vieux communiste, émigré à Moscou pendant la guerre, spécialiste des questions agricoles, Nagy devient donc le « candidat » des Soviétiques. Sa relative popularité auprès de ses compatriotes est due à son passage, après la guerre, à la tête du ministère de l'Agriculture, chargé de l'application de la réforme agraire et distribuant donc la terre aux paysans.

### La fièvre des paysans

Peu après le retour — fort discret — de la délégation à Budapest se produit le soulèvement de Berlin-Est. La situation en R.D.A. et les signes de mécontentement en Tchécoslovaquie confirment la conviction des dirigeants du Kremlin de l'urgence de réformes, pour éviter toute nouvelle explosion de la colère populaire en Europe de l'Est, cette fois en Hongrie. Les Soviétiques ne sont pas dupes : ils connaissent la valeur des 98,2 % de voix qui se sont prononcées, un mois plus tôt aux élections, en faveur de la liste conduite par Matyas Rakosi.

Moscou s'impatiente et réclame la réunion du comité central du parti hongrois. Le plénum des 27 et 28 juin tient largement compte des « recommandations des camarades soviétiques ». Mais le communiqué publié dans la presse et lu à la radio n'est qu'un résumé édulcoré des travaux.

Les apparatchiks comme les simples militants, sans parler des millions de non-communistes, sont

tenus dans l'ignorance. Ils ne savent pas que la résolution est accablante pour Matyas Rakosi, le premier secrétaire réélu, en dernière minute, à limiter les dégâts. « Donner trop de publicité aux conclusions de nos travaux », explique-t-il à ses camarades du comité central, « c'est encourager les ennemis de notre régime qui profiteraient ainsi de nos faiblesses. » Manœuvre habile, mais peut-être en ce moment le « meilleur disciple hongrois de Staline » est-il déjà au courant du règlement de comptes engagé dans les coulisses du Kremlin entre Khrouchtchev, soutenu par la majorité du présidium, et Beria, ministre de l'Intérieur et chef de la police politique, dont les jours sont comptés.

Quoi qu'il en soit, Imre Nagy, à qui le comité central confie l'élaboration d'un nouveau programme gouvernemental, partage le point de vue de Rakosi. La résolution du comité central ne sera pas publiée. Et au lendemain de cette réunion pourtant décisive pour l'avenir du pays, le 30 juin, l'éditorial du quotidien du parti (*Szabad Nép*) est consacré à la protection de la santé publique, la première page à la moisson du blé et aux méthodes à employer pour éviter les malfaçons en coulant l'acier, comme le signale Miklos Molnár dans sa *Victoire d'une défaite* (Fayard).

On imagine l'effet des propos d'Imre Nagy sur les députés de l'Assemblée nationale. Quelques heures après la séance du 4 juillet, une sorte de fièvre s'empare des paysans. Par dizaines de milliers, ils quittent les coopératives agricoles et réclament le partage des terres ; des désordres sont signalés à travers le pays. Les ouvriers attendent des changements rapides à la suite de la réorganisation de la politique annoncée au Parlement. Des intellectuels, ceux du moins qui, pendant les dernières années, étaient les chantres

du stalinisme, préparent leur autocritique.

A l'étranger, les milieux politiques se félicitent des changements en Hongrie. A Londres, on affirme que les nouvelles de Budapest confirment avec éclat la prophétie de Winston Churchill entrevoyant, après la mort de Staline, « une puissante fermentation derrière le rideau de fer ». Pour le célèbre éditorialiste américain Walter Lippmann, « l'hégémonie des grandes puissances est en train de disparaître ». L'éditorialiste de l'*Humanité* cite plusieurs fois Staline et fustige « la presse réactionnaire qui ne manque pas d'attribuer les modifications [de la politique hongroise] à de mystérieuses et rocambolesques révolutions de palais ». Les observateurs occidentaux commentent l'« effacement brusque de Matyas Rakosi », l'un des « grands » du mouvement communiste international.

### La « maladie » d'Imre Nagy

En fait, le « Staline hongrois » n'a pas quitté la scène. On remarque à peine — grave erreur d'appréciation — que, n'étant plus à la tête du secrétariat général, poste qu'il occupait seul, il a pour nouveau titre celui de premier secrétaire... ce qui revient strictement au même, même si deux autres personnages font partie du secrétariat. Or le « numéro un » du parti est, de facto, le « numéro un » du pays. D'ailleurs, trente ans plus tard, dans la plupart des régimes socialistes est-européens, et tout d'abord en U.R.S.S., le chef du P.C. occupe toujours en même temps la première place dans l'appareil de l'État.

Matyas Rakosi accepte qu'Imre Nagy s'installe à la tête du gouvernement, mais le pouvoir réel reste en grande partie entre les mains du premier secrétaire. Et c'est ainsi que, le 11 juillet, sept jours après la séance mémorable de l'Assemblée nationale et au lendemain de l'annonce de la liquidation de Beria, qui rejoint à son tour le cortège maudit des « ennemis du peuple soviétique », Matyas Rakosi prend la parole à une réunion devant les activistes du parti à Budapest.

Dosant savamment paroles rassurantes et propos fermes, il souligne à l'adresse des adversaires du régime qu'aucune agitation ne sera désormais tolérée. Imre Nagy est présent dans la salle. Contraint et forcé — d'aucuns diront par faiblesse, — il avalise le discours du premier secrétaire, qui veut exercer le contrôle sur le P.C. à partir de son bureau de la rue Akadémia, à 200 mètres du chef du gouvernement.

La situation se complique. Cet étrange dualisme, unique en Europe de l'Est, juxtapose le président du conseil et premier secrétaire du parti. Chacun d'entre eux a ses protecteurs au Kremlin.

Les nostalgiques du passé parviennent ainsi à retarder la réhabilitation des victimes du stali-

nisme qui, arrêtées, torturées et condamnées sous de fausses accusations, croupissent encore en prison : Janos Kadar ne sera libéré qu'en 1954.

Au début de l'année 1955, le courant hostile au changement lance une nouvelle contre-attaque avec l'appui de ses amis soviétiques. Le 9 février, Malenkov est destitué par Khrouchtchev. Dix jours plus tard, un bref communiqué publié à Budapest annonce la « maladie » de Nagy. Puis le président du conseil démissionne, et sa politique est condamnée pour « déviationisme de droite ». Rakosi est vengé, mais, en fait, la carrière d'Imre Nagy n'est pas terminée.

Pendant sa « traversée du désert », il va devenir bien malgré lui, pour une partie importante de l'opinion, le symbole vivant du « communisme à visage humain ». A la suite des révélations de Khrouchtchev, au vingtième congrès sur les crimes de Staline, Rakosi devra finalement abandonner le pouvoir en juillet 1956. Les combats d'arrière-garde menés par ses amis vont se poursuivre, facilités par les hésitations, la faiblesse, les contradictions de la direction du P.C. hongrois. On n'évitait pas la tragédie nationale du soulèvement d'octobre-novembre 1956. Imre Nagy est alors rappelé par ses amis, mais il est déjà beaucoup trop tard pour maîtriser les événements.

C'est une autre histoire, qui ne fera pas oublier pour autant la première date importante de la déstalinisation.

THOMAS SCHREIBER.

### ET TRENTE-CINQ ANS APRÈS...

La procédure pour infraction à la loi sur la presse engagée fin mars contre M. Laszlo Rajk (fils de l'ancien ministre de l'Intérieur hongrois exécuté en 1948 après un procès forgé de toutes pièces) et cinq de ses amis s'est soldée deux mois plus tard par une mise en garde. Convoqué à la police les 27 et 28 avril, les contestataires ont été avertis qu'ils devaient cesser toutes activités d'auto-édition, qu'il s'agisse de la fabrication de livres ou de périodiques ou de leur vente, dans l'appartement de M. Rajk.

Le harcèlement des intéressés n'est pas terminé pour autant. Ils avaient eu à subir depuis fin mars de nombreux contrôles d'identité, la confiscation d'écrits et même la creaison par des inconnus des pneus de leur voiture. Quelques jours après la clôture de la procédure engagée contre eux, M. Laszlo Rajk s'est fait interpellé alors qu'il circulait à Budapest dans son véhicule. Les policiers ont voulu saisir des écrits trouvés dans la voiture. Or M. Rajk rêvait de la police, où on lui avait rendu ces écrits, qui avaient été précédemment saisis au cours de perquisitions.

Am. B.

## Etudes en SUISSE

littéraires,  
scientifiques et commerciales  
Baccalauréat (séries A, B, C, D)  
Baccalauréats suisses. Admission  
dès 10 ans. Internat et externat.  
Ambiance calme et studieuse.  
Excellents résultats.

école  
**lémania**  
lausanne

3, ch. de Prévôt, Tél. 19-41/21/20 15 01, Tél. 26 000



# Etranger

## BULLETIN

### Revirement soviétique à Madrid

Le délégué soviétique à la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe, M. Kovalev, a causé une agréable surprise. Il s'est dit prêt, le 1<sup>er</sup> juillet, « à travailler dans le cadre de la proposition de gouvernement espagnol » pour parvenir à un document « mutuellement acceptable » et mettre ainsi le point final au laborieux exercice diplomatique qui continue depuis bientôt trois ans dans la capitale espagnole.

Dès le 15 mars, les trente-cinq délégations de Madrid étaient saisies d'un projet de texte mis au point par les huit pays européens neutres ou non alignés. Les Occidentaux avaient insisté pour rendre ce document un peu plus contraignant dans le domaine qui leur tient le plus à cœur depuis l'ouverture du « processus d'Helsinki », il y a près de dix ans : celui des libertés fondamentales et des contacts humains. Après trois mois de vaines tractations, M. Gonzalez, premier ministre espagnol, avait convoqué les délégués pour tenter un « quitte ou double ».

La proposition de compromis donnait assez largement satisfaction à Moscou en excluant un amendement occidental qui prétendait bannir le brouillage des émissions radio. Il retenait l'idée d'une conférence d'experts sur les contacts humains, mais celle-ci n'est de toute manière pas envisagée avant 1986. Enfin, si la conférence sur le désarmement en Europe n'est prévue qu'en janvier 1984, soit plus tard que ce que demandait Moscou, sa préparation pourra commencer dès octobre, donc avant la mise en place des missiles américains en Europe.

Pourtant, alors que les Occidentaux et les neutres acceptaient la proposition espagnole, la première réaction soviétique avait été tout le contraire. Faisant écho à une déclaration de M. Andropov, en mai, selon laquelle le document initial des neutres était le maximum que pouvait consentir son pays, M. Kovalev s'était dit incapable d'accepter « tout amendement supplémentaire des pays de l'OTAN » (une organisation dont l'Espagne fait partie depuis un an). Cette position, en laquelle certains avaient vu une retombée du blocage politique constant à Moscou depuis quelques mois et du raidissement quasi général qui en résulte en politique étrangère, était d'autant plus difficile à tenir que certains alliés de l'U.R.S.S., la Hongrie et la Roumanie notamment, étaient à l'évidence plus favorables à la proposition espagnole.

La concession soviétique d'aujourd'hui, à la fois nécessaire et peu coûteuse, devra, certes, être transformée. En parlant de la nécessité d'efforts conjoints pour parvenir à un résultat, M. Kovalev a donné à penser qu'il entendait encore modifier la proposition espagnole, tandis que le département d'Etat rappelait que, à ses yeux, « des problèmes d'importance subsistent ». Ainsi, malgré l'indéniable succès remporté par la diplomatie espagnole, on n'est pas encore, loin de là, à la reprise de la « détente ».

La concession soviétique d'aujourd'hui, à la fois nécessaire et peu coûteuse, devra, certes, être transformée. En parlant de la nécessité d'efforts conjoints pour parvenir à un résultat, M. Kovalev a donné à penser qu'il entendait encore modifier la proposition espagnole, tandis que le département d'Etat rappelait que, à ses yeux, « des problèmes d'importance subsistent ». Ainsi, malgré l'indéniable succès remporté par la diplomatie espagnole, on n'est pas encore, loin de là, à la reprise de la « détente ».

Lisez  
**LE MONDE**  
diplomatique

## LA TENTATIVE DE RECONCILIATION ENTRE M. ARAFAT ET LA SYRIE

### Episode ou épilogue d'une longue et sanglante querelle ?

M. Yasser Arafat surviva-t-il politiquement à la crise que son organisation tente de régler entre Damas et l'O.L.P. ? Malgré la fragilité de la position du dirigeant palestinien, qui traverse actuellement la phase la plus critique de sa carrière politique, une telle éventualité ne peut être exclue a priori.

L'histoire récente de la région est remplie de querelles entre Arabes apparemment irréductibles, qui se sont terminées comme par enchantement par des embrassades au moment même où l'épreuve de force paraissait certaine. La guerre syro-palestienne, qui, en 1976, était venue se greffer sur la guerre civile libanaise, n'est-elle pas elle-même aboutie à la miraculeuse réconciliation de Riyad en octobre de la même année entre le président Assad et M. Yasser Arafat, alors que ce dernier venait de subir sur le terrain une cinglante défaite militaire ?

Le miracle de Riyad se répète-t-il en 1983 ? Pour pouvoir esquisser une réponse à cette question, il est nécessaire d'établir un parallèle entre le conflit qui oppose actuellement le président de l'O.L.P. au chef de l'Etat syrien et celui, bien plus grave, qui avait opposé en 1976, en marge de la guerre civile libanaise, les deux « frères ennemis » syrien et palestinien. A l'origine de ces deux crises — la seconde est d'ailleurs le prolongement de la première après une trêve de sept ans — se trouve un conflit d'intérêts appartenant tout à fait à la catégorie des « intérêts naturels des Palestiniens et de la garantie de leur sécurité », la Syrie basiste n'a jamais toléré la « prétention » de M. Arafat de préserver l'indépendance de la « décision palestinienne », c'est-à-dire le droit des Palestiniens à mener leur propre politique sur la scène internationale, en particulier arabe, selon les intérêts de leur seule cause.

Le président Assad, qui entend être le maître du jeu, estime que le problème palestinien ne peut être isolé de l'ensemble de la « cause arabe », dont il se croit le défenseur lucide et intraitable. En d'autres termes, les Palestiniens n'ont pas le droit de compromettre, par leurs actions, les intérêts des Arabes en général et de la Syrie en particulier.

Durant les premiers mois de la guerre civile libanaise, le chef de l'Etat syrien avait appuyé discrètement le camp palestino-progressiste en lui fournissant armements et soutien logistique pour lui permettre de résister aux forces chrétiennes. Il ne souhaitait pas pour autant une victoire de la gauche libanaise, mais entendait maintenir un équilibre savant entre les parties en conflit pour lui permettre de jouer aux arbitres et consolider ainsi son influence au Liban. Aussi voyait-il d'un mauvais œil l'alignement de plus en plus prononcé des Palestiniens sur les positions du Mouvement national libanais, présidé par M. Kamal Joumblat, alors engagé dans une lutte à mort contre les forces de la droite chrétienne.

**L'intervention de 1976**  
Enfin, vers la fin de 1975, quand l'équilibre des forces sur le terrain risquait d'être rompu en faveur des palestino-progressistes, les dirigeants de Damas songèrent sérieusement à intervenir militairement dans les combats pour s'interposer entre les belligérants et empêcher que l'une des parties ne remporte un avantage décisif. L'intervention syrienne revêt d'abord une forme indirecte avec l'entrée au Liban, le 19 janvier 1976, des unités de l'Armée de libération palestinienne (A.L.P.) — encadrée par des officiers syriens et totalement dévouée à Damas. Théoriquement, ces forces sont appelées à se porter au secours de plusieurs camps palestiniens, dont celui de la Quarantaine, investis par les milices phalangistes. En fait, les unités de l'A.L.P. avec le concours des milices de la Saïka, sous organisa-

tion palestinienne infodée à la Syrie, ont pour objectif de mettre au pas l'O.L.P. Elles entrent en action pour la première fois contre les palestino-progressistes le 18 mars, afin de stopper la progression de l'Armée libanaise arabe, alliée à l'O.L.P. vers le palais du président Frangieh, devenu le protégé de Damas.

#### Une guerre de quatre mois

Toutes les tentatives du président Assad pour dissocier les Palestiniens de la gauche libanaise demeurent cependant infructueuses, et, en mai, une confrontation militaire directe entre l'O.L.P. et Damas semble inévitable. Pour « écarter la menace d'une partition », précisent les dirigeants syriens, qui estiment qu'une victoire de la gauche et des Palestiniens aboutirait à la division du pays. Le 1<sup>er</sup> juin, les unités de l'Armée régulière syrienne — six mille hommes — dont la 3<sup>e</sup> division blindée, jusqu'à tenue en réserve sur le front du Golan, pénètrent au Liban et occupent en moins d'une semaine les départements limitrophes de l'Akkar et de la Bekaa. La guerre syro-palestienne durera près de quatre mois. Entre coupées de périodes de trêves précaires et de vaines négociations, elle a été de loin beaucoup plus sanglante et impitoyable que les affrontements actuels dans la Bekaa.

Les Palestiniens n'oublieront pas de sitôt la participation des Syriens au pillage de Tell-el-Zatar le 12 août par les milices chrétiennes après un siège de cinquante-deux jours.

En septembre, l'Armée syrienne porte l'estocade à l'O.L.P. et à ses alliés libanais en intervenant dans le Haut Metn, où les palestino-progressistes étaient sur le point de remporter la « bataille de la montagne » contre les chrétiens. Les forces de l'O.L.P. sont désormais à la merci des Syriens. Elles seront sauvées in extremis par le sommet quadripartite de Riyad (Egypte, Syrie, Arabie Saoudite, O.L.P.) convoqué le 15 octobre par le roi Khalid d'Arabie Saoudite, qui reconvoque le président Assad et M. Yasser Arafat.

#### « Par la fenêtre »

L'histoire ne se répète jamais, et, en dépit des nombreuses similitudes, la situation actuelle diffère en bien des points de celle qui prévalait en 1976. A l'époque, malgré sa défaite militaire, l'O.L.P. avait su garder l'unité de l'essentiel de ses forces. La Saïka et l'A.L.P., discréditées par leur allégeance à Damas, avaient été neutralisées dans l'espace de quel-

ques heures dès l'entrée de l'Armée régulière syrienne au Liban. Aujourd'hui, M. Arafat n'est plus le dirigeant incontesté qu'il était en 1976. La dissidence au sein du Fatah a porté un coup sévère à son prestige et a affaibli l'instrument qu'il avait forgé pour assurer son autorité au sein du mouvement palestinien. En outre, la rupture entre le président Assad et M. Arafat n'avait jamais été aussi profonde. Durant la guerre civile libanaise, le chef de l'Etat syrien n'avait jamais coupé les ponts avec le président de l'O.L.P., qui était resté à Damas au plus fort des combats, avec tous les honneurs dus à sa qualité de chef de la résistance palestinienne. Enfin et surtout, l'O.L.P. n'a jamais été aussi dépendante de Damas pour sa survie depuis qu'elle a perdu sa base territoriale au Liban, il y a environ un an.

Tout récemment encore, M. Arafat avait admis ce fait en déclarant, au cours d'une réunion à huis clos du Conseil national palestinien d'Alger, qu'il ne serait pas grand-chose sans le sanctuaire que la Syrie offre à l'O.L.P. aux frontières d'Israël. « Je vous le dis sans honte, avait-il ajouté : si le gouvernement de Damas devait m'expulser par la porte, je reviendrais par la fenêtre. Et si cette dernière devait être verrouillée, je percerais le tunnel qui me réintroduirait en Syrie ». On peut maintenant s'interroger sur les raisons qui ont poussé le dirigeant palestinien à étaler sur la place publique ses griefs contre la Syrie, provoquant ainsi l'épreuve de force avec Damas, et quel sera le prix qui sera amené à payer pour pouvoir se réintroduire à Damas.

En tout cas, M. Arafat n'est pas l'homme aux abois que certains dépeignent. Il dispose encore de nombreux atouts au sein du mouvement palestinien, dont il demeure le symbole et la figure de proue dans l'arène internationale. Sa disparition, qui entraînerait inévitablement l'effacement de l'O.L.P., serait un coup dur que peu de Palestiniens sont prêts à accepter, même s'ils jugent, comme MM. Habache et Hawatmeh, ces deux autres dirigeants historiques de l'O.L.P., que de graves erreurs ont été commises sous le règne de M. Arafat.

Un autre élément, et non des moindres, qui milite en faveur de ce dernier, est l'absence de toute alternative raisonnable. Les dissidents du Fatah ne constituent pas une solution de rechange, surtout après l'expulsion de M. Arafat de la capitale de la Syrie, un mauvais service rendu à leur cause et un véritable pavé de lours qui a miné leur crédibilité en les plaçant dans le rôle peu glorieux d'agents de Damas.

JEAN GUEYRAS.

### Une mission de la dernière chance ?

#### De notre correspondant

Tunis. — Le comité exécutif de l'O.L.P. a opté pour la conciliation, mais il n'a eu guère d'autre choix. (Nos dernières éditions du 2 juillet.) Au terme de trente-six heures de délibérations entourées d'un secret rigoureux, la direction palestinienne, qui était réunie à Tunis sous la présidence de M. Yasser Arafat, a constitué, vendredi, une commission spéciale qui va tenter de mettre un terme aux dissensions interpaléstiennes ainsi qu'à la crise avec Damas.

Cette commission, porteuse de propositions dont on ignore encore le contenu, devait quitter Tunis rapidement à destination de la capitale syrienne. Conduite par M. Khaled El Fahoum, président du Conseil national (Parlement) palestinien, sa composition semblait avoir été soigneusement choisie afin d'éviter que les portes ne se ferment devant elle. Elle comprend, en effet, MM. Yasser Abdel Rabbo et Ahmed El Yamani, représentants du F.D.L.P. et du F.P.L.P., mouvements qui conservent de bons rapports avec Damas, et trois personnalités indépendantes, siégeant à l'exécutif, MM. Abdel Mohsen Abou Mayzar, Mohamed El Nachachi et Ahmed Sedki El Djajani. Aucun membre du Fatah n'y figure.

Le communiqué publié à l'issue de la réunion paraît avoir été rédigé de façon à ne heurter personne. Certes, les douze des quatorze membres de l'exécutif présents à Tunis ont exprimé leur tristesse et leur « profond regret » à la suite de l'expulsion de Damas de M. Arafat ; certes, ils ont souligné que

cette décision est de nature à profiter à l'ennemi dans « cette phase dangereuse consécutive à l'accord américano-sioniste imposé au Liban », mais ils ont surtout insisté sur leur volonté de « normaliser les relations fraternelles » avec la Syrie par le règlement de tous les problèmes en suspens et affirmé leur certitude que « le principe de l'unité des forces de la confrontation arabe et de leur lutte commune primera sur les désaccords marginaux ».

De même, le communiqué ne porte aucune condamnation de la dissidence au sein du Fatah, les dirigeants palestiniens se bornant à lancer un nouvel appel pour un cessez-le-feu « urgent ». Tous « les frères d'armes » dans la plaine de la Bekaa sont ainsi invités à mettre fin à leurs affrontements et à leur substituer « le dialogue démocratique qui est une tradition enracinée dans l'histoire de la révolution » afin de consacrer leurs efforts « au combat commun contre l'usurpateur de la patrie ».

Cette position très modérée tranche incontestablement avec les récentes déclarations véhémentes de M. Yasser Arafat et de certains de ses proches. Mais suffit-elle pour les faire oublier au président syrien, dont dépend désormais l'évolution de la crise ? Elle devrait en tout cas dégager quelque peu le voie à la commission dépechée à Damas pour une mission qui pourrait bien être celle de la dernière chance. En attendant ses résultats, la session du comité exécutif de l'O.L.P. demeure « ouverte ».

MICHEL DEURÉ.

### Situation militaire tendue en Amérique centrale

Les tensions militaires persistent, et augmentent même, en Amérique centrale dans le triangle Nicaragua-Honduras-Salvador.

Les autorités honduriennes ont annoncé, le vendredi 1<sup>er</sup> juillet, l'envoi d'un bataillon d'infanterie légère, en renfort dans la zone frontalière avec le Nicaragua où deux journalistes ont été tués la semaine dernière (1) afin, a-t-il été précisé, de protéger les habitants de la région d'autres attaques des forces sandinistes. Au total, mille cinq cents hommes supplémentaires ont été envoyés cette semaine vers le sud.

Face à eux, le Nicaragua aurait déployé environ quatre mille hommes. Managua, d'autre part, a, le 1<sup>er</sup> juillet, accusé l'armée hondurienne d'avoir attaqué trois postes-frontière nicaraguayens dans la dé-

partement de Nueva Segovia, au nord du pays.

Le ministre de l'Intérieur sandinista, M. Tomas Borge, a assuré qu'un plan avait été mis au point entre les Etats-Unis, le Honduras et les mouvements somocistas, afin d'entraîner le Nicaragua dans une guerre ouverte destinée à renverser le gouvernement révolutionnaire : des marquisards antisandinistes, en uniforme nicaraguayen, s'en prendraient à une ville hondurienne, conduisant Taguagalpa à déclarer la guerre à Managua et à solliciter le soutien de Washington et de l'Organisation des Etats américains. « Alors commencerait l'invasion, à partir du nord, du sud et des deux océans », a conclu M. Borge.

Enfin, une activité féroce règne dans le nouveau camp militaire, installé par les Etats-Unis à Puerto Castilla, sur la côte atlantique du Honduras, où des « héros verts » américains entraînent des soldats honduriens et salvadoriens à la guerre antiguerilla. Cent vingt conseillers militaires de Washington, pour la plupart des vétérans de la guerre du Vietnam, sont chargés, sous la direction du colonel John Mirus, de former, en six mois, deux mille quatre cents soldats salvadoriens. Les recrues honduriennes, également entraînées à Puerto Castilla, sont au nombre de cent cinquante actuellement.

(1) Les autorités honduriennes ont indiqué que les deux hommes ont été tués par l'explosion d'une mine sur laquelle est passée leur voiture, et non, comme il avait d'abord été annoncé, en essayant des tirs d'armes automatiques.

● Un sondage, fait par le New York Times et la chaîne de télévision américaine C.B.S., a révélé, le vendredi 1<sup>er</sup> juillet, que seuls 8 % des citoyens des Etats-Unis connaissent les positions de leur gouvernement par rapport, respectivement, aux autorités du Nicaragua et du Salvador : seuls 13 % des personnes interrogées savaient que Washington apporte une aide voilée (covert) aux mouvements contre-révolutionnaires, somocistas. Environ 57 % des réponses manifestaient une hostilité à l'envoi des troupes américaines au Salvador, contre 32 % de réponses favorables. — (A.F.P.)

**ET TRENTE-CINQ ANS APRES...**

La première guerre mondiale a été la plus sanglante de l'histoire humaine. Elle a coûté la vie à plus de 16 millions d'hommes. Elle a marqué le début d'une ère de violence et de destruction qui se poursuit encore aujourd'hui. Les guerres mondiales ont été le résultat de la rivalité entre les grandes puissances. Elles ont entraîné des millions de victimes et ont laissé derrière elles des ruines et des souffrances. Aujourd'hui, nous devons nous souvenir de ces événements et nous efforcer de prévenir de telles catastrophes.

THOMAS SCHREIBER.



# Etranger

## LE RAMADAN A ALGER

### La levée du « couvre-feu »

Le ramadan, mois de jeûne, d'abstinence et de prière pour les musulmans, s'achève le 11 juillet. Comme dans les autres pays d'Islam, il a été observé par la grande majorité de la population en Algérie. Avec, entre le lever et le coucher du soleil, quand la privation fait place à la fête, de notables innovations, car les autorités se soucient de la « qualité de la vie » pendant cette période difficile.

#### De notre correspondant

Alger. — « Le plus dur, c'est de cesser de fumer », confient beaucoup d'hommes en manque de nicotine depuis l'aube. D'autres redoutent la soif. Neuvième mois du calendrier lunaire, se décalant d'une dizaine de jours tous les ans par rapport aux mois solaires du calendrier occidental, le ramadan tombe en été depuis plusieurs années. Sauf pour les malades, les voyageurs et les enfants, les boissons sont interdites au même titre que les aliments, quelle que soit la température. A cause de l'eau que l'on peut absorber par mégarde en nageant, les baigneurs sont rares sur les plages.

Le ramadan, à cheval sur juin et juillet, n'offre cependant pas que des désagréments. « Ce sont les grandes vacances qui commencent plus tôt », admettent bien des Algériens. Des horaires de travail ont été aménagés pour la circonstance : de 9 h 30 à 16 h 30. « Journée continue », on se demande ce que ces mots évoquent pour les employés de banque somnolant et bâillant derrière leur guichet, résolulement indifférents à l'agitation de l'étranger

qui tombe « au mauvais moment ». Le jour de l'ouverture du jeûne, un éditorial du quotidien *El Moudjahid* n'espérait pas le problème : « Malheureusement, cette période est considérée comme celle du « far niente » alors même que le Coran appelle le musulman à redoubler d'efforts durant ce mois [...]. Aucun pays ne peut se permettre une chute brutale de la production et de la productivité durant tout un mois. »

En principe, l'observation du ramadan ne devrait pas être incompatible avec les nécessités de l'économie moderne. « Le jeûne, qui frappe tant les Occidentaux, n'est pas une fin en soi, nous dit un fonctionnaire. Il n'a de sens que dans la mesure où il est la preuve d'une maîtrise du corps. Il facilite l'harmonie de l'être humain avec le divin, qui peut se manifester par l'accomplissement plus consciencieux du travail. »

#### « Dans l'abondance et la sérénité »

Autres façons de se mettre à l'écoute de Dieu : pratiquer l'aumône et le pardon des offenses. Les vieilles femmes qui attendent la charité publique assises sur les trottoirs du centre d'Alger sont peu nombreuses, mais on en voit davantage pendant le ramadan. La crise du logement est de nature à attiser les querelles familiales ou de voisinage : le minis sacré est celui où les passions s'apaisent, au cours des repas qui, à la rupture du jeûne, réunissent souvent plusieurs dizaines de personnes autour de la même table. C'est vers 20 h 15 qu'on peut toucher aux plats préparés bien à l'avance. Une grande accalmie dans la circulation de la capitale précède ce moment solennel. Dans les rues soudain silencieuses, mieux vaut

prendre garde à l'automobiliste retardataire qui fonce, à jeun, vers son domicile.

Riches ou pauvres, chacun améliore l'ordinaire pendant le ramadan. Certains Algériens, experts dans la confection ou la vente de confiseries, gagnent alors en quatre semaines l'essentiel de ce qui leur permettra de vivre pendant le reste de l'année. Traditionnellement, l'augmentation de la demande en produits alimentaires entraîne hausses des prix et rupture des stocks.

La valse des étiquettes des commerçants du secteur privé — ceux chez lesquels le consommateur n'est pas tenu de faire « la chaîne », expression consacrée en Algérie pour parler de la queue — et la pauvreté des états dans certains marchés montrent que « la bataille du ramadan » n'a pas été totalement gagnée par les autorités et donne aux derniers jours du mois sacré un avant-goût des habituelles pénuries d'été. Cependant, de l'avis des résidents de longue date, on assiste à une spectaculaire amélioration.

« Dans l'abondance et la sérénité », tel est le titre d'un article consacré à l'approvisionnement par *Révolution africaine*, l'hebdomadaire du F.L.N. De quoi faire sourire le visiteur venu d'outre-Méditerranée, habitué à un autre type d'« abondance ». Avec la part d'incantation qu'il comporte de toute évidence, ce titre correspond cependant à une réalité, par comparaison à la situation de naguère. « Six mois n'auront pas été de trop pour préparer la campagne du ramadan », explique la presse. Des réunions de coordination entre ministères concernés se sont multipliées pour éviter la renaissance de la « psychose de la pénurie », particulièrement répandue en cette période de l'année; comme en témoigne « l'obsessionisme sous prétexte d'approvisionnement ».

« L'on est en droit de se demander si cette frénésie bouli-

mique qui s'empare du citoyen dès l'arrivée du carême s'inscrit dans l'essence originelle et la finalité première confiées à ce festival », écrit *Révolution africaine* au début d'une enquête sur les grandes surfaces pour « restituer l'opinion publique » en lui montrant que les choses n'ont changé. Présentée par l'organe du parti comme « la force tranquille » du commerce étatisé, la chaîne des Souk El Fellah a, c'est vrai, contribué à simplifier en partie les problèmes d'approvisionnement dans certains quartiers d'Alger, au même titre que la plus grande liberté laissée au commerce privé sur un autre créneau de vente.

La « boulimie » satisfait, le repas est suivi par une veillée de famille, souvent autour de la télévision, dont les programmes se prolongent jusqu'à 1 heure du matin, ou par une sortie en ville. Au début de la nuit, Alger est toute livrée aux cris et aux jeux des dizaines de milliers d'enfants lâchés au pied des immeubles. Puis, après 22 heures, la trêve des automobilistes est brusquement rompue. L'on se rend visite de famille à famille ou l'un va participer aux réjouissances publiques. Habituellement ville morte dès l'heure du dîner, Alger est paralysée par les embouteillages de minuit.

Comparant ce ramadan à la situation habituelle, *Algérie actualité* présente celle-ci comme « une sorte de couvre-feu généralisé d'angoisse ». « Que la fête continue ! L'Algérie au travail ne peut pas et ne doit pas être triste, sous peine de contrarier sa propre nature », écrit l'hebdomadaire de l'intelligentsia.

Cette année, les autorités, et notamment le ministre de la culture, se confiant à des directives présidentielles, paraissent avoir été piquées par la réputation de tristesse et d'ennui de la capitale et de l'Algérie tout

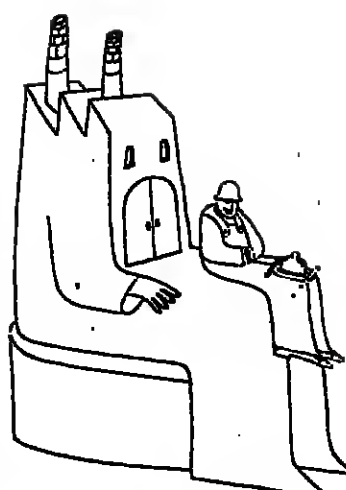
entière. « C'est bon d'allumer une bougie dans une chaumière, mais il faudrait avoir constamment de la lumière [...]. Si on fait ça seulement pour la galerie, ce sera de l'inconscience », poursuit *Algérie actualité*, dans son article très remarqué.

#### Le besoin de « fête »

La « bougie », c'est un orchestre « négro-africain » devant la grande poste, un écran géant sur lequel on repasse des matchs du Mondial place des Martyrs, un « festival mondial de la magie » à Sidi-Fredj, l'ancienne Sidi-Ferruch, à une trentaine de kilomètres de la capitale, au bord de la mer. Des orchestres dans des salles fermées, aussi, quelques artistes marocains, et « la grande vedette de la chanson algérienne kabyle », Ali Menguellat.

La foule se masse, compacte, devant les spectacles présentés à ciel ouvert. Des dizaines de milliers de personnes dans le centre ville, en famille le plus souvent. Au-delà d'une certaine heure, les couples jeunes, les femmes, se font rares, la rue appartient à l'homme, comme en temps « normal ». Qu'importe ! « Oui, enfin, on peut sortir sans être constamment agressé, même si on nous mitraillait toujours avec des regards déshabilleurs, on peut se promener sans grande crainte. » Ces propos d'une jeune fille prénommée Assia, des millions d'Algériennes peuvent les tenir en privé ; ce qui est inhabituel, c'est qu'un hebdomadaire les publie.

La « fête » n'est pas limitée à la capitale. Des initiatives ont été prises en province. Evoquant le ramadan à Oran, *El Moudjahid* écrit : « Longtemps, elle perdit le goût de la nuit et la saveur des insomnies. Voici qu'elle redécouvre un espace et une mémoire [...]. Ce n'est pas encore la vraie fête avec sa saine frénésie, joyeuse et chaleureuse. On fait



Dessin de SERGUEI.

avec ce qu'on a, comme on peut, ce n'est pas si mal. »

Le 31 décembre dernier, les gérants de certains restaurants de l'Algérie avaient été invités par les autorités à ne pas organiser de réveillon, une célébration trop voyante de la Saint-Sylvestre pouvant susciter une action des activistes intégristes. Le ramadan ne se situe pas sur le même plan que le Nouvel An du calendrier occidental. Néanmoins, certaines réjouissances, tel le spectacle du Casino de Paris dans le plus grand hôtel d'Alger, ne peuvent-elles sembler trop profanes aux Frères musulmans ? avons-nous demandé à un officier. En substance, la réponse est qu'on ne peut écarter aucune hypothèse, mais que le devoir de l'Etat est de veiller à ce que chacun respecte la liberté d'autrui.

Apparemment, après l'alerte de décembre, les autorités estiment avoir la situation suffisamment en main pour ne pas trop se soucier des états d'âme des intégristes encore en liberté, alors que leurs chefs, arrêtés il y a six mois, attendent toujours de passer en jugement et s'apprêtent à plaider coupables.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

## Le marché aux enfants de Bangkok

Une main-d'œuvre sans défense ni recours dans laquelle on puisse aller chercher à l'aise des travailleurs à bas prix ? Cela s'appelle l'enfance. Du moins quand on a le malheur de naître dans une province misérable de Thaïlande où il y a trop de bouches à nourrir...

#### De notre correspondant

Bangkok. — Il n'y a pas ici, comme on pourrait l'imaginer, d'un côté des parents indigènes ou ignorants, prêts, pour une poignée de bahts, à vendre un fils ou une fille au plus offrant des margouillins de passage et, de l'autre, des parents modèles, soucieux de préserver, coûte que coûte, l'avenir de leur progéniture. Dans le « Nord-est », seule, pauvreté fait loi. A Krian et à Krasang, deux villages d'un bon millier d'habitants chacun, situés dans la province de Buriram, auxquels l'institut de recherche sociale de l'université de Chulalongkorn vient de consacrer une étude, on compte en moyenne par famille six enfants et 1,6 hectare d'une terre à paddy, trop sèche pour permettre plus d'une maigre récolte par an.

D'après cette étude, la moitié des familles qui ont « placé » un ou plusieurs enfants mineurs à Bangkok ne possèdent pas plus d'un bœuf ; 90 % des paysans sans terre ont un fils ou une fille en bas âge au travail dans la capitale. La grande majorité des jeunes qui quittent le « Nord-est » appartiennent à des foyers d'au moins sept membres dont le revenu annuel ne dépasse pas

9 000 bahts, soit environ 2 400 francs.

A Krian et à Krasang, la scolarité obligatoire est encore une vue de l'esprit. Les enfants abandonnent les études dès l'âge de dix-onze ans. Deux ans plus tard, les plus pauvres prennent, sans bésiter, le chemin de Bangkok. Certes, la compensation financière — 1 000 à 2 000 bahts par an (370 à 740 francs) — que reçoivent leurs parents n'est pas de nature à améliorer sensiblement le niveau de vie de la cellule familiale. Mais, une bouche en moins à nourrir, c'est ici une économie d'environ 140 kilos de riz par an. Or, les plus démunis, dans le « Nord-est », ne peuvent pas vivre plus de quatre mois du produit de leur lopin de terre. Aussi, dans ces deux villages, 70 % des foyers sont obligés d'emprunter — en nature ou en espèces, — à des conditions qu'ils sont bien en peine de négocier, pour assurer la soudure avec la prochaine récolte.

#### Intermédiaires et employeurs

S'ils en avaient les moyens, 84 % des parents contraindre de se séparer de leur enfant préféreraient lui assurer une éducation complète, ou le garder auprès d'eux pour travailler aux champs, révèle l'étude. Même si, au départ, l'idée de « voir Bangkok » et de « se faire un petit peu d'argent de poche » émeutille un peu leur imagination — pas pour longtemps, hélas ! — les enfants savent qu'ils s'en vont d'abord gagner le riz quotidien de leur famille, qu'ils sont envoyés dans la capitale en « service commandé ».

Un jour, ces enfants, souvent accompagnés par un parent — les filles sont plus prisées que les garçons car elles sont, dit-on, plus faciles à employer et à contrôler, —

débarquent, ébahis, d'un train. Il ne manque pas alors de « guides » pour les cueillir au sortir de la gare centrale de Hualampong, autour de laquelle sont installés une vingtaine de bureaux de placement illégaux. « Il n'est plus nécessaire d'envoyer des démar-

médiaires et les employeurs s'arrangent pour tromper la bonne foi et la naïveté des parents, pour brouiller les pistes qui permettraient aux uns et aux autres de garder le contact pendant la durée du contrat de travail. Pères et mères se laissent d'autant plus fa-



Dessin de FRANCHINI.

cheurs ; il suffit d'attendre à Bangkok l'arrivée de ces jeunes migrants dont le flot est naturel et régulier », constate un travailleur social.

Que sait la famille, restée au pays, du sort des siens ? En réalité, bien peu de chose. Les inter-

médiaires intimident que l'agence de placement leur a, parfois, consenti une avance sur salaire et supporteraient mal des récriminations.

Sont-ils, tôt ou tard, avertis des conditions assez particulières

dans lesquelles vivent leurs enfants ? A priori, les parents ne s'en offusquent pas outre mesure. Eux aussi travaillent dur, sous un soleil de plomb, une terre ingrate. Si leurs enfants étaient restés à la maison, « ils n'auraient rien à manger », remarquent-ils... En bons bouddhistes, certains invoquent la loi du Karma et en concluent que leur fils ou leur fille payent le mal qu'ils ont fait au cours d'une existence antérieure...

Les parents ne se décident à porter plainte que lorsqu'ils ont perdu trace de leur progéniture ou que le salaire promis ne leur est pas versé. Quant aux enfants, ils n'ont guère la possibilité de transmettre à quiconque quelque message de détresse que ce soit, tant ils vivent coupés du monde extérieur. En désespoir de cause, certains « font le mur ». La plupart passent deux ou trois ans à Bangkok ; aucun ne souhaite plus y revenir après ses mésaventures.

Il arrive pourtant qu'un mineur, saisi d'un atelier-prison et renvoyé dans ses foyers, reprenne néanmoins le chemin de la capitale pour y tenter une nouvelle fois sa chance. Son père ou sa mère ne désespèrent pas, en effet, de le « placer » enfin auprès d'un « bon patron »...

#### Voir la mer

La discrétion des acteurs de ce drame ne facilite pas la tâche de tous ceux — services officiels et organisations humanitaires — qui tentent d'en atténuer les effets. L'an dernier, six opérations de police ont permis de libérer des « usines à sucre » une soixantaine de mineurs seulement, alors qu'il y en a des dizaines de milliers, condamnés à vivre dans un état de semi-esclavage. Le Centre d'assistance des enfants au travail, dont

des mouvements ébriés aux Pays-Bas, à Hong-Kong et au Royaume-Uni financent les activités, n'a pu identifier, quant à lui, en 1982, que quatorze cas d'abus, notamment de mauvais traitements.

Ce Centre a entamé, aussi bien dans les villages du « Nord-est » que dans les rues de la capitale, une vaste campagne d'information — messages publicitaires à la radio, distribution de dépliants, affichage de posters, pose d'auto-collants — auprès du public pour qu'il aide à dépiécer les abus et à les décourager. Les résultats de ces appels ont été décevants : très peu de cas ont été signalés, très peu de plaintes déposées.

« Il n'est pas dans la tempérament national de se mêler des affaires d'autrui, note un responsable ; chacun reste sur la réserve. » Il y aurait, pourtant, à Bangkok, selon le département du travail, quelque six mille ateliers dits « familiaux » plus ou moins clandestins, qui échappent à toute législation sociale et dont il est difficile de forcer la porte.

« Que faire sinon prendre acte de ces abus aussi longtemps que la pauvreté les favorisera », dit un responsable du Centre. Mais il n'est pas indifférent que des gens de bonne volonté alertent le gouvernement, réveillent l'opinion publique, inquisiteur les « marchands d'enfants » pour éviter au moins que le mal ne s'aggrave. « Nous sommes un garde-fou. » A force de patience et de diplomatie, des travailleurs sociaux ont réussi à pénétrer dans certaines « usines à sucre » pour y organiser des visites médicales, des séances de marionnettes. Ils ont même obtenu l'autorisation d'emmener ces enfants-étages voir la mer...

JACQUES DE BARRIN.



## Miracles à Moscou

**Il y a de plus en plus de jolies filles élégantes (mais honnêtes) à Moscou. Comment font-elles ? C'est l'un des « miracles » d'une capitale où la qualité de la vie, le confort, fait des progrès.**

De notre envoyé spécial

Moscou. — Voici une dizaine d'années, une silhouette soignée, au visage maquillé avec discrétion, s'envolait des yeux profonds des dames de la capitale. L'ornement rare de soirées privilégiées. On vivait ces états d'exception ? Il était tout à fait exceptionnel d'en rencontrer dans la rue ou dans la bousculade des magasins.

Ce ne sont pas tout à fait les mêmes qui font la joie du regard rue Gorki, aux abords du Goum ou d'autres « universités ». Le modèle actuel est moins sophistiqué, sûrement moins évaporé et distant des conditions de vie quotidienne du socialisme réel, mais la « ligne générale » — si l'expression est acceptable en ce domaine — s'est affirmée. Comme le confirme un ami géorgien, connaisseur en la matière : « Ce sont des filles qu'on aurait envie de connaître ». En clair, elles ont dans le regard quelque chose de plus personnel qu'autrefois, de plus alerte, de plus séduisant.

Naturellement, cette évolution s'est accompagnée d'un peu plus de recherche dans l'élégance. Les jours d'été s'y prêtent qui permettent des toilettes légères, soulignant les tailles minces ou mettant en valeur des silhouettes libres et longilignes. Les couleurs sont fraîches sans être criantes. Les talons sont peut-être un peu hauts, mais la démarche n'en souffre nullement. Bref, personne mieux que ces Moscovites d'une nouvelle génération ne saurait offrir une image plus encourageante du « socialisme développé » par lequel le régime se définit.

Comment font-elles ? Là commence le mystère. Car dans un pays où les salaires n'augmentent qu'à peine — moins de 3 % entre 1981 et 1982 — et où les prix de tout ce qui sort un tout petit peu

de l'ordinaire grimpent en revanche à une allure vertigineuse, où la recherche de la piance quotidienne est un exploit, être belle et le rester est déjà un tour de force.

Ce n'est qu'un des « miracles » de ce pays, où l'on en compte pas mal, que l'on énumère avec ironie à Moscou. En voici quelques autres :

- « Il n'y a rien dans les magasins, mais les tables sont garnies » ;
- « Personne ne travaille, mais le plan est rempli » ;
- « Le plan est rempli mais personne n'est content » ;
- « Personne n'est satisfait, mais tout le monde vote comme il faut » — quand on le lui demande.

### Combinaisons et petits métiers

En russe, cela se récite comme une comptine dont on se délecte en même temps — effectivement — que de ces savoureux zakouski accompagnés par une vodka dont le prix, lui aussi, a sérieusement grimpé.

Une autre anecdote donne encore une idée de l'état d'esprit général. Youri Andropov, récemment installé dans le fauteuil de secrétaire général du parti, téléphone à l'ombre de Leonid Brejnev :

— Leonid Ilitch, te rends-tu compte de la situation que tu m'as laissée ? Veux-tu que je te fasse le détail ?

— Chut, voyons ! Ce ne sont pas des choses dont on parle par téléphone.

En parler, pourtant, on ne s'en fait pas faute. Mais ce qui est vital, c'est de se débrouiller. Et l'ingéniosité est telle, de fait, que le miracle se réalise.

Le progrès — car progrès il y a — y contribue à l'occasion. L'été dernier, un jeune ménage d'écrivains, en vacances sur la mer Noire, était intrigué par la présence dans l'établissement, en principe réservé aux membres de leur union professionnelle, d'une famille menant grand train et qui ne semblait manquer de rien. « Ils étaient bardés d'appareils photographiques, des caméras les plus perfectionnées, ils avaient tout : magnétophones, télévision portable, les derniers gadgets... On les

avait pris pour des diplomates étrangers si, lorsqu'ils ouvraient la bouche, on avait pu se rendre compte qu'il s'agissait de très ordinaires citoyens soviétiques. » Renseignement pris, le papa était mécanicien automobile. Dans un pays où la voiture particulière

sur les chances qu'aurait, par exemple, un enseignant du secondaire de vivre à peu près décemment s'il ne devait disposer que de son salaire officiel. Alors, on fait toutes sortes de petits métiers, quitte à raboter généreusement sur les temps de présence. Cela



Couverture de Krokodil (mai 1983).

n'est plus un privilège exceptionnel, mais où les garages restent fort rares, c'est aujourd'hui une profession des plus lucratives... et qui peut ouvrir bien des portes.

D'autres « combinaisons » sont plus modestes, et la lutte pour un minimum de confort exige souvent beaucoup d'efforts, comporte même à l'occasion quelques risques lorsque les ressources supplémentaires sont trouvées grâce à des solutions un peu trop... originales ou non prévues par la législation socialiste. Sans aller jusqu'à, personne ne se fait d'illusions

est tellement passé dans les mœurs que l'expression « travail à gauche », qui désignait autrefois ce genre de pratique, n'a quasiment plus cours. Tout le monde en est là... sinon au-delà, comme le révèle à l'occasion la narration de scandales où se mêlent la nomenclature, le milieu — parfois avec ses ramifications internationales — et ces pauvres « caves » de citoyens normaux.

Mais le fait est que si l'argent manque — cela se voit qu'en y regardant de près, — Moscou ne

respire pas la pauvreté. La multiplication des voitures y est pour quelque chose qui, aux heures de pointe, se traduit par des débuts d'embouteillages aux points stratégiques de la ville — et d'autant plus que les règlements de circulation ne semblent s'adapter que très lentement aux nouvelles exigences du trafic. Par un curieux hasard (?), les changements récemment introduits dans ces règlements compliqueraient plutôt la situation et aboutissent parfois à concentrer en un point de passage nbligé, au prix de très longs détours, un nombre maximum de véhicules.

Ensuite, on a construit, et pas seulement pour les administrations ou pour le prestige, comme ce fut le cas à la veille des Jeux olympiques de 1981, dont la capitale soviétique conserve de multiples et massifs souvenirs. De l'avis général, le logement est l'un des chapitres — rares — où « ça va mieux ». Pour ceux qui pendant de longues années ont connu la promiscuité des appartements collectifs, c'est un changement bien-

mesuré où la simple ambition de traverser la rue peut présenter quelques problèmes.

Le miracle — encore un autre — est que dans ce monde démesuré de l'échelle humaine toutes sortes d'habitudes et de goûts venus d'un autre mode de vie sont conservés. Cela se voit dans ces arrière-cours jamais très lointaines où, entre les herbes folles assagies, sont soigneusement mis en terre les jeunes plants qui fleuriront à l'automne. Cela se sent dans les boulangeries, haut lieu de la culture russe, où toutes les variétés de pain, du plus noir au plus blanc et des formes les plus diverses, s'offrent à des amateurs exigeants qui ne font leur choix qu'après avoir éprouvé la fraîcheur de la mie. D'autres visions sont plus inattendues.

Dimanche matin, sur la place

Rouge, un mariage. Il se passe toujours quelque chose sur la place Rouge et souvent des mariages, en particulier les samedis et les dimanches. Celui-ci, tout de même, est un peu inhabituel. La mariée, comme il se doit, est en longue robe blanche, le bouquet à la main. Mais elle est suivie par une cinquantaine de Géorgiens, en rang par deux et grande tenue traditionnelle, bottes et redingotes rouges, la poitrine bardée de cartouchières. Le marié aussi est botté, mais en redingote noire. Que croyez-vous que fait ce petit monde ? Aller poser pour le photographe devant les bulbes multicolores de Saint-Basile-le-Bienheureux ? Plus tard peut-être, mais pour le moment c'est dans le mausolée de Lénine que le cortège pénètre et disparaît, devant les gardes imperturbables dont pas un trait ne frémit, pour émerger quelques minutes plus tard des profondeurs de la crypte et suivre, au grand soleil, la mariée toujours en tête, l'illuminée du pèlerinage qui conduit le long du mur de Kremenka aux tombes des grands défunts du régime, Staline compris.

Étrange vision, surprenant mélange, qui laisse au spectateur sur le goût des traditions que sur celui des hommages officiels et, sans doute, des privilèges.

ALAIN JACOB.

### Il se passe toujours quelque chose sur la place Rouge

Et puis il y a cette drôle de qualité de la vie, qu'il faut bien appeler comme ça puisqu'elle aussi contribue à l'humour des jours et qui mérite l'étude de mœurs.

Une telle notion n'est pas évidente dans une ville qui, outre la contrainte politique (avec des hauts et des bas mais le style actuel serait plutôt sévère), traverse l'épreuve d'un modernisme mal contrôlé. Le Moscou d'aujourd'hui fait un peu penser à la réalisation — mais à la lettre — de ces schémas d'un urbanisme futuriste comme on les dessinait à grands traits dans les années 20 au Bauhaus, à Berlin, mais aussi dans la très jeune capitale de la Révolution. Avenues immenses et rectilignes, vastes parvis, banlieues satellites... Le modernisme est tempéré, dans quelques cas, par un curieux retour au style cathédrale des années stalinienues, mais le piéton ne se trouve pas moins projeté dans un décor dé-

## Liège en déconfiture

**A Liège, en pleine déconfiture financière, les sidérurgistes ont entamé jeudi une grève — tous syndicats — « pour l'outil de travail ». Les employés communaux sont en grève depuis plus d'un mois. Paradoxe : ils guerriroient contre un bourgmestre socialiste. Mais l'antique cité princière est endettée jusqu'au cou...**

De notre envoyé spécial

Liège. — Pauvre Wallonie ! On la savait malade, en déclin, promise par d'impassables Cassandres à la mort lente d'une vieillie dispendieuse, abandonnée à la grande casse de l'acier. Bref, condamnée pour n'avoir su rejoindre en prenant de l'âge... Le tout sous le nez de ces « maudits Flamands » parvenus de fraîche date, à moitié goguenards et moins pressés que jamais de jouer les partageux.

Qui n'aurait compati ? Ces usines à lambeaux, ces fourneaux à demi éteints et ces coulées tarées, reliques des forges d'autant et de leurs maîtres décadents. Ces cris, ces grèves, ces cortèges, ultimes et vains soubresauts. Mais cela ne suffit pas. A l'agonie du vieux bassin s'ajoute maintenant la banqueroute de sa capitale : Liège est en faillite ! Un trou béant dans la caisse, des rues, des places transformées en cloaques et, de toute part, des chicanes à n'en plus finir. Le fier fleuron de la Wallonie, a triste mine.

Du côté de la cathédrale, au milieu du damier piétonnier, les émales de Krishna chassent le

prosélyte à coups de litanies et de clochettes. Leur gourou de passage, maître de « bhakti-yoga » et philosophe védique — dira ce soit au bon peuple cerné par ses poubelles le plus court chemin pour « conjurer la crise ». Peine perdue : voilà longtemps que Liège ne croit plus au miracle. Les tracts des multimillions-recruteurs rejoignent seulement sur le pavé tout ce qu'on a laissé les derniers « manifs » : communaux en colère, éboueurs en grève, métallistes solidaires ou « majorité silencieuse », en rogne contre la « chénielle ».

Place Saint-Paul, devant la haute façade de la F.G.T.B. (Fédération générale des travailleurs belges), la tribune détrempée du dernier 1<sup>er</sup> mai témoigne encore, parmi les sacs d'ordures, de « l'imposante démonstration, calme et résolue, des travailleurs wallons ». La grève des employés municipaux l'a laissée plantée là, souvenir un brin moisi d'une « belle journée de lutte ». Hier l'orage a noyé le décor, les égouts rendant grâce devant l'invasion des détritus en tout genre.

### Pompiers contre gendarmes

Des semaines que cela dure. Une épuisante bataille, ponctuée de coups d'éclat et de coups de force, de négociations avortées et d'accords bafoués, de querelles de chiffres... et de chiffonniers. Les éboueurs, « avant-garde » du mouvement, sont les premiers entrés en rébellion : quinze jours de retard pour la paie d'avril, vingt jours en mai, c'était trop. Liège marinera dans sa crasse. Le bourgmestre se fâche et réquisitionne. Mal lui en prend. Les « boueux » décrètent la résistance, défont les pous des

benches et bientôt les grèvent : vingt-cinq engins sur trente sont « vite hors service ».

Les bidasses appelés en renfort nettoient le centre ville à l'abri des gendarmes. Cinq jours au petit trot, jusqu'à cette faillite incurable du côté de la caserne des pompiers. Là les soldats du feu attendent de pied ferme, lancés en batterie sur le créneau de leurs murs. Les gendarmes reculent sous la « pression ». Simple retrait, ils reviennent en force et prennent à leur tour les mutins sous le feu de leurs autopompes. La photo fera le tour du monde. Une histoire belge, grande nature ! De quoi faire ricaner à bon compte les amateurs d'un genre qui on ne prise plus guère.

Liège, elle, n'en a pas ri. Ou pas longtemps. « Voilà la seule image que nous donnons maintenant de notre ville », peste le petit commerce. « Comme s'il n'y avait pas assez des malheurs qui accablent la sidérurgie, comme si l'on pouvait jouer à la petite guerre à l'heure où tout se dégingue... »

Tout tient en trois chiffres : Liège dépense 20 milliards de francs belges par an, en gagne 12 milliards... et en doit 45. Résultat : elle ne peut plus payer au début de chaque mois ses quelque 17 000 salariés.

La faute à qui, à quoi ? Mais aux politiciens, parti s'empresse-t-on de répondre à peu près de tous les bords. A leur gabegie, leur mégalomanie. Foin de la solidarité wallonne. A Charleroi, on a vite fait de vous expliquer qu'avec tant d'habitants on se paye pourtant trois fois moins de fonctionnaires. A Bruxelles, on vous raconte par le menu les petits luxes des échevins (adjoints au maire) de Liège : belles voitures et bureau de « standing » dans des demeures rénovées à grands frais...

Et de partout, le ton pointu, m brocardé ces Liégéens et leur « mentalité de seigneur », leur « esprit princier ». Ces prétendues « nées d'une histoire qui les a longtemps distingués des autres Belges. Le réquisitoire n'épargne personne : après tout, socialistes, libéraux, sociaux-chrétiens on tous un jour, ensemble ou non, géré la ville. Alors pas de quartier...

Des miettes ! rétorquent en chœur les « experts », ceux qui connaissent les comptes et leurs arcanes. Les « petits luxes » des élus sont peut-être condamnables, mais ne représentent en fait qu'une part infime des dépenses : 7 % pour le fonctionnement et 37 % pour le service d'une dette qui ne fait que grossir. La vérité, plaident-ils à l'unisson, c'est que la quasi-totalité des communes belges sont au rouge. Et qu'Anvers elle-même — sourie en coin de rigueur — ne passera pas l'été sans tuer le fond de ses caisses.

Un seul coupable donc, l'Etat, qui ne ristourne pas, comme la loi l'y oblige, la part de l'impôt due aux grandes cités. Mais comment le pourrait-il ? Son « rouge » à lui est tout aussi démesuré : l'année dernière son déficit extérieur représentait 13 % du produit national (un peu plus de 3 % en France). Aujourd'hui, paragon de rigueur, il enjoint à ses villes des coupes claires. Elles le renvoient à ces obligations qu'il n'a pas respectées. Dialogue de sourds.

Mais, dans le microcosme liégeois cela ne pouvait qu'exploser. La ville, gérée jusqu'à l'an passé par des coalitions disparates, fruits éternels de « compromis à la belge », a maintenant réalisé le

grand rêve de ses vieux syndicalistes : une majorité progressiste. Sur le fil bien sûr, mais tout de même : avec l'appoint de quelques « écoles » auteurs d'une surprenante percée aux municipales de 1982 (11 %), les socialistes ont ébahi d'écartier libéraux et sociaux-chrétiens des responsabilités.

C'est moins l'Etat qu'un bourgmestre socialiste que les éboueurs liégeois affrontent aujourd'hui. Et ce sont des élus socialistes, les plus importants même, que les syndicalistes liégeois — eux aussi socialistes — désavouent lorsque, après bien des atermoiements, ils signent avec le gouvernement et les banques un arrangement siôt jugé « inacceptable ».

L'affaire n'est pas nouvelle. Il y a belle lurette que les rapports entre le parti et sa « grande centrale ouvrière » sont ici au mieux méfiants, au pire venimeux. Les syndicalistes entendent défendre leur indépendance, et nombre de leur dirigeants ont été un jour chassés du parti avant d'y revenir, il y a peu, dans l'espoir que l'« aggrégation » annoncée mettra enfin un terme aux « éternelles compromissions ».

### Trop tard ?

Mais, cette fois, rien ne semble vouloir se dénouer. On enrage dans les bureaux « désignés » de la F.G.T.B., au sommet d'un appareil lui-même riche de mille tentacules, contre les « apparatchiks bourgeois » du P.S. Et c'est un ancien président du parti, M. André Cools, qui, d'un coup de sang, fustige maintenant ces « syndicalistes incapables de trouver des moyens de lutte qui fassent mal à d'autres qu'aux victimes de la crise ».

Mais rien n'y fait. Crispés sur la défense des acquis, les discours syndicaux ignorent ceux des édiles aussi froids qu'un dépôt de bilan. « Oui, nous sommes nombreux », clame le chef des « communaux » en grève. Qui la ville paie six cents femmes de service pour le ménage de ses bureaux. Mais ce sont autant de femmes que les esclavagistes des sociétés de nettoyage n'exploiteront pas. C'est un choix de société, une philosophie politique, et nous en sommes fiers... » Qu'importent les privilèges accumulés sans bruit au temps béni de la prospérité. Qu'importent ces salaires grossis de primes en tout genre pour heures supplémentaires fictives, qu'importe la pléthore ?

Les syndicats chrétiens, minoritaires, ont parfois la dent dure. « Dans le privé, expliquent-ils, nous avons dû, bon gré mal gré, négocier bien des restructurations au prix de bien des sacrifices. Mais, cela, les fonctionnaires et leur statut rigide n'ont pas l'air de l'avoir compris. Les décrets, nous n'en serons que plus pénibles. » Nombre de boutiquiers, qui hier encore collaient aux vitrines les affichettes des sidérurgistes — clientèle oblige — vitrifieront aujourd'hui entre la « syndécatie » qui gouverne la ville.

Trop tard ? La Wallonie n'a peut-être pas encore racheté le fond », murmure M. Philippe Meystadt, jeune ministre social-chrétien du plan et du budget. « Faut-il descendre encore plus bas pour qu'enfin les mentalités changent ? Je suis né dans un village où les candidats aux élections se présentaient sous un slogan paraît-il efficace : le pays n'a fait bon vieillir... »

DOMINIQUE POUCHIN.



## Etranger

### Le guépier

(Suite de la première page.)

La France n'est pas, au demeurant, seule à fournir une aide. Des C-130 égyptiens et autres livrant du matériel de fabrication soviétique atterrissent actuellement à N'Djamena.

Réclamée à cor et à cri par les dirigeants tchadiens, qui ne dissimulent pas au lendemain de la chute de Faya-Largeau leur amertume à l'égard de Paris, l'assistance française est de loin la plus importante. Il semble bien que M. Mitterrand ait décidé de donner au gouvernement de N'Djamena les moyens d'enrayer l'offensive des rebelles.

Après avoir, pendant un an, gravement sous-estimé les forces de M. Hissène Habré, à l'époque « rebelle », et avoir fourni en armes quelques jours encore avant sa chute, en juin 1982, le président Goukouni Oueddei, Paris avait accueilli avec suspicion l'installation à N'Djamena de son adversaire. Ce dernier reprochait, de son côté, à la France d'encourager les tentatives sécessionnistes dans le sud.

Cette méfiance réciproque et le peu d'empressement de Paris à permettre au nouveau chef de l'Etat tchadien, dramatiquement court d'argent, de faire fonctionner l'Etat, ont quelque peu freiné le développement de la coopération bilatérale, retardant par là même la stabilisation d'un pays dont beaucoup d'habitants ne désirent que la paix. Ces mécontentements semblent, aujourd'hui, mises entre parenthèses de part et d'autre, même si M. Hissène Habré ne fait toujours pas l'unanimité à Paris. L'évaluation de la situation au Tchad avant le déclenchement de l'attaque contre Faya-Largeau, a, pour le moins, révélé quelques divergences parmi les « africanistes » dont certains ont minimisé jusqu'au bout la menace libyenne, accusant N'Djamena de « crier au loup ».

M. Mitterrand semble, en tout cas, avoir tranché en faveur de ses conseillers qui sonnaient l'alarme. Ce choix résulte-t-il du soutien de principe à un gouvernement en place ou du souci d'aider le plus anti-libyen des deux « chefs » qui, depuis trois ans, se sont succédés à N'Djamena.

Dans le deuxième cas, la politique de Paris aurait, du moins, le mérite de la cohérence. La France, qui se beurte, depuis dix ans, en Afrique francophone aux menées libyennes, prendrait, en effet, le parti d'un homme dont l'opposition à Tripoli est constante, celle-ci étant d'ailleurs à l'origine de la querelle avec l'ancien président Goukouni.

M. Mitterrand, qui, en deux ans, a visité onze pays d'Afrique francophone, a pu, d'autre part, mesurer la crainte que le colonel Kadafi inspire à un certain nombre de ses pairs africains. Ceux-ci comprendraient mal, et ils l'ont fait savoir, que la France ne réagisse pas à la nouvelle menace libyenne sur le Tchad.

Le président de la République ne peut, par ailleurs, qu'être attentif à la tentation qu'éprouvent certains chefs d'Etat de jouer Washington contre Paris. Reçu pendant une heure et trente minutes par le président Reagan, il y a

deux semaines, M. Houphouët-Boigny, pourtant vieux et fidèle allié et ami personnel de M. Mitterrand, a réclaté, lui aussi, aux Etats-Unis un engagement plus soutenu à l'égard du continent noir.

Si la France perdait aux yeux de ses alliés africains sa crédibilité politique, n'aurait-elle pas à subir le contre-coup économique de ce revers sur un continent où son influence demeure considérable ?

#### Des coopérants civils

Jusqu'à Paris peut-être et veut-il aller dans le soutien à N'Djamena ? En justifiant son aide par l'existence d'un accord de coopération militaire dont il a soigneusement rappelé le libellé, M. Mitterrand entendait, le mardi 28 juin à l'Assemblée nationale, établir la parfaite légalité de son action et lui assigner des limites précises. Un accord de coopération militaire n'est pas un accord de défense et exclut donc l'envoi de l'armée française en opérations. En précisant que l'article 4 prévoit que « les personnels militaires français mis à la disposition des forces armées tchadiennes ne peuvent en aucun cas participer directement à l'exécution d'opérations de guerre, ni de maintien, ni de rétablissement de l'ordre ou de la légalité », le chef de l'Etat a toutefois laissé la porte ouverte à l'envoi d'instructeurs militaires sur le terrain. C'est une hypothèse qui ne peut être exclue, si l'on veut rendre efficace l'aide apportée.

Pour l'instant, Paris préfère cependant s'adresser à des contractuels civils spécialistes en armement ou à des techniciens des firmes qui livrent le matériel. La France pourrait d'autre part demander à ses alliés africains, si désireux de voir remettre à sa place le colonel Kadafi, leur aide dans ce domaine. Le déjeuner qui a réuni vendredi à Paris, autour de M. Mitterrand, les présidents Houphouët-Boigny, Eyadéma, du Togo, et Kountché, du Niger, était peut-être destiné à parfaire cette coopération.

Pour l'instant, en effet, si Paris ne lésine pas sur le matériel et le soutien financier considérable de l'opération (ce qui suscite des rumeurs sur une participation américaine), ses réticences à engager l'armée sont si vives que les rotations d'avions sont assurées par des firmes civiles spécialisées dans le transport de fret, pour éviter que des Transall à cocarde tricolore ne se posent à N'Djamena et, encore moins, dans le centre du pays, où il faudra bien trouver le moyen d'abaisser l'aide livrée dans la seule capitale.

C'est donc à un délicat exercice d'équilibre que doit se livrer le chef de l'Etat. Sans risquer des unités militaires, comme le firent ses prédécesseurs, dans le guépier tchadien, il lui faut rassurer les amis africains de la France et faire en sorte que son aide tire d'affaire le gouvernement menacé. Entre des demi-mesures inopérantes et une intervention directe et combien périlleuse, la marge de manœuvre est étroite.

FRANÇOISE CHIPAUX.

**PHOTOCOPIE SUR PAPIER  
PHOTOCOPIE SUR BRISTOL  
PHOTOCOPIE SUR CALQUE  
PHOTOCOPIE SUR FILM  
PHOTOCOPIE SUR ADHESIF**

Le trajet linéaire du papier est un des points forts de la technologie Toshiba. Vous pouvez aisément reproduire sur calque, bristol, film transparent, étiquette, voire chemises de classement. Pour le format, vous avez le choix, de la double page à la carte de visite.

Un copieur adaptable, c'est original.

**TOSHIBA**  
DES COPIEURS ORIGINAUX

IMPORTATEUR REGIMA SYSTEMES 12 BIS RUE CHRISTOPHE-COLOMB 75008 PARIS.  
Tél. 723 97 03 / 723 30 11.

## LA GUERRE

# Tripoli mène le jeu

## La Libye en quête d'espace vital et de vassaux

L'offensive lancée dans le nord du Tchad par M. Goukouni Oueddei avec le soutien de Tripoli est-elle une revanche pour le colonel Kadafi sur les avances que lui a infligées l'Organisation de l'unité africaine ? On peut le penser en n'oubliant pas, toutefois, que le « guide de la révolution » a toujours considéré le Tchad « l'essence vitale » de la Libye, pour reprendre une expression qu'il a employée à dessein. Il n'en reste pas moins que la présidence de l'O.U.A. tant convoitée devait être le couronnement de sa politique africaine et un tremplin pour de nouveaux succès ; or, son ambition a été tenue en échec à trois reprises par des chefs d'Etat excédés par ses « mauvaises manières », à Tripoli en 1982, à Tripoli II en novembre et, début juin, à Addis-Abeba.

Plusieurs dirigeants arabes qui furent ses amis ou ses alliés — feu Sadate, l'irakien Saddam Hussein et Gaafar Nemeiry le Soudanais — n'ont pas hésité à qualifier publiquement M. Kadafi de « fou », ce que n'a osé faire aucun chef d'Etat européen

même s'il a pu employer le mot *in petto*. Il est vrai qu'il a souvent plongé sa paire dans le plus grand embarras en ne respectant pas les règles du jeu diplomatique ou en recourant à des « provocations » quand il estimait avoir été « trahi ».

Fou ? Certes pas, Kadafi est, bien plutôt, imprévisible et dé-roulant. Il tient passionnément à quelques idées simples mais fortes, dans un monde de plus en plus complexe, ses thèses sont battues en brèche, il n'hésite pas, pour tenter de les faire triompher, à renverser ses alliances, à encourager, voire à commander, des actions terroristes et à tenir un double langage, contribuant ainsi à donner à son action le caractère brouillon ou ténébreux qui inquiète et parfois décourage ses meilleurs alliés. Tentons de démêler cet écheveau.

Lorsqu'il accède au pouvoir le 1<sup>er</sup> septembre 1969, le jeune colonel de vingt-sept ans qui a été bercé par la « voix des Arabes » de Nasser dont il rêve d'être l'héritier spirituel, n'a pas à proprement parler de politique afri-

caine — sauf en ce qui concerne le Tchad — mais une motivation fondamentale : restaurer le grand arabe et l'un peut se demander si sa conception de l'islam n'est pas un instrument au service de cette ambition. Il développe alors cette idée-force selon deux axes : l'anticolonialisme et l'antisionisme.

#### Désillusions au Proche-Orient

Le premier acte diplomatique important de la jeune République est d'exiger et d'obtenir l'évacuation des bases de Tobrouk et d'El-Aden par les Britanniques, le 31 mars 1970, et de celle de Wheelus par les Américains, le 16 juin ; cette dernière est symboliquement rebaptisée du nom du premier conquérant arabe du Maghreb, Okba Ben Nafi. Estimant ces bases coûteuses, voire inutiles, depuis l'avènement des fusées intercontinentales, et espérant surtout sauvegarder leurs intérêts économiques, Londres et Washington acceptent. De fait, les compagnies pétrolières américaines furent relativement épargnées mais elles constituaient aussi un atout pour

Kadafi qui en a joué jusqu'à l'élection du président Reagan.

Hostile à l'« impérialisme américain », il l'était tout autant sinon plus à l'égard de l'« impérialisme soviétique » dans lequel il voyait sans doute un double concurrent comme « libérateur » de l'Afrique et comme rival au sein du monde arabe. Une philippique parmi tant d'autres : « L'Union soviétique, déclare-t-il en juin 1972, ne songe qu'à soigner sa propagande. Si la guerre contre Israël s'est enflée, c'est à cause des Russes qui ont perdu la grande cause arabe dans le brouillard des intrigues de la politique internationale. » Un an avant, il avait intercepté l'avion transportant des dirigeants communistes soudanais et les avait livrés au président Nemeiry qui les avait fait exécuter. De même avait-il vivement reproché à Sadate d'avoir signé, le 29 mai 1971, un traité d'amitié avec Moscou au point que nombre de nationalistes arabes soupçonnaient le bouillonnant colonel d'être un « agent de la C.I.A. ».

Jusqu'en 1973-1974, la Libye, traditionnelle trait d'union entre le Maghreb et le Maghreb, tourne le dos à ce dernier pour consacrer tous ses efforts à la cause palestinienne et à la lutte contre Israël. M. Kadafi est co-fondateur avec l'Egypte et le Soudan de l'Union des Républiques arabes (1969) à laquelle adhèrent la Syrie (1970) mais dont se retirent le Soudan (1971). Il s'en prend aux puissances coloniales (Grande-Bretagne, Espagne, France, Portugal) mais aura une période de lune de miel avec Paris : désireux de remplir le « vide » laissé par les Etats-Unis et le Royaume-Uni et soucieux d'empêcher l'U.R.S.S. de le combler, le gouvernement Pompidou avait vendu une centaine de Mirage à la Libye.

#### Le soutien à l'Ubu de Kampala

A mesure que le colonel Kadafi éprouve des désillusions au Proche-Orient, il intensifie et affine sa politique en direction de l'Afrique noire. A cette époque, son action vise principalement à inciter les trente-cinq Etats du continent à rompre les nombreux liens qu'ils avaient avec Israël. Il en formule la demande une première fois à l'O.U.A. le 2 mars 1970. Puis, recourant tour à tour à la persuasion et aux pressions associées d'une aide financière, il obtient deux succès en 1972 lorsque l'Ouganda puis le Tchad rompent avec Jérusalem. Il faut sans doute rechercher dans cette rupture de l'Ouganda, bastion israélien, la fascination qu'exercera sur Kadafi Idi Amine Dada, l'Ubu-roi de Kampala.

En 1973, Kadafi réclame le transfert du siège de l'O.U.A. d'Addis-Abeba au Caire, appelle les Etats arabes à boycotter l'Organisation et menace indirectement les pays africains d'intervenir — « La Libye, déclare-t-il, est la source de financement principal des mouvements de libération » — s'ils ne s'exécutent pas. Les Africains se cabrent devant ce chantage mais se gardent de le prendre à la légère et se rallient à la position plus modérée de l'Algérie en rompant leurs relations diplomatiques avec Israël à l'occasion de la guerre d'octobre.

Ulceré de n'avoir pas été informé par Sadate des préparatifs

## Le colonel Kadafi, messager du désert

Une des images qu'il a frappé les Occidentaux est celle du colonel abandonnant, il y a quelques années, le pouvoir pour aller méditer sous sa tente, en plein désert. Il était revenu à Tripoli avec le Livre vert qui, rejetant le communisme et le capitalisme, expose la « troisième théorie universelle », fondée sur le « pouvoir du peuple » et la démocratie directe, sans intermédiaires ni Parlement. Lui-même renonçait au titre de président, la fonction étant abolie, pour prendre celui de « guide de la révolution ».

De tous les dirigeants arabes issus du désert, il est, à coup sûr, celui qui est le plus imprégné des valeurs de la civilisation nomade et qui y est demeuré le plus fidèle, même s'il ne s'y réfère plus comme il le faisait après avoir renversé le roi Idriss. Né sous une tente dans la Grande Syrte, il aime à y retourner consulter son père, devenu un vénérable centenaire, retrouvant l'univers dépeint de son enfance : nattes sur la sable et quelques coussins en guise de mobilier. La famille, fort pauvre, avait consenti de grands sacrifices pour l'envoyer à l'école à Syrte, à 30 kilomètres. Quand on demandait à son père où logeait son fils et comment il faisait pour revenir le voir, il répondait, étonné : « Mais il dormait à la mosquée et revenait à pied, bien sûr ! ».

La tribu

« parapluie social »

Dans la troisième partie du Livre vert, consacrée aux « fondements sociaux », le colonel Kadafi fait l'éloge de la tribu, laquelle, écrit-il, « est une école sociale dont les membres assimilent depuis l'enfance les idéaux élevés, qui donnent naissance à un comportement social acquis pour la vie ». Et, plus loin : « La tribu est un « parapluie » social naturel assurant la sécurité dans la société. En vertu des ses traditions, elle garantit collectivement à ses membres le paiement des ransons et des amendes, ainsi que la vengeance et la défense, c'est-à-dire une protection sociale. Le lien du sang est à l'origine de la formation d'une tribu... ».

Voulant sans doute être fidèle à son prénom — Moammar signifie bâtisseur — M. Kadafi a cherché, depuis l'instauration de la Jamahiriya (« Etat des masses »), à donner une autre image de lui-même. Sur le plan religieux, il se présente comme un réformiste, et il serait effective-

ment erroné de le classer parmi les intégristes. Sur le plan politique, il s'est efforcé de faire de la Libye une nation moderne, ce qui l'a conduit à critiquer le tribalisme sur lequel il s'était appuyé dans un premier temps. « L'allégeance tribale », écrit-il toujours dans le Livre vert, « affaiblit le loyalisme national. » Et encore : « La société gouvernée par un parti unique est en tout point semblable à celle gouvernée par une seule tribu ou une seule secte. »

Sur le plan régional, il ne fait aucun doute qu'il s'est présenté comme le « messager du désert ». Chaire de l'unité arabe, ce bédouin aurait aimé être le bâtisseur des Etats-Unis du Sahara, même s'il s'en défend publiquement. L'accuse-t-on d'avoir voulu déstabiliser le Mali et le Niger pour y parvenir, il rétorque qu'il n'a fait qu'aider les populations arabes maltraitées par les dirigeants noirs. Lui fait-on remarquer que ces Arabes sont des Touaregs, c'est-à-dire des Berbères, il se réfère à Ibn Khaldoun pour expliquer que, contrairement à ce que prétendent les colonisateurs français, les Berbères ne sont pas venus d'Europe, mais de la péninsule Arabique. Il n'hésite pas à ajouter : « Les Touaregs sont originaires de Libye. Nous ne les incitons pas à faire la révolution dans les pays où ils vivent, nous les invitons à revenir chez eux, puisque nous avons les moyens de les installer et de les assimiler. »

Est-ce parce qu'il a été déçu dans ses ambitions sahariennes ou est-ce par souci de réalisme, le fait est que le dernière fois que nous l'avons rencontré et que nous lui avons demandé pourquoi il ne se réfrait plus, comme il le faisait à ses débuts, aux valeurs de la civilisation nomade, il avait répondu laconiquement : « Le problème des nomades est un problème de développement. Sa solution se pose en termes de sédentarisation... ».

P. B.



Dessin de PLANTU.





# France

## LES SUITES DU CONTENTIEUX ÉLECTORAL

### Un peu de retenue...

Bon, d'accord ! MM. Charles Fierman et Jack Ralite ont fait preuve de légèreté coupable en émettant publiquement les jugements des tribunaux administratifs qui avaient été saisis après les élections municipales. Il ne fait aucun doute que le principe démocratique de la séparation des pouvoirs a été, en l'occurrence, quelque peu malmené par le ministre des transports et son collègue chargé de l'emploi.

C'est entendu ! Le premier ministre a failli à sa mission en ne se rappelant pas à l'ordre les deux fautes. Pour les avoir couvertes par son silence, M. Pierre Mauroy a mérité la volée de bois vert que lui a adressé le Syndicat de la juridiction administrative, dont le mot d'ordre de grève a été, jeudi matin 30 juin, largement suivi (le Monde du 2 juillet).

C'est évident ! Il convient de regretter vivement que les dirigeants politiques ne parviennent pas à se débarrasser de l'habitude qui consiste à contester les décisions des juges dès lors qu'elles concernent les contentieux électoraux.

Pour être y a-t-il un souvenir de la pratique qui avait cours sous la IV<sup>e</sup> République, à l'époque où les Assemblées étaient juges de la régularité de l'élection de leurs membres et avaient la possibilité de remplacer les invalides par les batus du suffrage universel, ce qui donnait lieu à de mémorables ampolnades publiques dans lesquelles le fait majoritaire l'emportait parfois sur le respect des textes juridiques.

Sans doute cette propension à la suspicion tient-elle aussi aux ambiguïtés qui s'attachent, sous la V<sup>e</sup> République, au rôle du Conseil constitutionnel, dont

la neutralité a toujours été, jusqu'à ces temps derniers, contestée par la gauche, au point que, en 1978, les invectives prononcées par les neuf sages du Palais Royal après les élections législatives avaient suscité une très vive réaction du premier secrétaire du P.S., M. François Mitterrand. Celui-ci n'avait pas mâché ses mots à l'encontre de cet organe : « Le Conseil constitutionnel est une juridiction politique, l'instrument du pouvoir exécutif... »

On le croyait servile, il n'est qu'obéissant. »

Avant la renouveaulement partiel de cette haute assemblée, intervenu en février dernier, la gauche avait aussi critiqué la décision du Conseil constitutionnel à l'encontre du premier projet de loi relatif à la décentralisation outre-mer.

Rien ne saurait justifier, toutefois, que, par une sorte de contagion pernicieuse, les tribunaux administratifs chargés de protéger le citoyen contre l'État soient à leur tour taxés d'indignité sous prétexte de polémiques post-municipales. Souhaitant le rôle éminent de la section du contentieux du Conseil d'État, juge suprême de la juridiction administrative, M. Mauroy soulignait le 28 avril : « Je sais que la section du contentieux tout entière, directement ou indirectement, procure aux citoyens un sentiment irremplaçable de sécurité juridique et morale. Or, je crois, après Montesquieu, que la tranquillité qu'assure un tel sentiment est le fondement même de la liberté politique. »

On ne saurait mieux dire. Toute mise en garde contre les atteintes aux organes de la juridiction administrative est donc recevable.

### Tartuferie

La tartuferie qui caractérise actuellement la campagne de l'opposition contre MM. Fierman et Ralite est, elle aussi, beaucoup moins racable. La R.P.R. aurait-il un trou de mémoire ? Les gaullistes furent en effet les premiers, sous la V<sup>e</sup> République, à contester les décisions de cette juridiction. Et quelle contestation ! C'était en octobre 1962, après que le Conseil d'État eut rendu un arrêt annulant une ordonnance du président de la République, le général de Gaulle, qui avait institué quatre mois auparavant une Cour militaire de justice, juridiction d'exception devant laquelle avaient été déferés plusieurs dirigeants de l'O.A.S., l'un d'eux, Roger Degueldre, ayant même été condamné à mort et exécuté.

Le pouvoir exécutif, violant aussitôt la règle de la séparation des pouvoirs, avait accusé le Conseil d'État d'envahir outrepassé ses prérogatives. A la demande du général de Gaulle, le premier ministre, M. Georges Pompidou, avait immédiatement déclaré tenir pour « anormale » la jurisprudence émise par la décision du Conseil d'État, ajoutant même que le gouvernement y voyait « un encouragement à la subversion et aux attentats ».

Le mercredi d'après, la conseil des ministres contestait

tout aussi officiellement l'arrêt rendu, le communiqué publié à l'issue des délibérations affirmant que l'intervention du Conseil d'État était sortie « du domaine du contentieux administratif qui est celui de ce conseil ». En fait, le Conseil d'État avait simplement considéré que l'ordonnance instituant la Cour militaire de justice avait conservé le caractère d'un acte administratif et était donc de nature à lui être déférée pour excès de pouvoir.

Pouvait-il y avoir ingérence plus caractérisée du pouvoir politique dans le champ de la juridiction administrative ?

Notre histoire contemporaine est également riche d'exemples de pressions politiques sur la juridiction criminelle. Faut-il rappeler les prises de position, en février 1976, de MM. Jean Lecanuet, alors ministre de la justice, et Michel Poniatowski, demandant publiquement la peine de mort pour Patrick Henry ?

Les membres du gouvernement qui sont aujourd'hui sur la sellette ne sauraient être lavés de tout soupçon, mais leurs censeurs ne paraissent pas les plus qualifiés pour instruire leurs procès. De part et d'autre, une plus grande retenue serait la bienvenue.

ALAIN ROLLAT.

## SELON UN SONDAGE DE LA SOFRES

### La cote de popularité des personnalités de l'opposition est en hausse

Le « baromètre » mensuel de la Sofres, publié par le Figaro Magazine du 2 juillet, indique que la baisse de « cote de confiance » du président de la République et du premier ministre se poursuit. Selon cette enquête, réalisée du 17 au 23 juin auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes en âge de voter, 40 % des Français (contre 46 % le mois dernier) déclarent faire « tout à fait » ou « plutôt confiance » à M. Mitterrand pour résoudre les problèmes de la France ; 58 % en revanche (contre 51 % précédemment) ne lui font pas confiance. En ce qui concerne M. Pierre Mauroy, 33 % des personnes interrogées (37 % le mois dernier) affirment lui faire confiance et 62 % (contre 57 %) émettent l'opinion contraire.

A l'indice de popularité des personnalités politiques de la majorité, M. Michel Rocard, perd un point (61 % d'avis favorables au lieu de 62 %). Il est suivi par MM. Deleors, qui perd huit points (45 % au lieu de 53 %), Mauroy, qui en perd quatre (35 % au lieu de 39 %), Jospin, qui en perd trois (28 % au lieu de 31 %) et Fabius, qui en perd quatre (26 % au lieu de 30 %).

Les personnalités politiques de l'opposition, en revanche, enregistrent une hausse de leur cote de popularité : elle est d'un point pour Mme Veil, toujours en tête (49 % au lieu de 48 % le mois dernier), de cinq points pour M. Chirac (46 % au lieu de 41 %), de quatre points pour M. Bayre (43 % au lieu de 39 %) et de cinq points pour M. Giscard d'Estaing (36 % au lieu de 31 %).

## DE POINTE-A-PITRE A PARIS

### Ces radios rebelles qui prêchent l'indépendance des Antilles et de la Guyane...

Pour la huitième fois en un an, les animateurs de l'association Fraternité-Caraïbes, qui gère, à Paris, Radio-Voka, organe d'expression libre du courant indépendantiste de la communauté antillaise et guyanaise de la capitale, ont appelé ses adhérents et ses sympathisants à manifester, le samedi 2 juillet, à partir de 14 heures, place de la Bastille. Comme les précédentes, cette manifestation avait pour objet de protester contre les menaces de poursuites qui pèsent sur cette radio libre qui n'a pas été autorisée à émettre.

Cette effervescence coïncide avec les menées subversives de la mystérieuse Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC) qui a revendiqué vingt et un attentats à l'explosif commis aux Antilles, en Guyane et à Paris depuis la fin de mai.

L'utilisation des radios libres occupe une place de plus en plus importante dans la stratégie des indépendantistes des départements d'outre-mer, en particulier en Guadeloupe, ainsi que le rapporte notre correspondant local.

#### De notre correspondant

PoinTE-A-PITRE. — Lundi 27 juin. Camaraderie ou pas, M. Luc Reinette, l'un des responsables du M.P.G.I. (Mouvement populaire pour la Guadeloupe indépendante), prend très au sérieux l'appel téléphonique anonyme l'informant de la préparation d'un « complot » des services spéciaux français contre sa personne. Le M.P.G.I. envoie un télégramme de protestation au commissaire de la République.

Mardi 28 juin. A la conférence de presse qu'il donne à la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre, M. Robert Miget, commissaire de la République, expulse les représentants de Radio-Unité, Radio-Tambour et du journal Magwa, tous trois indépendantistes. Ces derniers, dans un communiqué, dénoncent cette attitude qu'ils considèrent comme une provocation.

Ces deux événements, à moins de vingt-quatre heures d'intervalle, confortent la thèse désormais admise que, après Radio-Voka à Paris, le gouvernement s'apprête à s'attaquer aux radios libres illégales émettant en Guadeloupe.

C'est le 8 novembre 1981 que Radio-Unité a commencé à faire entendre sa voix en Guadeloupe. Ses promoteurs, à l'époque, avaient voulu une radio rebelle, politique et anticolonialiste, se référant d'ailleurs à l'expérience de Radio-Réponse, créée à Paris par le P.S. la campagne de M. François Mitterrand. Vivant de la participation financière de ses militants et de campagnes de souscription populaire, Radio-Unité estime n'avoir aucune autorisation à demander pour faire entendre sa voix sur le territoire guadeloupéen. Installée au quinzième étage d'une tour en plein centre de Pointe-à-Pitre, Radio-Unité sur 99,5 MHz sur la Grande-Terre et 90,30 MHz sur la Basse-Terre, à l'aide d'un émetteur d'une puissance de 300 watts.

Ainsi, lorsque, le 27 mai 1982, se crée le M.P.G.I., Radio-Unité devient l'instrument d'expression de ce nouveau parti politique nationaliste. M. Reinette, son principal animateur, veut surtout ouvrir l'information sur le tiers-monde : « Nous voulons surtout montrer au peuple guadeloupéen, ou tout au moins à ceux qui ont adhéré à notre association, que nous sommes un pays développé, nous sommes en fait chaque année un pays de plus en plus sous-développé. Les chiffres sont là : il y a une richesse apparente qui semble se développer à cause des transferts publics, mais il y a une véritable agonie au niveau de la production. »

Pourquoi, le M.P.G.I. est conscient du problème qui consiste à proposer aujourd'hui une alternative qui n'impliquerait pas un autre mode de vie : source de difficultés et de remise en cause des avantages acquis (...). « On sera obligé de se serrer la ceinture, mais il n'y aura pas de privilège : l'appel à l'effort que lance Radio-Unité n'a pas encore trouvé un large écho populaire, mais, estime M. Luc Reinette, nous ne dévierons pas de la ligne que nous nous sommes tracée. Il faudra peut-être faire même le sacrifice d'une génération ; il s'agit de construire aujourd'hui pour demain, et surtout de sortir de l'assistanat en faisant une rupture totale avec nos propres structures mentales. »

A propos de la reprise des attentats aux Antilles, en Guyane et en métropole, le leader Radio-Unité, M. Reinette, déclare : « L'ARC, c'est toujours comme tout un chapeau, sur l'origine de cette organisation et estime que toutes les hypothèses sont possibles, y compris celle de la provocation. »

Encore que, précise-t-il, le fait que

des noms comme ceux de Virginie Tom, Max Sefrano, Alexander et les autres aient été prononcés, laisse penser que ce seraient des organisations internationales agissant dans le sens de la libération des Antilles-Guyane (1). Si c'était le cas, ce serait, dit-il, un phénomène nouveau montrant que les opprimés des dernières colonies de la France sont enfin parvenus à se rejoindre et à coordonner leur action de décolonisation. Au contraire des organisations politiques de gauche traditionnelles, comme le parti communiste guadeloupéen, par exemple. Si ces actions sous-tendent un projet, une vision cohérente d'un type de développement pour chacun de ces peuples, c'est un grand pas qui est franchi. Seul l'avenir nous le dira. » A ce sujet, M. Reinette, qui a été longuement interrogé, de même que sa femme, par les enquêteurs, consi-

### Radio-Voka « caisse de résonance »...

Gérée par l'association Fraternité-Caraïbes, qui revendique environ mille deux cents membres, Radio-Voka (Radio-Voice-Caraïbes) émet vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sans autorisation, à Paris (92,7 MHz, 500 watts) depuis le 27 juin 1982 en s'adressant, presque exclusivement en créole, à la communauté antillo-guyanaise de la capitale. Le président de cette association, M. Raphaël Constant, Martiniquais d'origine, a répondu à nos questions pour préciser les objectifs de cette station libre qui se déclare « anticolonialiste et indépendantiste », et qui revendique le droit d'expression.

Radio-Voka affiche ouvertement ses convictions séparatistes. Quels sont vos liens avec les partis indépendantistes des départements antillais et guyanais ?

— Les gens qui ont adhéré à notre association l'ont fait sur la base du soutien à une radio indépendante. Fraternité-Caraïbes est un lieu de regroupement d'hommes et de femmes qui sont regroupés politiquement, mais qui se situent sur une position indépendante. Nous voulons être la caisse de résonance de tout ce qui se passe dans nos pays. Pour un tiers, nos peuples sont maintenant ici (en France), immigrés, et il faut les faire participer à la lutte, les pousser à l'organisation, à la conscientisation et à lutter pour leurs différents problèmes. Par rapport aux mouvements indépendantistes, tous les courants sont représentés, mais nous n'appartenons à aucun groupe politique déterminé et nous refusons d'interférer avec l'action des partis politiques. Ce qui explique notre récente prise de position à propos de l'Alliance révolutionnaire caraïbe...

— Justement, vous avez pris soin de récuser tout amalgame avec les activités de cette mystérieuse organisation, mais vous avez souligné que vous ne voulez pas vous en désolidariser. Qu'est-ce que cela signifie exactement ?

— Les gens de l'ARC sont pour nous des patriotes qui ont choisi la voie armée. Nous, en tant qu'indépendantistes, nous refusons de les condamner.

— Vous approuvez le recours à la lutte armée pour aboutir à l'indépendance des Antilles et de la Guyane ?

— Notre position globale est celle-ci : la violence est, objectivement, un des moyens qui peuvent être utilisés, et, dans la lutte, des patriotes guadeloupéens, martiniquais et guyanais

d'être qu'il s'agit là de pratiques routinières et s'est déclaré déçu de certains articles de presse qui, en faisant volontairement un amalgame à propos de sa visite en France, créaient la confusion, faisant presque de lui le cerveau de toute cette affaire (2). Le leader du M.P.G.I. a annoncé la mise sur pied en Guyane et en Guadeloupe, puisque la Martinique en a déjà un, d'un cercle Frantz-Fanon dont la vocation serait de défendre les opprimés et les militants anti-colonialistes quelle que soit leur appartenance politique.

Les problèmes actuels de Radio-Voka à Paris préoccupent bien sûr les membres de Radio-Unité, qui, dans un premier temps, ont envoyé un message de soutien en direct sur les ondes de l'immigration et participent avec Radio-Tambour à la création d'un comité de soutien à Radio-Voka.

#### Assurer la formation du peuple

Comme un symbole ou un fait exprès, dans la tour voisine, en face de Radio-Unité, au quinzième étage également, depuis le 4 septembre 1982, Radio-Tambour a commencé ses émissions sur 100,30 MHz, en langue créole comme sa voisine : problèmes divers, journaux, débats, avec le même objectif, se servir des problèmes réels de la vie socio-économique de la Guadeloupe pour stigmatiser le système et prôner la lutte pour l'indépendance. Organe du Mouvement patriotique guade-

loupéen, composée d'un certain nombre d'organisations politiques telles que l'U.P.L.G. (Union populaire pour la libération de la Guadeloupe), le K.P.L.G. (Les chrétiens pour la libération du peuple guadeloupéen) et de plusieurs organisations syndicales, Radio-Tambour a vu le jour dans l'illégalité et a décidé d'y rester malgré le débat interne inavoué entre partisans et adversaires de la mise en conformité avec la loi. Comme Radio-Unité, Radio-Tambour a profité de la situation nouvelle créée par l'avènement de la gauche en France. M. Riso Desfontaines, un des animateurs de cette radio, nous en a précisé le rôle, qui est de faire avant tout de la propagande politique : « Nous avons constaté que l'information donnée en Guadeloupe par les médias officiels, R.F.O., R.C.I., ne répond pas exactement et complètement à l'attente des populations, et qu'il y avait une autre conception de l'information, plus proche des préoccupations quotidiennes des gens et qui les concerne dans leur vie ; c'est ce qu'on appelle les faits divers. Et puis, étant une radio politique, notre rôle est d'assurer la formation du peuple pour l'amener à l'indépendance. »

D'ailleurs, sur le plan juridique, M. Desfontaines estime que la loi de juillet 1982 sur les radios libres n'est pas applicable stricto sensu à la Guadeloupe, en ce qui concerne, notamment, des limites d'émission imposées. Et puis, sur le plan des principes, il n'était pas question de demander aux Français l'autorisation d'émettre en Guadeloupe, avec d'ailleurs le risque de refus, comme ce fut le cas pour Radio-Voka à Paris. MM. Reinette et Desfontaines sont d'accord pour nier l'existence d'une concurrence, voire d'une guerre des ondes. Au pis aller, il s'agirait de trouver des modes vivendi sur une bande F.M. désormais embouteillée.

« Nous savons, poursuit M. Desfontaines, que tôt ou tard le gouvernement nous demandera aussi de fermer. Mais notre force est la conviction que ceux qui luttent pour l'indépendance nationale, ceux qui nous écoutent et qui estiment notre présence indispensable, nous aideront. Alors, pourquoi pas une seule radio défendant la même cause ? »

Comme M. Reinette, M. Desfontaines est pour le pluralisme : « Plus il y aura de radios véhiculant le message indépendantiste et plus l'idée fera son chemin. »

Les deux hommes ne cachent pas, toutefois, leurs différences idéologiques sur ce débat de fond, mais ils se défendent de parler de concurrence. « Si un jour, dans le développement de la lutte du peuple guadeloupéen, la nécessité se faisait sentir de l'existence d'une seule et même radio pour des questions d'efficacité, il appartiendrait alors aux organisations qui mènent la lutte d'en décider, dit l'animateur de Radio-Tambour. Pour l'instant, Radio-Voka est en difficulté, et notre tâche est d'intervenir au niveau des ondes pour informer le mieux possible les Guadeloupéens sur ce qui se passe en France et à leur sujet. » Radio-Unité, Radio-Tambour : deux radios rebelles qui ont choisi l'illégalité comme principe, le créole comme langue, et l'indépendance comme objectif.

ERIC RENÉ.

(1) Ces noms sont ceux de trois militants indépendantistes aux prises avec la justice en Guadeloupe (le Monde du 25 juin).

(2) M. Luc Reinette, considéré comme l'un des inspirateurs du G.L.A. (Groupe de libération armée de la Guadeloupe), avait été emprisonné en 1982 à la suite de l'enquête sur les activités de cette organisation clandestine. Après sa libération, il a créé le M.P.G.I.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article relatif à l'annulation de l'élection municipale de Pamiers (Ariège) publié dans nos éditions datées 19-20 juin, nous avons attribué à M. Francis Rouquet, maire sortant réélu en mars, l'étiquette « apparenté R.P.R. ». S'il se situe bien dans l'opposition, M. Rouquet nous précise qu'il n'appartient à aucune formation politique. D'autre part, M. Barrière, qui conduisait au second tour la liste d'union de la gauche, n'est pas conseiller général — le conseiller général du canton de Pamiers est M. Gilbert Seguela (P.C.).



# LA FIN DU CONGRÈS DU SNI

## L'attente et l'amertume des instituteurs

Bordeaux. — Le congrès du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (SNI-P.E.G.C.) a pris fin le vendredi 1<sup>er</sup> juillet à Bordeaux après quatre jours de travaux (le Monde des 29 et 30 juin). Il a mis en évidence les contradictions des adhérents face aux réformes que souhaite imposer, au système éducatif un ministre socialiste de l'éducation nationale.

De notre envoyé spécial.

Étonnant. Il y a une dizaine d'années, les ultra-minoritaires du SNI-P.E.G.C. étaient traités de « gauchistes ». A l'époque, leurs représentants dans les congrès passaient pour des révolutionnaires. En 1983, leurs successeurs montent à la tribune pour dénoncer « les commandements pseudo-pédagogiques du syndicat C.F.D.T. qui tentent de mettre à mal l'école laïque ». Les orateurs de la tendance Front unique ouvrier (F.U.O.) animé par des trotskistes du parti communiste internationaliste ont multiplié les interventions de ce type pendant le congrès pour critiquer le rapport Legrand et les propositions faites par le ministre de l'éducation nationale pour modifier la formation dans les collèges.

Conseil d'école, équipe pédagogique, projet d'établissement, participation des parents, tout cela pour les responsables du F.U.O. est « un fatras médiéval » qu'il faut rejeter. Face aux parents d'élèves, face aux collègues déguisés en socialistes et à ceux qui, « sous un vocabulaire nouveau, veulent travestir notre école », les militants du F.U.O. appellent à sauver l'école laïque.

Représentant ces arguments, M. Bernard Bolzer, secrétaire de la section départementale de la Loire-Atlantique jusqu'en juin dernier, a lancé un appel au syndicat pour « sortir le syndicat de l'impasse dans laquelle il est engagé ». M. Bolzer s'en défend. Il se veut un combattant, contre « la déshérence » de son organisation. Même si l'opposition politique connaît un succès limité, elle peut éveiller quelques échos chez des instituteurs « fidèles à l'esprit laïc ».

Une lettre d'un « bon camarade » publiée en avril dans l'organe bi-mensuel de la tendance majoritaire du syndicat Unité, Indépendance et Démocratie (U.I.D.) reflète le malaise qu'éprouvent des enseignants à l'annonce de transformations ou de rénovations de l'enseignement public. « Il faut du changement... mais

pas de bouleversement », écrit cet instituteur inquiet des « conférences, concertations et autres aimables réunions de salon qui n'apportent rien à personne ». Il a peur qu'il n'y ait trop de journées de réflexion avec les parents et que, devant l'abus de langage de certains, on assimile « ceux qui parlent travail et méthode à des rétro, pourquoi pas des réactionnaires, imperméables à tout changement ».

Cet instituteur, comme d'autres présents au congrès, demande au SNI, son syndicat, qu'il le rassure, qu'il l'aide et surtout qu'il lui dise encore une fois que l'enseignement délivré dans les écoles est le meilleur, bref que tout va bien « comme avant ».

Situation difficile pour le secrétaire général du syndicat, M. Guy Georges. Avec des accents de père de tous les syndiqués, il se doit de répondre à ces attentes. Mais il lui faut aussi se garder des critiques des membres du courant de pensée Unité et Action (U et A), proche du parti communiste, qui craignent « une prise en compte des débats engagés dans le pays pour transformer l'école maternelle et élémentaire ».

Conseil de ces reproches, M. Michel Givrey, membre de la direction nationale, a demandé, en présentant la motion « Éducation » du congrès : « Pourrait-il que, sous le prétexte que les choix du mini-

stre sont dérangeants pour des corporatistes ou des conservateurs, on chipote, on réaclé, on retarde ? » Il a rappelé longuement que le SNI « veut le succès des transformations de l'école et du collège ». Il a invité les adhérents à avancer pour que cesse le drame de tant de jeunes en situation de rejet du système social et de l'institution scolaire. Tâche exaltante mais difficile quand les moyens ne sont pas au rendez-vous, répondent en aparté des congressistes.

« Nous ne sommes ni des déguisés du socialisme ni des déguisés du syndicalisme », a lancé M. Georges dans son allocution finale. Optimiste, le secrétaire général a invité les délégués à dépasser les amertumes et à bousculer les a priori pour « sortir des craintes qui exercent vingt années de coups repus et l'indécision d'aujourd'hui ».

Fidèle à lui-même, M. Georges a mené pour son dernier congrès la critique et l'ouverture vis-à-vis des pouvoirs publics. Sur les problèmes laïcs ou corporatistes, il a fait preuve de fermeté tout en affirmant que la volonté du syndicat est de provoquer, d'accélérer les mutations. A quelques mois de « passer le relais », selon son expression, M. Georges a dit à maintes reprises au syndicat et à l'arrêter la continuité de la baisse du nombre des adhérents ?

SERGE BOLLOCH.

## Qui gagnera la guerre des vaccins ?

(Suite de la première page.)

« Quand M. Legrand formule sa demande, confie-t-il à un de ses proches, nous refusons en donnant des prétextes ». En clair, il s'agit, en l'absence de législation ou de réglementation précise, de faire valoir un vieux principe selon lequel un vaccin vendu en France doit y être produit, ou, tout au moins, produit dans des installations contrôlées à tout moment par l'État. Une juste réponse, estime-t-on, à l'interdiction faite à l'I.P.P. de commercialiser son produit aux États-Unis. Les importations de vaccins américains et leur mélange avec des vaccins européens, pratiqués par l'I.P.P., ont démontré l'absence d'un tel plan protecteur.

Au total, avec le recul, la situation française apparaît paradoxale. On pourrait presque soutenir que tout s'est passé comme si, dès l'origine, on avait voulu perdre toute chance de remporter la compétition. Le vaccin français fut mis au point et expérimenté sur l'homme dès 1975. Il fallut attendre six ans pour qu'il soit mis sur le marché. Six ans de conflits entre Paris et la province, de querelles de personnes, d'oppositions en tous genres. C'est ainsi que, durant cette période, certains n'hésitaient pas à dire que ce qui était présenté comme une découverte française avait, en réalité, été « pillé » dans un laboratoire américain. Avec les années, ces rumeurs s'estompèrent et, progressivement, on assista à une mobilisation générale. L'I.P.P., filin du groupe public Sanofi-Sintelabo, se lança alors dans la production industrielle.

Il était déjà presque trop tard, et la firme française ne devança que de quelques mois son concurrent américain. « Que le meilleur gagne », déclarait alors M. René Sautier, P.D.G. de Sanofi. Et, coulé, pourtant, la compétition avait déjà commencé : inquiet des conséquences d'un procès en propriété industrielle qu'aurait mené d'interlocuteur Merck, le groupe français avait accepté de verser des royalties à son concurrent sur chaque dose de vaccin vendue.

Après mai 1981, M. Jean Weber, directeur de la pharmacie et du médicament, puis le professeur Jean-François Lacroix, qui, adjoint au directeur général de la santé, remplaça le ministre de la santé pour la JANOI et l'I.P.P. Dans le même temps, le professeur François Gros, directeur de l'Institut Pasteur Fondation, était nommé conseiller auprès du premier ministre. Plus que jamais, le vaccin devenait une affaire nationale.

Puis ce fut le « coup de poing » de la découverte de l'importation et des mélanges de vaccins américains. Sur ce point, à l'I.P.P. on rétorqua, en bloc, toutes les accusations. « Si nous n'avons pas donné d'informations le moment voulu, explique le docteur Yves Garnier, P.D.G. d'I.P.P., c'est que nous préférons la politique de la violence, qui est discrétion et modestie, à la politique de l'orchestre, qui est vanité et se fait voir » : les, pourtant, la violence n'aura guère été de circonstance. La coïncidence de l'épidémie de SIDA, la panique qui alla engendrer, l'argumentation technique présentée par Merck — une maladie hépatique chez un chimpanzé (2) : il n'en a pas fallu davantage pour tuer l'image d'un vaccin dont tout le monde soulignait, pourtant, aujourd'hui, avec huit ans de recul, la parfaite efficacité et la totale innocuité, jusqu'à ce jour, démontrée sur plusieurs dizaines de milliers de personnes.

Certains, à la Sanofi, estiment qu'ils ont raté une superbe aventure commerciale. « La Corée et Singapour, deux clients potentiels, viennent d'annoncer qu'ils refusent notre produit. D'autres pays commencent à développer leurs propres productions. Avec tous les bruits autour du SIDA, on ne vaccinera plus que les personnes à très haut risque et, dans quelques années, sortent de nouveaux vaccins contre l'hépatite produits par synthèse chimique ou par génie génétique ».

Reste l'aventure scientifique : la prévention, grâce à la vaccination contre l'hépatite B, du cancer primitif du foie. Là encore, un obstacle : ce sont des pays du tiers-monde qui sont les principaux intéressés et qui ne peuvent financer de telles campagnes. Celles-ci doivent être soutenues par la fabrication.

Enfin, l'avenir incertain du vaccin français semble aujourd'hui dépendre du choix que feront prochainement les autorités chinoises entre les procédés français ou américains de fabrication. « Un marché, dit-on, révélerait à l'I.P.P., de plusieurs dizaines de millions de doses ».

JEAN-YVES NAU.

## La mort d'un proviseur

Dans l'ensemble « Violence et violences à l'école » paru dans nos éditions datées 29-30 mai, une erreur de manipulation a entraîné l'omission d'une partie du « Point de vue » que nous avait adressé M. Edmond Benayoun, secrétaire général du Syndicat national des personnels de direction des établissements secondaires (S.N.P.D.E.S.-FEN), après la mort d'un proviseur de Grenoble.

André Argouges, proviseur du lycée Jean-Bart de Grenoble, aggrégé par l'un de ses élèves, est mort des suites de ses blessures. C'est la consternation et la stupeur parmi tous ses camarades, chefs d'établissement et enseignants de France. Loin de nous l'idée de situer les responsabilités du malheur qui nous frappe, et que l'on sache bien que nous déplorons par avance toutes les récupérations ou les explications politiques d'un tel événement.

Mais à son poste, dans l'exercice d'une fonction qu'il occupait avec un dévouement et un sens du service public dignes de tous les éloges, André Argouges (fémur, et nous tous avec lui, dans la solidarité la plus totale, des difficultés grandissantes du métier de chef d'établissement).

Nous n'avons cessé de le dire ces dernières années : nos établissements scolaires dépendent de moins en moins aux aspirations de notre jeunesse et à la mission éducative que le pays est en droit d'attendre d'eux. Dans notre responsabilité d'animateurs des communautés qui représentent lycées et collèges, nous sommes concernés par la persistance de l'échec scolaire, la difficulté de faire vivre la communication et l'esprit de tolérance, et notre inquiétude grandit au spectacle de la désaffection qui gagne même les moins déshérités sur le plan scolaire et social. Et chacun sait qu'il n'y a pas loin de la désaffection à la violence. Nombre de nos collègues en ont déjà fait la triste expérience.

Des solutions existent-elles dans la France d'aujourd'hui ? Il serait vain d'imaginer que l'école reste un domaine protégé dans une société en mutation et gérée par une crise tout autant morale qu'économique et, s'il en était ainsi, ce serait la preuve que l'école serait coupée de la vie, ce qui n'est souhaitable pour personne.

Il faut que l'école soit dans la vie, qu'elle prépare à la vie et pas seulement à la vie professionnelle. Il faut qu'elle entraîne les élèves, certes, par un apprentissage progressif, à l'exercice futur de leurs responsabilités d'adulte et de citoyens.

Et cela se fait à force de patience, d'explications, de disponibilité, d'écoute, de fermeté confiante, toutes qualités que l'on doit attendre de tous ceux qui participent à quel-

que titre que ce soit à l'œuvre d'éducation.

Mais il serait tout aussi vain de penser que cela se fait uniquement par la magie du verbe, il y faut aussi des moyens que nous réclamons chaque année avec plus d'insistance, des moyens pour lesquels nous demandons quantité et qualité, car l'un ne va pas sans l'autre.

En effet, tous ces élèves aussi mal à l'aise à l'école que dans la vie ne se satisfont plus du seul acte d'enseignement, ils ont besoin d'un encadrement éducatif complet, disponible, qui les prenne en charge et les aide à surmonter leurs problèmes.

Il faut aussi que, dans nos lycées et collèges, chaque adulte manifeste sa volonté de considérer chaque élève comme un individu méritant une attention particulière.

Nous en sommes encore loin, tant d'obstacles nous séparent de ces objectifs ambitieux, mais c'est à ce seul prix que nous pourrions enrayer l'évolution dangereuse qui nous inquiète.

André Argouges était un de ces éducateurs responsables. Il voulait créer dans son établissement un climat favorable à l'épanouissement de tous ses élèves. Tout le monde s'accorde pour reconnaître qu'il avait pleinement réussi.

Il nous a quittés dans des circonstances difficilement supportables. Mais il nous laisse un exemple et une leçon que, dans la dignité et la lucidité, nous ne saurions oublier.

EDMOND BENAYOUN.

DES PERMANENCES TÉLÉPHONIQUES POUR LES INSCRITS DANS LES UNIVERSITÉS PARISIENNES. — La chancellerie de Paris diffuse jusqu'à la fin de mai de juillet des informations sur les possibilités d'inscription dans les universités d'Ile-de-France (académies de Paris, Créteil et Versailles). Des répondants automatiques fonctionnent aux numéros d'appel suivants : pour les formations juridiques et économiques : 354-84-86 ; littéraires et artistiques : 354-84-83 ; linguistiques : 354-84-86 ; scientifiques : 354-85-68.

## ADMISSIONS AUX AGREGATIONS

GRAMMAIRE : (Par ordre alphabétique.) Mmes et MM. Liane Bercelet (59) ; Sylvain Broquet (19) ; Sylvie Crozier (9) ; Jean-Pierre Cui (8) ; Françoise Falabrégues (2) ; Christine Grillo (30) ; Stéphane Robert (6) ; Isabelle Sadrat (79) ; Marie-Agnès Vincent (49).

PRECISION. — M. Xavier d'Arco, professeur de français à Périgueux, qui vient d'être relaxé par le tribunal de cette ville après avoir été accusé à tort d'avoir divulgué un sujet du baccalauréat en 1982 (le Monde du 17 juin) nous demande de préciser que le jugement du tribunal le concernant indique notamment que les révisions de fin d'année de mises en cause en 1982 étaient celles d'un projet pédagogique choisi par M. d'Arco, plusieurs mois avant la réunion de la commission de choix des sujets dont il était membre.

## La préparation de la rénovation des premiers cycles universitaires

M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a précisé les modalités de préparation de la rénovation des premiers cycles universitaires, le jeudi 30 juin, devant la conférence des présidents d'université, un des aspects du projet de loi sur l'enseignement supérieur adopté en première lecture à l'Assemblée nationale (le Monde daté 12-13 juin). Un groupe de travail composé de quatre commissions a été mis en place pour « élaborer la problématique de cette réforme », indique un communiqué du ministère. Elles devront « explorer » chacune un ensemble de disciplines : « sciences exactes et technologiques », « sciences sociales, de la santé et de la vie, finalités sociales et paramédicales », « sciences humaines et sociales ouvrant sur la science de la communication, de la culture et de l'information », « sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion ouvrant sur le secteur de l'organisation, des

systèmes humains et de l'administration » (1).

Les présidents de commissions devront remettre un rapport au ministre pour la mi-juillet. M. Savary a cependant insisté sur le fait que « la préparation de ces premiers cycles est l'affaire des universitaires ». Le rapport sera donc transmis aux présidents d'université afin qu'il soit discuté dans les établissements. En même temps, le ministre réunira une mission d'experts universitaires. Mais c'est après avoir reçu les réponses des établissements, qui doivent lui parvenir en novembre, que M. Savary fera des « propositions opérationnelles à la formation » pour la rentrée 1984.

(1) Les commissions sont présidées respectivement par MM. Michel Combarbous, professeur à l'université de Bordeaux I, Gérard Pages, chef de service de l'éducation physique et sportive au ministère, Jean-Claude Lacroix, président de l'université Lille III, et Jacques Lagroye, professeur à l'université de Paris I.

## NOUVEAU MÉLANGE RESPIROIRE POUR LES PLONGEURS

Un nouveau mélange respiratoire, composé de 97,5 % d'hydrogène et de 2,5 % d'oxygène, a été expérimenté, vendredi 1<sup>er</sup> juillet, au cours d'une plongée dans la baie de Casis (Bouches-du-Rhône), par le président-directeur général de la Compagnie maritime d'expertise (COMEX), M. Henri Delaunay. Le plongeur n'a pas pu passer quelques instants à la profondeur de quatre-vingt-cinq mètres.

Ce n'est pas la première fois qu'un mélange respiratoire de ce type est essayé. Déjà dans le passé, les Saadiés, en 1945, et les Français de la COMEX et du Groupement d'études et de recherches de la Marine nationale, plus tard, s'étaient livrés, avec des succès partagés, à de telles expériences. En effet, les difficultés de la mise au point d'un tel mélange tiennent notamment dans la nature même des gaz utilisés, dont la combinaison, dans certains cas, peut être spontanément détonante.

Précisions sur Cosmos-1443. — C'est évidemment à ce que l'on pouvait imaginer, le satellite soviétique Cosmos-1443, actuellement amarré à la station orbitale Salout-7, à bord de laquelle travaillent les cosmonautes Vladimir Likhov et Alexandre Alexandrov, ne constitue pas un « simple entrepôt » destiné à améliorer les conditions de vie dans l'espace.

Cosmos-1443, dont le volume — pressurisé — atteint 50 mètres cubes et dont la taille est d'environ 13 mètres, joue le double rôle d'un cargo et d'un remorqueur pour permettre les changements d'orbite. Il pèse une vingtaine de tonnes et possède — ce que l'on ne savait pas jusqu'alors — un module de descente vers la Terre capable de transporter une charge utile de près de 500 kilogrammes.

## Au Jardin des Plantes Des logements décentes pour les rapaces

« Je propose de démolir complètement l'ancienne fauconnerie... » Alphonsa Milne-Edwards, directeur du Muséum national d'histoire naturelle, a émis cette suggestion dans un rapport qu'il a adressé au ministre de l'Instruction publique en 1981. Depuis 1825, en effet, les rapaces de la ménagerie du Jardin des Plantes étaient logés dans des cages tellement exiguës qu'ils ne pouvaient même pas déployer leurs ailes. Ils y étaient encore en 1978...

Depuis quelques jours, les rapaces diurnes du Jardin des Plantes ont enfin des logements décentes qui ont été inaugurés le 28 juin : dix grandes volières profondes de 4 à 9 mètres, hautes de 3 à 5 mètres, larges de 5 à 8 mètres. Le fond de ces volières est fait de faux rochers qui camouflent les selles de soins et d'études. La nouvelle et vaste des rapaces a serpente ainsi dans une sorte de mini-canyon.

Vautours himalayens, caracaras communs (un faucon d'Amérique latine), vautours de Pondichéry, vautours de Rüppell (d'Afrique), aigles pêcheurs (d'Afrique), vautours pépées (d'Afrique tropicale), vautours

Kolb (d'Asie), pernoptères (petits vautours d'Afrique du Nord et d'Espagne qui cassent les oeufs en tapant dessus avec leur bec) peuvent désormais voler, alors que le plupart d'entre eux ont une envergure de 2 mètres. Ils peuvent aussi se percher à la hauteur qui leur est assignée par la hiérarchie du groupe : des vases ont été aménagés dans les faux rochers et des arbres morts fourches se dressent dans chaque volière.

A l'automne, des arbustes seront plantés dans les volières aux endroits où ils ne gêneront pas les habitudes des oiseaux. Ainsi séparé-t-on que les rapaces diurnes se sentent bien chez eux et que toutes les espèces présentes au Jardin des Plantes se reproduisent comme c'est cas ailleurs, notamment au zoo de Vincennes.

De grandes volières sont en préparation pour les rapaces nocturnes de la ménagerie du Jardin des Plantes.

Y. R.

\* Jardin des Plantes, Paris, 5 arrondissement, ouvert tous les jours de 9 h à 18 h. Entrée de la ménagerie : 12 francs.

## LA CONFÉDÉRATION DES SYNDICATS MÉDICAUX FRANÇAIS ANNONCE DES ACTIONS DE « GUÉRILLA » POUR L'AUTOMNE

C'est un tableau sombre que le docteur Jacques Beaupère a dépeint jeudi 30 juin à Paris, lors de la conférence de presse de la Confédération des syndicats médicaux français (C.S.M.F.), qu'il préside : le « noir » domine les relations qu'entretient la Confédération avec la caisse d'assurance-maladie ; le « gris », tantôt sombre, tantôt clair, habille l'ensemble des mesures législatives et réglementaires prises par le gouvernement ; le « bleu », enfin, plus lumineux, met en valeur les résultats de certaines actions et propositions syndicales.

Dans l'immédiat, la C.S.M.F. se cantonne à la « révolte verbale » et exprime sa « morosité », tout en réaffirmant sa foi en une médecine libérale et conventionnelle. Cette position d'attente n'exclut pas le cas où aucune revendication ne serait prise en compte, des actions de « guérilla » dont déciderait un « conseil de crise » de la C.S.M.F. convoqué pour le 25 septembre.

Le prix des droits de l'homme du Conseil de l'Europe a été décerné, le 1<sup>er</sup> juillet, à la section médicale d'Amnesty International. Ce prix — une médaille en or et un diplôme — sera remis à Strasbourg lors de la session d'automne de l'Assemblée du Conseil de l'Europe.

Le groupe socialiste de l'Assemblée européenne a lancé, le 1<sup>er</sup> juillet, un appel pour une action urgente contre la SIDA, demandant notamment la suspension des importations de plasmas américains pour la fabrication de vaccin contre l'hépatite B. Aux États-Unis, plusieurs médecins et scientifiques ont déclaré être « concernés » par cette demande.



## Société

# La Corse sur tous les fronts

(Suite de la première page.)

Joseph Alfonsi, le « calé » présumé de Propriano et sa bande n'auraient pas suivi les membres de la famille Orsini pendant plusieurs jours pour exécuter un « contrat » politique, mais bel et bien, comme on avait déjà pu le supposer au début de cette affaire, pour régler un différend de droit commun qui paraissait opposer Jean-Marc Leccia, personnage important du milieu de Porto-Vecchio — aujourd'hui en fuite, — à Roger Orsini, l'ancien chef de la bande des deux militants Guy et son frère Alain.

Il semble découler des auditions des inculpés et de certaines informations recueillies, notamment à Marseille, par les policiers, que Roger Orsini ait tenté, ces dernières semaines, de concurrencer Jean-Marc Leccia dans des opérations illégales, ou de lui réclamer sa part de bénéfice dans une « combine » d'une nature que l'enquête n'aurait pas encore permis de préciser.

De Roger Orsini, le milieu corse n'aurait au départ pas su grand-chose : l'élève de « bevaux » à Vero (Corse-du-Sud) apparemment rangé, il ne serait revenu dans l'île que récemment, après plusieurs années de prison consécutives à une tentative de meurtre. L'oncle de Guy et d'Alain tenta un coup de bluff sur un café installé pour se faire, lui aussi, une place au soleil corse ? Certains éléments du dossier d'instruction peuvent laisser penser que cet homme sans réputation a pu chercher à impressionner Jean-Marc Leccia en s'appuyant sur l'aide dont il disposait, dans son entreprise de truand, de la part de quelques truands marseillais et corses rencontrés pendant ses années d'emprisonnement. Pour faire bon poids, il aurait aussi pu mettre en avant la personnalité politique de ses deux neveux et laisser entendre qu'il avait aussi

avec lui la force de frappe de l'ex-F.L.N.C.

Cette référence à l'organisation clandestine — qui ne s'était jamais attaquée au milieu — était intriguée l'homme de Porto-Vecchio, et celui-ci aurait alors demandé à une bande amie, celle de Propriano, de procéder à une vaste enquête.

Ce sont les signes extérieurs de cette opération que les policiers, à partir du 3 juin, auraient pris

avant le 17 juin, Jean-Marc Leccia aurait appris que sa vie était désormais en danger et la bande de Jean Alfonsi aurait précipité sa recherche, enlevant Guy, qui conduisait, ce jour-là, la Mercedes.

De nombreux mystères subsistent encore dans cette affaire, et les magistrats, comme les policiers, avancent avec d'innombrables précautions. Toutefois, les recherches actuelles paraissent, selon

être tenus au courant du rôle qu'on leur prêtait dans la négociation.

A quelques signes, on peut mesurer, selon certains observateurs corses, l'évolution, ces derniers jours, de la conviction d'Alain Orsini et de quelques-uns de ses amis nationalistes. Le jeune militant et ses proches appréhendent-ils mieux la réalité de cette affaire ? Alain, en tout cas, s'est peut-être constitué partie civile, et il paraît moins empressé à promouvoir la thèse de la « liquidation » politique.

PHILIPPE BOGGIO.

## LES ATTENTATS

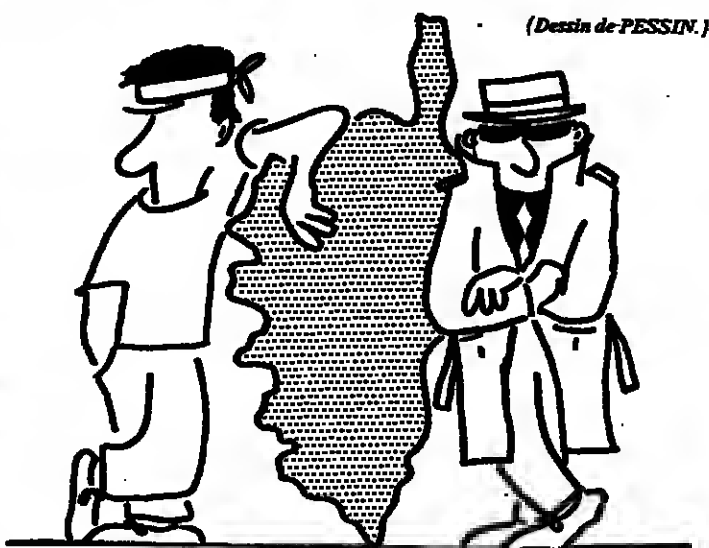
Plusieurs attentats visant les forces de l'ordre et des objectifs militaires ont été commis en Corse depuis vendredi et samedi.

Dans la nuit du 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet, une vedette des affaires maritimes a été coulé dans le vieux port de Bastia, une estafette de la gendarmerie détruite et la gendarmerie d'Ortola, à 25 kilomètres de Bastia, endommagée par un minitrailleur. L'épave d'un gendarme, a été légèrement blessée par des éclats de verre.

Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 juillet, dans la région de Sartène, deux attentats ont causé des dégâts matériels au logement du sous-préfet de Sartène et à ceux de la brigade de gendarmerie d'Ortola.

Les touristes n'ont pas été épargnés. Dans la nuit du 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet en Corse-du-Sud, six militants du Club Méditerranée stationnés devant un hôtel ont été incendiés à Santa-Maria-Clelia, à 40 kilomètres au sud d'Ajaccio. A Porto-Vecchio, trois commerces ont été la cible des plastiquiers. Ces magasins appartenant à des proches de Jean-Marc Leccia, recherché par la police dans l'affaire Orsini. Le F.L.N.C., dans un communiqué local, que publié vendredi après-midi, dément toute participation à ces attentats de Porto-Vecchio.

Dans le lotissement de Terra-Bella, une charge a été déposée à l'entrée du club de tennis. La nuit précédente, une vingtaine de véhicules ont été endommagés.



(Dessin de PESSIN.)

d'abord pour une préparation de hold-up. Pour savoir ce que « pe-sait » réellement Roger Orsini, pour savoir aussi ce que venait faire, dans cette classique histoire de règlement de comptes, deux militants nationalistes connus, et peut-être le F.L.N.C., les truands auraient suivi, pendant une quinzaine de jours, les trois membres de la famille Orsini, qui, à tour de rôle, empruntaient la Mercedes bleue de Roger. Quelques jours

certaines informations non confirmées officiellement, accablent plutôt l'explication générale des inculpés concernant Roger Orsini. Certaines vérifications auraient été faites permettant d'établir la tentative de concurrence sur le domaine réservé de Porto-Vecchio.

D'autres informations laissent penser, en revanche, que les deux neveux — et derrière eux le F.L.N.C. — n'ont pas forcément

## Saisie partielle d'un livre sur Gaston Bachelard

« Le droit de divulgation des œuvres posthumes est exercé leur vie durant par les descendants de l'auteur. » Pour avoir fait fi de cette disposition de la loi du 11 mars 1957, sur la propriété littéraire et artistique, M. Jean Lescure, auteur d'un essai intitulé « Un docteur avec Gaston Bachelard », et son éditeur, la société Lescure-Ascor, ont été assignés en référé par M<sup>me</sup> Suzanne Bachelard, fille et unique héritière du philosophe décédé en 1962, qui demandait la saisie immédiate de l'ouvrage.

Dans ce livre, M. Lescure a reproduit en effet, sans autorisation, un inédit du philosophe, son maître et son ami. Ce texte intitulé « Introduction à la poétique du phénix », il l'avait en sa possession car M<sup>me</sup> Bachelard lui en avait confié le manuscrit original pour qu'il le dactylographie. Il devait accomplir effectivement cette tâche mais il en a gardé un double à l'insu de la fille de l'écrivain.

Assurément, c'est le principal grief qui lui a été fait devant M. Michel Raynaud, premier vice-président du tribunal de Paris, par M<sup>me</sup> Jean-Marc Varaut. « Faut-il autant plus patente, plaider l'avocat, que M. Lescure savait parfaitement que Suzanne Bachelard était opposée à cette publication, puisqu'il écrit lui-même dans son livre que la fille du philosophe, « à cette lecture, sera certainement contrariée. »

Pour M<sup>me</sup> Varaut, ce n'était cependant pas le seul grief. Il reprochait aussi la reproduction d'extraits, eux aussi inédits, qui sont la transcription de l'interview réalisée au magné-

phone, alors que Gaston Bachelard n'a fait savoir plus d'une fois son hostilité à la reproduction de ce qu'il appelait « des propos tenus dans la détente de la conversation ». Autre grief encore, la révélation de détails intimes et de certains faits survenus au moment de sa mort et qui étaient jusqu'à présent restés ignorés de M<sup>me</sup> Suzanne Bachelard.

M<sup>me</sup> Dominique de Laussac, avocat de M<sup>me</sup> Lescure et Lescure, avait invoqué « l'intérêt général d'un ouvrage que la critique a salué comme un événement », la qualité et « une œuvre de l'esprit qui justifie certains emprunts et, bien sûr, l'honnêteté de l'auteur, puisque celui-ci n'a pas dissimulé qu'il allait à l'encontre des volontés de Suzanne Bachelard, mais qu'il a pensé pouvoir franchir cet interdit pour consacrer à son maître un ouvrage qui n'a jamais voulu être autre chose qu'un hommage. »

Dans son ordonnance rendue le 1<sup>er</sup> juillet, M. Michel Raynaud a donné partiellement satisfaction à M<sup>me</sup> Bachelard en interdisant à l'éditeur et à l'auteur de diffuser « l'introduction à la poétique du phénix », la chapitre intitulé « Bachelard à la première personne » et l'annexe du chapitre « Les poètes romantiques ». En revanche, le magistrat a estimé que la fille du philosophe ne peut s'opposer en référé à la publication des « notes de cours » de M. Lescure et des « extraits inédits » avec Bachelard en raison de la part de création originale de l'auteur.

J.-M. THÉOLLEYRE.

## TENNIS

# Règlement de comptes à Wimbledon

Règlement de comptes et sensation pour les demi-finales masculines vendredi 1<sup>er</sup> juillet à Wimbledon.

McEnroe affrontera dimanche Lewis en finale. L'Américain a éliminé Lendl en trois sets. Le Néo-Zélandais a ferraillé cinq manches avec Curren.

De notre envoyé spécial

Wimbledon. — Le tennis a ses classiques. Il y a eu les Laver-Curren, puis les Connors-Borg, et les Borg-McEnroe de grande mémoire. Il y a désormais les McEnroe-Lendl.

L'Américain de vingt-quatre ans, classé deuxième mondial, et le Tchèque de vingt-trois ans, numéro 3 sur l'ordinateur de l'Association des joueurs professionnels (A.T.P.), brisent la couronne mondiale laissée vacante par Borg, dont la régence est assurée par l'Américain Connors, âgé de trente ans. Leurs matches ont toujours été des

Au début de cette année, les deux témoins des courts avaient encore rivalisé à Philadelphie et à Dallas. Sur les conseils de Donald Budge, qui réalise le premier grand chelem en 1938, McEnroe avait alors adopté un jeu d'attaque qui lui avait permis de remporter les deux rencontres respectivement en quatre et cinq manches. Lendl souffrait à cette époque d'une douleur à l'épaule.

Leur deuxième rencontre en demi-finale des Internationaux de Grande-Bretagne appartenait comme un véritable championnat du monde poids lourds. La partie, qui dura une heure cinquante-cinq minutes, fut à la mesure de cet enjeu.

Tout devait se jouer au service, comme il se doit sur gazon. Et tout s'y joua effectivement. Pendant la première manche, l'équilibre des forces fut, en ce domaine, parfait. McEnroe eut une balle de break au sixième jeu après une double faute de Lendl, qui eut pour sa part deux occasions de break sur neuvième et onzième jeux. Le jeu décisif fut néanmoins nécessaire pour départager les deux joueurs. Le rendement de l'engagement à plat du Tchèque, baissa imperceptiblement tant qu'il servait à 3-2. Deux retours cinglants comme des gifles mirent McEnroe hors de portée et il gagna ce tie-break 7-5. « Cela m'a donné un avantage psychologique certain, car Lendl savait alors qu'il aurait dû gagner trois autres sets contre quelqu'un qui servait très bien », a commenté l'Américain.

De fait, l'engagement du champion 1981 s'avéra d'une efficacité et d'une précision qu'il n'avait pas encore atteintes depuis le début de la quinzaine. Quand le Tchèque parvenait à retourner, le phénomène sens de l'anticipation de McEnroe lui permettait de conclure à la volée instantanément.

McEnroe gagna blancs trois de ses cinq services au deuxième set. Dans cette manche, Lendl eut un peu plus de peine. Au septième jeu, il concéda le break sur une autre double faute. La baisse de régime de son service lui valut la même mésaventure au troisième jeu du troisième set. McEnroe ayant retourné encore deux autres occasions de break dans des circonstances analogues du septième jeu, avant de conclure sans autre forme de procès après avoir réussi au total dix-huit aces et douze services gagnants (7-6, 6-4, 6-4).

Battu en trois sets en ayant concédé seulement deux breaks, le Tchèque s'en alla en laissant à Wimbledon l'an dernier en raison

d'une « allergie à l'herbe », aura en tout cas fait montre, cette année, d'étonnantes progrès sur cette surface où il est venu à bout de spécialistes comme l'Australien Cash et l'Américain Tanner. La seconde demi-finale entre le Néo-Zélandais Lewis, classé quatre-vingt-onzième mondial, et le Sud-Africain Curren, classé quinzième mondial, risquait de couler comme un filet d'eau tiède. Le souvenir de la piètre exhibition de Noah et Roger-Vasselin à Roland-Garros était, en effet, dans

toutes les mémoires. C'était mal apprécier le cœur énorme du joueur des antipodes et de celui du Transvaal.

Cinq sets, dont trois conclus au tie-break, furent nécessaires pour départager les deux hommes. Une étonnante course-poursuite de trois heures quarante-cinq minutes. L'ultime manche en a été le parfait résumé. Le tournoi de Connors, tous jours aussi prodigieux d'aces, mena 3-0. Au cinquième jeu, le Néo-Zélandais, auquel l'ancien champion

## Les écologistes et les « formules 1 » à Paris

Une course automobile sur les Champs-Élysées en août 1984 ? L'affaire fait décidément fait autant de vacarme qu'un moteur à échappement libre. Le maire de Paris a admis le principe de cette compétition... non sans réserves. Selon lui, certains membres du gouvernement n'y seraient pas non plus opposés. Mais le chef de l'État semble avoir tranché : c'est non. (Le Monde daté 26-27 juin).

Le projet, en tout cas, a été sur les associations de défense du cadre de vie comme un chiffon rouge. Une douzaine d'entre elles réunies à Paris, vendredi 1<sup>er</sup> juillet, avaient convoqué la presse pour démontrer l'inanité de la chose et formuler des contre-propositions.

Pourquoi cette course ? demandent ces associations. Pour amuser les Parisiens ? En août, la plupart sont sur les plages. Pour ceux qui restent, c'est le seul moment de l'année pendant lequel ils peuvent profiter de leur ville enfin silencieuse et non polluée. Pour l'agrandissement des routes ? Ils ne viennent pas à Paris pour voir les Champs-Élysées encombrés de tribunes, de calicots publicitaires de murres de béton et autres balles de paillon. Pour les fervents du sport automobile ? Les spécialistes reconnaissent, en privé, que la circuit, le plus souvent rectiligne, n'offre aucun intérêt sportif. Pour glorifier l'usage de l'automobile et de la vitesse en ville ? Voilà qui va à rebours du bon sens et des campagnes de la sécurité routière. Pour inviter les Français à rouler de manière économe et écologique ? Les voitures de compétition sont les machines les plus gourmandes en carburant chargé en plomb, et donc les plus polluantes qui soient.

Selon les « verts », le Grand Prix de Paris n'aurait qu'un seul et véritable motif : faire gagner de l'argent à ses promoteurs. S'il en est ainsi, ajoutent-ils, qu'ils aillent donc courir sur les pistes de l'aérodrome de Montlhéry qui sont faites pour cela !

Les défenseurs de la ville proposent de l'occuper pour développer la réforme complète du plan de circulation de la capitale en un « plan des déplacements urbains » donnant, enfin, aux piétons, aux cyclistes et aux usagers des bus la place qui devrait leur revenir. Ils proposent à M. Jacques Chirac d'abaisser la vitesse des voitures dans Paris de 80 à 50 km/h, de transformer la place de la Concorde en zone piétonnière (comme Lyon l'a fait pour la place Bellecour et Toulouse pour celle du Capitole), de rendre les voies sur berge aux promeneurs durant les week-ends de l'été. Ils rappellent évidemment au maire — qui, dans cette affaire, donne le sentiment d'avoir cherché des verges pour se faire battre — ses promesses électorales concernant la création de deux « couloirs verts » dans Paris.

Enfin, se tournant vers le ministère des transports et les constructeurs automobiles, les associations suggèrent d'organiser à Montlhéry un « Grand Prix de Paris » mettant en lice les voitures de série les plus sobres, les plus sûres et les plus propres.

Pour qu'on les entende, enfin, les « écots », pour une fois unanimement et mobilisés, annoncent qu'ils descendront dans la rue pour s'opposer aux « formules 1 » et soutenir leurs contre-projets.

M. A.-R.

## L'AUGMENTATION DU NOMBRE DES ÉTRANGERS EN FRANCE

Ainsi que nous l'indiquions dans le Monde du 2 juillet, le nombre des étrangers en France a augmenté en 1982. Le ministre de l'Intérieur a publié, vendredi après-midi, un communiqué dans lequel figurent les statistiques sur les immigrés d'où il ressort que du 1<sup>er</sup> janvier 1982 au 1<sup>er</sup> janvier 1983 le nombre des étrangers a augmenté de 94 140, atteignant 4 318 068.

Voici l'évolution de la population étrangère recensée en France :

- Au 31 décembre 1979 : 4 124 317 ;
- Au 31 décembre 1980 : 4 187 878 ;
- Au 31 décembre 1981 : 4 223 928 ;
- Au 31 décembre 1982 : 4 318 068 ;

Le ministre précise que le chiffre de 1982 « inclut les 120 000 étrangers qui se trouvent précédemment en situation irrégulière et dont la situation a été régularisée en 1981 et 1982. L'augmentation réelle du nombre des étrangers par rapport au 31 décembre 1980 est donc de l'ordre de 30 000 personnes, soit 0,72 %. La plupart de ces nouveaux résidents sont les bénéficiaires de mesures de regroupement familial. »

Le ministre précise : « Ces statistiques ne concernent évidemment que les étrangers en situation régulière. »

« Les deux gynecologues de Nancy, les docteurs Pierre Drouot et Gérard Pascal, accusés d'avoir pratiqué des avortements illégaux ont été dispensés de peine, le 1<sup>er</sup> juillet, par le tribunal correctionnel de Nancy. Les deux praticiens avaient été inculpés, sur plainte du parquet, après une déposition d'une patiente. Pour leur défense, les deux médecins avaient fait valoir la mauvaise application de la loi sur M.V.G. dans cette région. »

« Toumi Djaldja, âgé de vingt-deux ans, président de l'Association des jeunes « S.O.S. Avenir Min-guettas », à Vénissieux (Rhône), qui avait été grièvement blessé par un policier dans la nuit du 20 au 21 juin, a été inculpé, le 30 juin dans une autre affaire, de tentative d'homicide volontaire et de coups et blessures sur agent de la force publique pour des faits remontant à janvier 1982. »







# France / service

## RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 2 juillet

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Série : Dallas.  
21 h 25 Droit de réponse.  
Emission de Michel Polac.  
Sous les églises, la plage, avec Alain Bombard.  
22 h 50 Écoutes et toilettes : le rock et le cinéma.  
Magazine de cinéma de F. Mitterrand.  
Des entretiens avec R. Lester, N. Rong, M. Fatihfull, Waters, M. de Ville, J. Temple, J. Hallyday et R. Donnan, des extraits de King Creole, More, Flash...  
23 h 40 Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Variétés : Maxime Le Forestier.  
A Bobino.  
21 h 35 Jeu : La chasse aux trésors.  
En Belgique.  
22 h 35 Sport : catch.  
23 h Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Concert à Douai.  
Réalisation : Ph. Masson.  
En direct de l'usine Renault, la 9<sup>e</sup> Symphonie de Beethoven par l'Orchestre national de Lille sous la direction de J.-C. Casadesu.  
21 h 10 Le Musée de l'Automobile de Mulhouse.  
Collection des frères Schlumpf.

Avec Jean-Pierre Beltoise, Jean-Louis Trintignant, Hervé Charbonneau. Une visite commentée du palais chronométré des quatre-roues.  
22 h 58 Une minute pour une image, d'Agnes Varda. L'album imaginaire de Claude Nori, par D. Idari, fabrique de jouons.  
23 h Musée-Club.  
« De Miel Bollend Spirit », de G. Vardi, interprété par le ténor L. Alva.

### FRANCE-CULTURE

20 h, « La Guerre », de C. Goldoni. Avec J.-P. Cassel, A. Falcon, D. Labouret.  
22 h, Ad lib.  
23 h 5, La fugue du samedi.

### FRANCE-MUSIQUE

« Les Provinciales », journée avec les radios régionales et locales.  
20 h 30, Radio-Midi-Pyrénées : Concert en direct du Salon Rouge du musée des Augustins à Toulouse, « triestement de Frescobaldi », œuvre de Gabrieli, Guami, Rossi, Rognon, Monteverdi et Frescobaldi, par l'ensemble de cuivres anciens de Toulouse « Les Saqueboutiers », quatuor de violes de gambe.  
22 h, Radio-Alsace : musique juive avec le chanteur Benjamin Müller.  
23 h 30, Radio-Vosges : Jazz, Jon Hendricks Family, enregistré le 24 juin au Hot Brass d'Alsace-Provence.

Dimanche 3 juillet

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

9 h Émission islamique.  
9 h 15 A Bible ouverte.  
10 h Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Mises.  
Célébrée dans l'église de la basilique Sainte-Thérèse de Lisieux.  
11 h 52 Votre vérité.  
12 h Tennis à Wimbledon.  
13 h Journal.  
13 h 25 Série : Colombo.  
14 h 30 Sports dimanche.  
17 h 15 Série : Arnold et Willy.  
17 h 45 Les animaux du monde.  
18 h 45 Le magazine de la semaine : Sept sur sept.  
De J.-L. Burgat, E. Gilbert, F.-L. Boulay.  
Le grand témoin : Michel Postelwold : la TV des autres : la Pologne ; la situation en Érythrée : automobile : les petits chefs.  
19 h 45 Tour de France.  
20 h Journal.  
20 h 35 Film : « African Queen ». Film américain de J. Huston (1952) avec H. Bogart, K. Hepburn, R. McNair, P. Ball, T. Bickel, W. Cottell.  
Septembre 1914. Les Allemands ravagent un village du Congo. Une vieille fille anglaise, sœur d'un pasteur, oblige un marin alcoolique à l'emmener sur son rafiot, pour aller détruire une canonnière ennemie qui empêche le débarquement des troupes britanniques. Aventure africaine sur l'exploitation d'un exploit apparemment voué à l'échec. Splendide réunion de deux grands acteurs, Bogart et Hepburn, couple insolite peu à peu transformé par l'action, la camaraderie, l'amour.  
22 h 25 Passions-Passions.  
Magazine d'actualité culturelle d'A. Bercoff et P. Desfons.  
Avec Carole Bouquet et Rachid Bahr.  
23 h Journal.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

11 h Cheval 2-3.  
11 h 30 Gym tonique.  
12 h Souvenirs-souvenirs.  
Avec Jerry Les Lewis.  
12 h 30 Tour de France.  
13 h 45 Journal.  
13 h 20 Cirque : Festival de Monte-Carlo.  
14 h 20 Série : Kung Fu.  
15 h 10 Tropical show.  
16 h 5 Les Muppets à Hollywood.  
16 h 55 Série : Le chef de famille.  
18 h 5 Les Carnets de l'aventure.  
L'Atlantique en planche à voile.  
19 h Stade 2.  
20 h Journal.  
20 h 35 Série : Bonjour M. Lewis.  
Sketches, gags, extraits de films, du grand comique américain.  
21 h 40 Document : Naples au quotidien.  
Novembre 1980, Naples est secouée par un tremblement de terre. Miravalle Dumas et Dominique Colonna sont allés voir sur place comment les habitants se débrouillent, vivent, meurent et croient à la Vierge. Un regard neuf.  
22 h 25 Chefs-d'œuvre en péril.  
L'architecture moderne.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 2 juillet :

### DES LOIS

● Portant réforme des caisses d'épargne et de prévoyance ;  
● Modifiant certaines dispositions du code général des impôts relatives à la garantie du titre des matières d'or, d'argent et de platine ;  
● Autorisant l'approbation d'une convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant ;  
● Autorisant la ratification d'une convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes.

### DES DECRETS

● Relatif au taux de la taxe perçue à l'occasion du renouvellement des autorisations de travail délivrées aux étrangers ;  
● Portant création d'un certificat de formation générale.

## PRESSE

### L'A.C.P. AUGMENTE SON CAPITAL

L'Agence centrale parisienne de Presse (A.C.P.) annonce, comme pour le lancement du Monde du 6 avril, l'entrée de dix-neuf nouveaux actionnaires dans le capital, qui se trouve porté de 200 000 francs à 5,2 millions de francs.

Dix-sept émanent de la presse écrite, précise le communiqué, et deux de la radio : radio Monte Carlo et la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (R.T.L.). Mais d'autres souscripteurs s'étant manifestés après la date de clôture prévue, le conseil d'administration a décidé d'ouvrir à nouveau la souscription, de manière à porter le capital jusqu'à concurrence de 6 000 000 francs, comme l'avait prévu l'assemblée générale extraordinaire de 4 mai 1983.

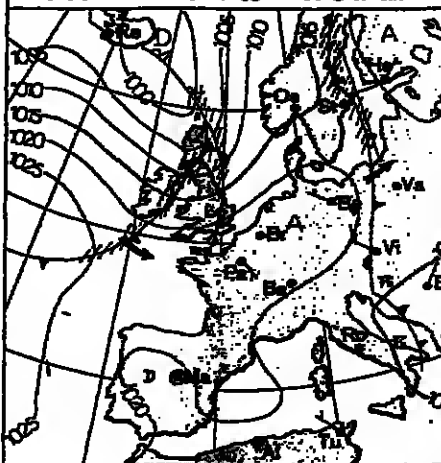
Il pourrait s'agir notamment, apprend-on de bonne source, de la société Télésystems, filiale de France-Câbles et Radio, elle-même filiale des P.T.T.

● Les licenciements au « Matin de Paris », qui avaient fait l'objet d'un mouvement de grève la semaine dernière (le Monde, du 25 juin), seront finalement, après négociation, ramené à seize, au lieu des vingt-trois prévus.

**SONA**  
LA MAISON DE L'INDE  
Boutique officielle  
du Gouvernement de l'Inde  
**solde**  
400 rue Saint-Honoré, 260-18, 97  
Du lundi au samedi de 9 h 30 à 18 h 30

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2-7-83 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le samedi 2 juillet à 0 heure et le dimanche 3 juillet à minuit.

Les hautes pressions qui recouvrent la France vont protéger la plus grande partie du territoire du passage de deux systèmes perturbés.

L'un, d'origine océanique, circule sur les îles Britanniques en direction de l'Allemagne et du Danemark ; l'autre, d'origine tropicale, vient de l'ouest du Portugal et remonte vers l'Espagne vers la Méditerranée occidentale.

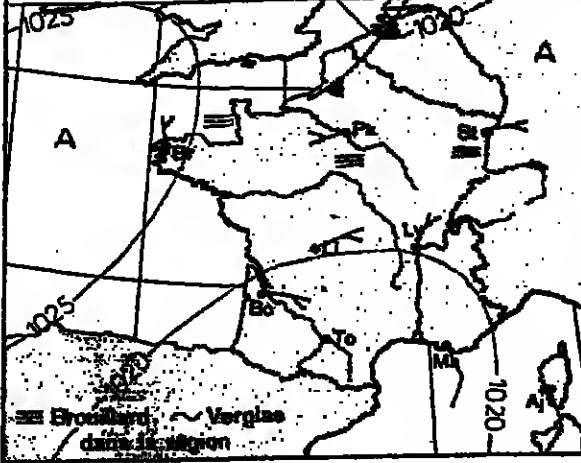
Dimanche, le temps sera dans l'ensemble chaud et ensoleillé. Toutefois, sur les régions littorales de la Manche, principalement à l'est du Cotentin, ainsi que sur les régions frontalières du Nord, le temps sera brumeux, nuageux par moment, et de petites pluies ou grêles sont possibles sur les côtes du Pas de Calais. Les températures seront un peu basses, comprises entre 10 et 12 degrés le matin, 19-20 degrés l'après-midi, les vents d'ouest faibles.

Sur les régions méridionales de l'Aquitaine aux Pyrénées, Languedoc, Provence-Côte d'Azur, le ciel se verra l'après-midi et quelques orages, parfois violents, pourront être observés. Les températures seront de 14 à 16 degrés dans le Sud-Ouest, 18 à 20 degrés dans le Sud-Est le matin, 27 à 30 degrés l'après-midi. Les vents de sud à est seront faibles. En Corse, le temps sera similaire mais sans orages.

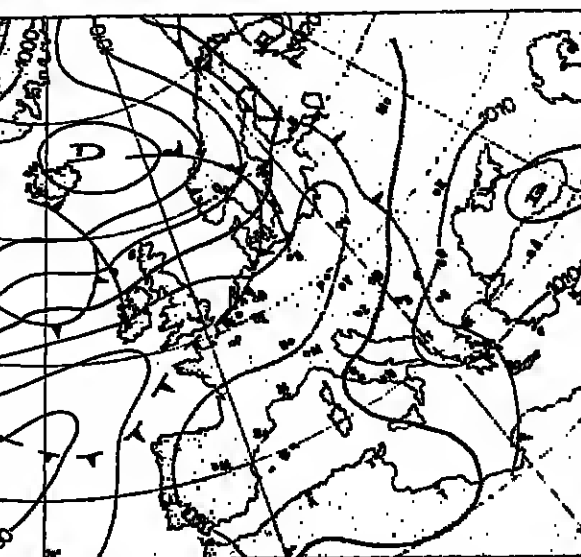
Partout ailleurs, de la Bretagne à l'Alsace et des Charentes aux Alpes, temps ensoleillé, vraiment estival, avec quelques brumes matinales dans le Nord-Est ; mais comme le ciel sera le plus souvent dégagé et les vents calmes à très faibles.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 2 juillet 1983

PRÉVISIONS POUR LE 4-7-83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 2 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)



à 8 heures : 1 023,5 millibars, soit 767,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1<sup>er</sup> juillet ; le second le minimum dans la nuit du 1<sup>er</sup> juillet au 2 juillet) :

Alger, 24 et 15 degrés ; Biarritz, 22 et 14 ; Bordeaux, 23 et 12 ; Brest, 22 et 12 ; Clermont-Ferrand, 22 et 8 ; Dijon, 21 et 9 ; Grenoble, 22 et 10 ; Lille, 19 et 11 ; Lyon, 23 et 9 ; Marseille-Marinade, 27 et 16 ; Nancy, 18 et 6 ; Nantes, 22 et 11 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18 ; Paris-Le Bourget, 21 et 10 ; Pau, 23 et 12 ; Perpignan, 27 et 17 ; Rennes, 22 et 10 ; Strasbourg,

20 et 9 ; Tours, 22 et 10 ; Toulouse, 25 et 11 ; Pointe-à-Pitre, 32.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 19 degrés ; Amsterdam, 18 et 11 ; Athènes, 27 et 21 ; Berlin, 19 et 10 ; Bonn, 18 et 8 ; Bruxelles, 18 et 11 ; Le Caire, 37 et 22 ; Les Canaries, 25 et 20 ; Copenhague, 18 et 12 ; Dakar, 30 et 25 ; Djibouti, 33 et 22 ; Genève, 22 et 9 ; Jérusalem, 31 et 16 ; Lisbonne, 25 et 15 ; Londres, 22 et 14 ; Luxembourg, 16 et 7 ; Madrid, 34 et 15 ; Moscou, 28 et 16 ; Nairobi, 21 et 13 ; New-York, 27 et 17 ; Palma-de-Majorque, 31 et 16 ; Rome, 26 et 17 ; Stockholm, 18 et 12 ; Téhéran, 40 et 26 ; Tunis, 31 et 19.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## CARNET

### Réceptions

Le président de la République a reçu, le jeudi 30 juin, le bureau exécutif de la Société des médailles militaires, conduite par son président, M. René Heckerath.

Cette société, forte de cent cinquante mille membres, répartis en mille deux cents sections à travers la métropole, l'étranger et l'étranger, fut créée en 1904. Elle a pour mission, outre ses œuvres sociales, la sauvegarde des valeurs morales et militaires de notre pays.

### Naissances

— Bernard CHANEL et Brigitte FICHET ont la joie d'annoncer la naissance de Benjamin, le 25 juin 1983, 17, rue des Vaux, Strasbourg.

### Décès

**NADIA TUENI**

La poétesse libanaise d'expression française Nadia TUENI est décédée le 20 juin 1983, à Beirut, à l'âge de quarante-neuf ans. Son pays lui a fait des obsèques nationales au cours desquelles elle a été décorée à titre posthume de la médaille d'or de Mérite culturel.

Mère de trois enfants et d'un fils aîné, Nadia Tuani était mariée à Georges Tuani, propriétaire et directeur en chef du grand journal libanais « An Nahar », plusieurs fois critiqué et notamment pour son rôle dans la libération de Beyrouth, en 1976, et des Archives nationales d'une guerre au Liban. En 1982, elle avait reçu, en 1976, le prix de la poésie de l'Académie française. C'était une femme d'un très grand rayonnement et que tout ce l'on connait ne sont pas ses titres.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Roger AMPILHAC, chevalier de l'Ordre du Mérite, survenu le 1<sup>er</sup> juillet 1983, à Paris, à l'âge de cinquante-deux ans.

De la part de M<sup>me</sup> Solange Ampilhac, son épouse, ses enfants, et toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 5 juillet, à 8 h 30, en l'église Saint-Marcel, 80-82, boulevard de l'Épée, Paris-13<sup>e</sup>. L'inhumation aura lieu le même jour à Novalise (Savoie).

M<sup>me</sup> François Girod, M<sup>me</sup> Edmond Brin, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Girod, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> André François, leurs enfants et petits-enfants, leurs camarades de l'Ecole normale supérieure.

Ses amis et ses élèves, ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Auguste ANGLÈS, professeur émérite de l'université de Paris-IV, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance, chevalier de l'Ordre du Soleil Levant (Japon).

Les obsèques auront lieu à Ecully (Rhône), le mardi 3 juillet 1983, à 10 heures.

— M. André Bessis et M<sup>me</sup>, née Henriette Debassch, leurs enfants et petites-filles, Le docteur Lucien Debassch et M<sup>me</sup>, et leur fille.

Le docteur Lucien Debassch et M<sup>me</sup>, née Emilia Debassch et leurs filles, Sa fidèle Samira, M<sup>me</sup> Victor Sanda, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Guy DEBBASCH, née Inès Colas-Boukakis, leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère, sœur et parente, survenue le 26 juin 1983 à Neuilly-Malmaison, dans sa quatre-vingt-seizième année.

« Car tu es poussière et tu retourneras en poussière. »

Genève, 3, 4. L'inhumation a eu lieu le 30 juin 1983 dans la plus stricte intimité familiale au cimetière de Paissy-Paissy.

Cet avis tient lieu de faire-part. 5, square du Roule, 75008 Paris. 109, boulevard Magenta, 75010 Paris. 19, avenue de la Joubertie, 78170 La Celle-Saint-Cloud.

— Le Secours catholique Et l'Aumônerie nationale des centres de jeunes inadaptés vous prient d'assister, en toute simplicité, ou de vous associer par la prière aux obsèques de

Abbé Pierre DUBEN, aumônier national des centres de jeunes inadaptés, décédé le 29 juin 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 4 juillet, à 8 h 30, en l'église Saint-François-Xavier (Paris-7<sup>e</sup>). L'inhumation aura lieu le mardi 5 juillet, à 11 h 30, au cimetière ancien de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques). 106, rue du Bac, 75341 Paris Cedex 07.

### Remerciements

— M. et M<sup>me</sup> Jack BURTIN ont été touchés des marques de sympathie et d'affection que vous leur avez témoignées lors du décès de leur fils.

Michel BURTIN. Par votre présence, votre pensée et vos prières. C'est une grande famille qui l'accompagne. Encore un grand merci à tous.

— Alain Lavan, Vincent Clercier et toute l'agence de publicité Partenaire ont été très touchés des marques d'affection, d'amitié et de sympathie que vous leur avez témoignées lors du décès de

Michel BURTIN. C'est un grand réconfort pour tous. Soyez-en très vivement remerciés.

— M<sup>me</sup> Gilbert Gauer, M. Henri Gauer, M. Thierry Gauer, M. et M<sup>me</sup> Francis Piat, Toute la famille, Et la municipalité de Meudon.

profondément émus par toute la sympathie, l'amitié, la confiance et l'estime que vous leur avez témoignées à

M. Gilbert GAUER, maire de Meudon, conseiller régional d'Ile-de-France, vous prient de trouver ici l'expression de leurs très sincères remerciements.

### Commémorations

— L'Association polonaise des anciens combattants, que préside M. Lucien Czerwinski, commémorera le dimanche 10 juillet, par une messe célébrée à 11 heures en la chapelle Saint-Louis des Invalides, le quarantième anniversaire de la mort, à Gibraltar, du général Wladyslaw SIKORSKI.

Avec lui seront honorés les mémoires de Mgr Victor JZESIAK, ancien aumônier de l'armée polonaise, et de

Zdzislaw CYANKIEWICZ, décédé le 4 février 1981 à Paris, sous-lieutenant de l'armée polonaise, croix de guerre 1940.

كتاب النحل



# Économie

## Huit mois pour faire l'Europe

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand lors du conseil européen de mars ne se prononçait-il pas en faveur d'une légère augmentation des ressources propres, de la création d'« agences » conçues pour mettre en œuvre des actions communautaires spécifiques et financées selon des règles propres, d'un coup d'arrêt à la dérive budgétaire due à l'action de l'Assemblée de Strasbourg ? La France s'est ralliée avec plus de netteté au projet d'un déplacement des ressources propres uniquement par souci d'assurer le financement de la PAC.

Quoi qu'il en soit, MM. Manroy et Cheysson ont estimé à Stuttgart qu'il était nécessaire de réfléchir sur l'augmentation des ressources propres avant de procéder à une rupture. Ils ne la voulaient pas.

### Un cadeau élevé

C'est pour déboucher la situation que le chancelier Kohl avait invité ses partenaires à traiter du problème de la contribution britannique en le dissociant, au moins provisoirement, de celui plus général des finances de l'Europe. Le résultat on le connaît : la promesse d'un chèque de 750 millions d'ECU. Ce fut là cher payer. On a appris par la suite que le vendredi à Stuttgart toute la « filière britannique » était mobilisée pour proclamer qu'en dessous de 600 millions d'ECU M. Thatcher ferait un esclandre... Le chiffre « politique » qui a été proposé par M. Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères, et accepté par les autres participants dépassait donc ce que les Britanniques escomptaient.

Un cadeau aussi élevé représente une lourde charge. Mais son principal inconvénient est qu'il permet aux Britanniques de prétendre que, tout additionné, l'expérience des quatre années passées révèle la volonté du conseil de prendre en charge les deux tiers de leur contribution nette au budget européen. En outre, les textes approuvés à Stuttgart, contrairement à ceux du conseil européen de mars, ne font plus aucune référence au « trop perçu ». Les Britanniques considèrent que l'affaire est définitivement close ; d'autres ne sont pas de cet avis.

Toutefois, la principale divergence d'interprétation porte sur ce qui devait être accompli en décembre. M. Manroy à Stuttgart, les Italiens ensuite, ont proclamé que la compensation britannique ne saurait alors être confirmée qu'après une décision du conseil européen d'augmenter les ressources propres. En séance, le chancelier Kohl, M. Thorn, le président de la commission, ont indiqué que dans leur esprit les deux affaires étaient liées. M. Genscher l'a répété par la suite. Mme Thatcher aura beau jeu d'affirmer que ce n'est pas par hasard si l'engagement d'augmenter les ressources propres ne figure pas de façon précise dans les textes approuvés. Les Britanniques taxeront leurs partenaires de mauvaise foi s'ils bloquent une décision (celle portant sur la compensation de 700 millions d'ECU) qu'ils considèrent comme prise. Les Neuf pourront répliquer qu'ils ont fait confiance à Mme Thatcher et que, compte tenu de ce qui a été dit à Stuttgart, prétendre encaisser le chèque tout en bloquant le fonctionnement de la Communauté est peu loyal.

### Une négociation en quatre points

Les conditions dans lesquelles s'engagera la partie de bras de fer finale dépendront des résultats des travaux qui seront entrepris d'ici à la réunion d'Athènes. Ils porteront sur quatre points conformément au schéma voulu par les Allemands.

● **L'examen de la PAC.** Quoi qu'on dise du côté français le but premier de l'exercice est de parvenir à ce que « des économies soient réalisées chaque fois que possible ». Neuf pays de la C.E.E. sont attachés à la PAC même si leurs intérêts sont parfois concurrents. Pourquoi ne pas imaginer que la France pour l'Europe verte est particulièrement importante, loin d'adopter une attitude défensive, joue un rôle moteur dans la recherche des solutions permettant de mettre sur pied un marché commun agricole plus efficace ? Les sacrifices devront être répartis de façon équilibrée. Tel sera le plus difficile à atteindre. Une belle partie à jouer pour M. Rocard.

● **L'examen des autres politiques communes existantes.** Il s'agit surtout de la politique sociale et de la politique régionale. Là encore, l'objectif dominant est de réaliser des économies. Les Français seront tentés de s'engager allégrement dans cette voie : plusieurs de leurs déclarations passées en témoignent. N'est-ce pas, en effet, en présence de caricatures de politique com-

mune dont la seule raison d'être est d'opérer des transferts vers les pays les moins prospères ? Aussi fondées que soient ces critiques, la prudence s'impose. Pour des raisons de fond : est-il déraisonnable que certains transferts s'effectuent à l'intérieur de la Communauté au profit des pays les moins favorisés ? Mais davantage pour des raisons tactiques : les Italiens, les Grecs, les Irlandais sont bénéficiaires des politiques régionales et sociales. Les remettre en cause peut nous priver de leur soutien.

● **Les nouvelles actions communes.** La mode est à la coopération industrielle. Il y a tout lieu de s'en réjouir à la condition qu'il y ait des résultats. Or, jusqu'ici, tel n'a pas été le cas. Au contraire, puisque le récent échec du rapprochement Thomson-Grundig-Philips a montré une capacité collective à trébucher sur le premier obstacle. M. Cheysson a indiqué que les Français allaient bientôt préciser leur idée d'« agences » dont le terrain d'activité privilégié pourrait être ce type de coopération industrielle. La formule, sans parler des problèmes institutionnels qu'elle soulève (elle revient à court-circuiter le Parlement européen en le privant de ses pouvoirs budgétaires), n'a d'intérêt que si la coque, même séduisante, n'est pas vide.

● **L'augmentation des ressources financières de la Communauté.** Les économies susceptibles d'être réalisées ne pourront être que limitées. Combinées aux éventuels effets de nouvelles politiques, il est exclu qu'elles suffisent pour corriger les déséquilibres budgétaires existants. Le problème britannique reste posé. Ce que suggère la Commission, afin d'atténuer ces déséquilibres, (établir une partie de la contribution de chaque État membre en tenant compte de la richesse relative des pays et du poids qu'y occupe l'agriculture) ne sera pas considéré comme suffisant par Londres. M. Thatcher refusera de donner son feu vert à l'augmentation des ressources propres si elle n'a pas l'assurance d'obtenir un droit permanent à compensation. D'un autre côté, le financement de la PAC, sans même parler de l'élargissement de la Communauté, exige une augmentation des crédits disponibles. C'est dire que l'épreuve de force est inévitable. On peut estimer qu'à Stuttgart, en dépit des inconvénients qui découlent de cette tactique, les Français ont eu raison, pour ne pas s'allier les Allemands, de faire des concessions afin d'éviter la rupture. Ils ne peuvent plus continuer dans cette voie. Ce qu'il faut à Athènes ou au conseil européen suivant c'est obtenir une vraie décision sur l'avenir de la Communauté. Cela suppose bien sûr que le gouvernement ait un projet européen.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) En 1980, la compensation accordée au Royaume-Uni (1,175 milliard d'ECU) a été consentie en tablant sur une « contribution nette » sensiblement supérieure à ce qu'elle fut en réalité. Il y eut donc « trop perçu ».

● **Prolongation de l'arrangement sur les crédits à l'exportation.** Les vingt-deux pays industrialisés membres de l'O.C.D.E. participant à l'arrangement sur les crédits à l'exportation ont décidé de prolonger jusqu'au 15 juillet prochain le système appliqué actuellement, a annoncé le 23 juin M. Axel Wallen (Suède), président du groupe. Ce compromis sur les crédits - subventionnés - à l'exportation, qui avait été adopté en juillet 1982, avait déjà été prolongé pour la période allant du 1<sup>er</sup> mai au 30 juin 1983 (le Monde du 28 avril). Il est destiné à harmoniser les conditions de concurrence sur les marchés mondiaux en fixant des taux minimaux et en répartissant les pays bénéficiaires en trois catégories.

● **Accord sur le prix du blé : prorogation.** L'accord international du blé de 1971 a été prorogé pour trois ans à dater du 1<sup>er</sup> juillet, annonce-t-on à l'issue d'une réunion du Conseil international de cette céréale. Selon des délégués, cette prolongation doit permettre à M. Jean Parotte, directeur exécutif du conseil, d'essayer d'aplanir les divergences de vue qui empêchent la conclusion d'un nouvel accord.

L'accord existant - il ne contient pas de clauses économiques - ne permet pas de contrôler le volume de la production ni d'influer sur le marché mondial. (A.F.P.)

● **Le zloty a été dévalué,** vendredi 1<sup>er</sup> juillet, de 18,7 %, a annoncé le président de la Banque nationale de Pologne. Le taux de change de la devise polonaise, qui avait été fixé le 1<sup>er</sup> janvier 1982 à 80 zlotys pour 1 dollar, est passé à 95 zlotys. En pratique, toutefois, la parité du zloty est définie à partir d'un « panier » de monnaies, et elle s'établissait lundi à 88,09 zlotys pour 1 dollar.

## A L'ÉCOLE DES PAYS-BAS

### Mme Cresson et l'esprit néerlandais



Mme Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, a terminé dimanche 26 juin une visite aux Pays-Bas dite privée, mais clairement inscrite dans le cadre des efforts de Paris pour réduire son fort déficit commercial à l'égard des Pays-Bas.

#### De notre correspondant

Amsterdam. — Puisqu'il s'agit d'« apprendre », selon un diplomate français, Mme Edith Cresson a notamment visité le grand centre européen de vente de fleurs qui se trouve à Aalsmeer, près d'Amsterdam. Elle a aussi rencontré dans la capitale quinze importateurs néerlandais de produits français, qui devaient lui faire part des domaines où la France pourrait mieux faire (branche automobile, secteur agro-alimentaire, coopération avec des géants

néerlandais tel Philips, selon les vœux français traditionnels).

L'économie néerlandaise traverse une crise sérieuse qui se traduit notamment par un taux de chômage de près de 15 %, un des plus élevés du monde industrialisé ; mais, dans le domaine des échanges extérieurs, le tableau est nettement positif. En 1982, la balance commerciale des Pays-Bas a présenté un excédent de 9,8 milliards de florins (1), et si les Français font grise mine devant leur déficit, d'autres pays industrialisés pourraient en faire autant. Le surplus néerlandais vis-à-vis de la C.E.E. a atteint l'an dernier 37,5 milliards de florins (15 milliards à l'égard de la R.F.A., 7 à l'égard de la Belgique et du Luxembourg, 5 vis-à-vis de l'Italie et 1 vis-à-vis de la Grande-Bretagne). Il n'y a guère qu'aux États-Unis et au Japon que les Pays-Bas ont enregistré un déficit (respectivement 9,5 et 2,7 milliards).

La France, en s'attachant à la tâche de réduire le déséquilibre commercial avec les Pays-Bas, doit affronter le proverbial esprit

commercial néerlandais. Toutefois, les Français croient aussi avoir affaire à une francophilie latente qui, selon eux, provoque les achats anglo-saxons plutôt que français. Bien évidemment, du côté néerlandais, on dément toute discrimination envers la France. On renvoie traditionnellement la balle dans le camp français, en affirmant que le système de libre concurrence dans l'Europe des Dix permet à quiconque d'acheter là où les prix, les qualités et les délais de livraison sont les plus avantageux.

A cet égard, Mme Cresson a pu entendre, lors de sa visite, que les produits français sont souvent chers par rapport aux concurrents, qu'il est fréquemment question de problèmes dans les délais de livraison et que le respect des spécifications constitue une source de frictions. Cependant, les exportateurs néerlandais sont souvent soutenus par le gouvernement de La Haye quand ils se plaignent d'une « mentalité protectionniste » de la France. A la fin de l'année dernière, le ministre des fi-

nances, M. Onno Ruding, et l'Association patronale V.N.O. s'étaient élevés contre ce qu'ils considéraient comme une « obstruction française à l'importation ».

La cause de leur grogne était l'exigence de Paris que tous les documents, modes d'emploi et emballages soient rédigés en langue française, les douaniers devant consacrer beaucoup de temps à en vérifier la correction. Aux Pays-Bas, cet attachement à la défense de la langue française n'est pas jugé méritoire, mais au contraire xénophobe et mesquin.

Lors des dernières manifestations de paysans français aux frontières, dont bien des exportateurs néerlandais furent les témoins, la presse constata avec amertume que les forces de l'ordre françaises s'étaient apparemment résignées à la tolérance. Ce protectionnisme à la fois musclé et bureaucratique n'est pas fait pour créer un climat propice au commerce mutuel, estime-t-on du côté néerlandais.

RENÉ TER STEEGE.

(1) 1 florin = 2,7 francs.

## Le tour de France d'un ambassadeur

L'ambassadeur de France aux Pays-Bas s'est fait l'apôtre de l'exportation vers les marchés néerlandais. Il entreprend une tournée en France et lance le slogan : « Français, vous n'avez pas le droit de ne pas venir ! ».

#### De notre correspondant

Lille. — S'il ne donna pas l'image qu'un se fait habituellement d'un diplomate, M. Claude de Kéroul n'en est pas moins ambassadeur de France aux Pays-Bas. Mais il semble préférer l'efficacité économique aux subtilités diplomatiques. Nommé voici un an à peine à La Haye, cet ancien dirigeant de Paribas s'est fait, en quelques mois, l'apôtre de l'exportation vers les marchés néerlandais.

Non pas par l'envoi de quelques notes savantes et confidentielles à son gouvernement, mais par la réalisation d'un montage audiovisuel qu'il présente dans toutes les régions aux industriels

français. A Marseille, à Lyon, à Rouen, à Nantes, à Lille, il a déjà lancé partout : « Français, vous n'avez pas le droit de ne pas venir ! ». Une telle rage (diplomatique) a-t-elle un but ?

Ce que veut M. de Kéroul, c'est frapper les imaginations. Il sait le faire en quelques chiffres : sur les 151 milliards de francs de déficit total (y compris assurance et fret) de la balance commerciale française en 1982, 14 milliards venaient des échanges avec les Pays-Bas. Ce chiffre fait de ce petit pays de 14 millions d'habitants, comparable au nôtre, le premier au niveau de développement et situé à notre porte (Amsterdam n'est pas plus éloignée de Paris que Lyon), le quatrième responsable du déficit commercial, après les États-Unis, l'Arabie Saoudite et la R.F.A. En 1982, les importations en provenance des Pays-Bas ont représenté 42 milliards de francs et les exportations vers ce pays 28 milliards seulement.

Situation « incroyable » aux yeux de M. de Kéroul, qui a voulu comprendre. La gazette explique pas tout, même si la facture a été payée pour 1982 à quelque 7 milliards de francs. En excluant ces achats de gaz, le taux de cou-

verture des importations par les exportations ne dépasse pas 80 %. Et l'ambassadeur à La Haye de s'étonner que nous importions pour un demi-milliard de francs de crustacés et coquillages, pour 3 milliards de porcs, pour 1,5 milliard de fleurs...

De s'inquiéter que nous perdions du terrain sur le marché automobile néerlandais ; dans ce pays qui importe 95 % de ses véhicules de tourisme, la France n'en fournit aujourd'hui qu'à peine 20 %, contre 30 % il y a quatre ans. Plus généralement, la part française du marché néerlandais n'est que de 8 %, alors qu'elle atteint 10 % dans les autres pays membres de la C.E.E.

L'explication est double. D'un côté figure la manque d'intérêt des exportateurs et investisseurs à l'égard des Pays-Bas. En témoignent la faible présence française dans les foires et salons néerlandais ; nos industriels exposent ou participent six fois moins que les Allemands et sont dix fois moins nombreux à s'y rendre en visiteurs. De l'autre, apparemment tout a fait impressionnant, se trouvent le dynamisme, le sérieux, l'agressivité commerciale des Néerlandais.

Tout est orienté chez eux vers la vente, souligne M. de Kéroul. Ils sont les premiers investisseurs étrangers aux États-Unis, les premiers exportateurs vers l'Allemagne fédérale ; ils se situent au septième rang des puissances commerciales du monde. C'est pour nous une extraordinaire école de commerce.

Et c'est autant cette école que M. de Kéroul lui-même que M. de Kéroul veut faire découvrir aux Français et à leurs ministres. La semaine dernière, après un passage à Lille, où il avait animé une journée consacrée à l'exportation vers les Pays-Bas, en présence de Mme Edith Cresson, il regagnait La Haye accompagné du ministre du commerce extérieur. Objet de cette visite ministérielle non officielle : la découverte des circuits commerciaux et des marchés néerlandais.

JEAN-RENÉ LORE.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

S/DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

A.P./n° 5.811.1.031.00.02

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 12/83 « S.D.M.C. »

Un avis d'Appel d'Offres international est lancé en vue de l'acquisition de Matériels Scientifiques pour projets de Recherche Appliquée aux :  
- Département de Génie-Chimique ;  
- Département d'Electrotechnique ;  
- Atelier pédagogique de génie-mécanique et de dynamique des Structures destinés à l'Ecole Nationale Polytechnique d'Alger.

Les Cahiers des Charges peuvent être retirés au Siège du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique - Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement Universitaire sis, 1, rue Bachir-Attar, place du 1<sup>er</sup> Mai, Alger.

Les Offres accompagnées des pièces réglementaires devront être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter, en plus de l'adresse du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, la mention suivante : « A.O.I. n° 12/83 S.D.M.C. », acquisition de Matériels Scientifiques pour projets de Recherche Appliquée destinés à l'E.N.P., soumission à ne pas ouvrir.

Toutes les Offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et sociales exigées par le Circulaire n° 21/D.G.C.I. - D.M.P. du Ministère du Commerce.

La date limite de réception des Offres est fixée à sixième (60) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse nationale.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date de clôture du présent avis.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

S/DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

A.P./n° 5.811.1.031.00.02

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 13/83 « S.D.M.C. »

Un avis d'Appel d'Offres international est lancé en vue de l'acquisition de matériels Microélectroniques destinés au Centre Universitaire de Sidi-Bel-Abbès.

Les Cahiers des Charges peuvent être retirés au Siège du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique - Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement Universitaire sis, 1, rue Bachir-Attar, place du 1<sup>er</sup> Mai, Alger.

Les Offres accompagnées des pièces réglementaires devront être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter, en plus de l'adresse du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, la mention suivante : « A.O.I. n° 13/83 S.D.M.C. », acquisition de matériels Microélectroniques destinés au Centre Universitaire de Sidi-Bel-Abbès, soumission à ne pas ouvrir.

Toutes les Offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et sociales exigées par le Circulaire n° 21/D.G.C.I. - D.M.P. du Ministère du Commerce.

La date limite de réception des Offres est fixée à sixième (60) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans la presse nationale.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date de clôture du présent avis.



# Crédits - Changes - Grands marchés

## L'euromarché

### Retour des Français sur le marché américain ?

Si les autorités françaises se sont résolues à apporter des précisions supplémentaires sur la dette extérieure de la France (le Monde du 30 juin), c'est très vraisemblablement parce que celle-ci s'appuie à garantir une émission obligataire publique sur le marché américain des capitaux.

Ce type d'opération, que l'on qualifie familièrement de « yankee », requiert en effet de la part de la SEC (Securities Exchange Commission), qui, à New-York, est l'équivalent de la Commission des opérations en Bourse, non seulement une description détaillée de la situation financière du débiteur mais également de celle du garant. Si, donc, le Crédit national, pour ne citer que celui-ci - puisqu'il envisageait depuis un certain temps de lever des eurocapitaux afin de continuer l'émission de papier commercial aux Etats-Unis, se décide à emprunter quelque 100 à 150 millions de dollars outre-Atlantique, lui et la France, qui garantira la transaction, devront soumettre une documentation sur l'état de leurs dettes respectives.

Aucun emprunteur français n'avait tenté d'aborder le marché des émissions « yankees » depuis plus de huit mois. Le dernier à l'avoir fait avait été, en octobre dernier, la Caisse nationale des télécommunications (C.N.T.), qui, à l'époque, avait drainé à New-York 100 millions de dollars par le canal d'un emprunt à taux d'intérêt fixe d'un emprunt de sept ans sous la garantie de la République française.

Si, maintenant, c'est véritablement le Crédit national qui choisit de solliciter le marché des Etats-Unis, il lui faudra le faire par le truchement d'un emprunt à taux d'intérêt variable. D'une part, le marché ne se prête actuellement pas aux placements à taux fixe. D'autre part, il serait contre nature de lever, à partir d'un taux d'intérêt fixe, des fonds en principe destinés à ne pas être tirés, mais à servir de caution à l'émission ultérieure de papier commercial. En la matière, le programme du Crédit national est de 250 millions de dollars.

Les investisseurs américains sont depuis quelque temps friands de Libor, c'est-à-dire du taux d'intérêt interbancaire offert à Londres sur les dépôts en eurodollars à court terme. Plusieurs emprunteurs étrangers ont ainsi pu, ces derniers mois, drainer aux Etats-Unis des capitaux à partir de cet eurotaux de base, et non pas à partir d'un instrument monétaire purement américain. On peut donc concevoir que le Crédit national agisse de la même façon et lance publiquement ce mois-ci un emprunt « yankee » à taux variable, d'une durée de sept ans, accompagné d'un intérêt semestriel qui serait la somme additionnée au taux du Libor d'une marge de 0,25 %.

Le ministère français de l'économie, des finances et du budget ne s'est pas contenté d'annoncer publiquement l'état de la dette extérieure de la France. Il a également autorisé sa publication dans le prospectus détaillant l'emprunt de 50 millions de livres sterling que la Caisse centrale de coopération économique (C.C.C.E.) est en train de réaliser sur le marché anglais des capitaux. La République française, garantissant la transaction, il est stipulé dans le document que sa dette extérieure directe était de 20,3 milliards de francs à la fin de 1982 et que celle qui est garantie par ses soins se montait à la même époque à 236,6 milliards, soit un total de 256,9 milliards de francs (la dette totale était estimée par le document publié à Paris à 256,4 milliards en francs).

Sur la base d'un dollar équivalant à 6,578 francs à la fin de l'an dernier, ces 256,9 milliards de francs représentent près de 38,5 milliards de dollars. Cette somme ne comprend ni les emprunts étrangers des banques françaises, qui doivent représenter l'équivalent d'au moins 8 milliards de dollars, ni les quelque 10 milliards de dollars levés par les emprunteurs de l'Hexagone pendant le premier semestre de cette année. Si, donc, sur la base d'un dollar évalué à 7,50 francs français, on fait le total de la dette extérieure au moyen et long terme de la France à fin juin 1983, on arrive à près de 424 milliards de francs - et encore ce chiffre ne comprend pas la dette des sociétés françaises qui appartiennent antérieurement au secteur privé et qui, elle aussi, est tombée dans le patrimoine public après la nationalisation des entreprises concernées.

#### Faute de nerf

L'activité du marché international des capitaux reste profondément perturbée par l'incertitude sur l'évolution des taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis. La majorité des observateurs estimant que le Fed est condamné à recourir dès le milieu de ce mois à une politique plus sévère afin de ralentir l'expansion d'une masse monétaire qui s'emballerait alors que la reprise de l'économie américaine s'avère plus forte que prévu, les investisseurs ne sont pas pressés de s'engager maintenant, puisqu'ils ont l'espoir d'obtenir des rendements plus élevés dans un proche avenir. Il est significatif que tous les emprunts du Trésor américain, dont les échéances s'échelonnent de 1985 à 2012, se traitent actuellement sur des cours qui offrent des rendements semestriels supérieurs à 10 %. On est donc déjà revenu au niveau élevé qui était en vigueur au mois de février.

Le marché primaire des euroémissions libellées en dollars étant pratiquement fermé pour l'instant, les

emprunteurs français à la recherche de capitaux se tournent vers d'autres devises. C'est ainsi que la S.N.C.F. a choisi le florin, la Caisse nationale de l'énergie (C.N.E.) l'écu et la C.C.C.E. la livre anglaise. A l'exception de l'emprunt C.N.E., qui est de nature euro-obligataire, les autres sont domestiques. C'est le cas de celui de la S.N.C.F., qui se monte à 100 millions de florins sur une durée de dix ans, avec un taux d'intérêt annuel de 9,75 %. Un rapport aussi élevé n'a pas manqué de convaincre les investisseurs, qui se sont empressés de souscrire.

Au début du mois de juin, la C.N.E., qui s'appuyait à lancer un emprunt en ECU, avait différé son placement pour laisser la place à la Communauté économique européenne. Cette dernière ayant eu succès terminés plus rapidement que prévu son émission de 150 millions d'ECU divisée en trois tranches, la C.N.E. offre depuis mardi, sous la garantie de la République française, 50 millions d'euro-obligations libellées dans la devise de la C.E.E.

Elles ont une durée de douze ans, mais les porteurs qui le désirent auront la possibilité d'en demander le remboursement anticipé à la fin de la huitième année. Le taux est offert avec un coupon annuel de 11,75 %. C'est un taux élevé, puisqu'il est supérieur de 0,50 % à ce que la C.E.E. offrirait sur sa tranche à sept ans. Aussi peut-on espérer que la réponse de la clientèle privée belgo-luxembourgeoise sera positive.

Afin de disposer d'une banque centrale pour les territoires administrés par ses soins, le Comité français national de libération institua à Londres, par une ordonnance du 2 décembre 1941 la Caisse centrale de la France libre. Celle-ci devait devenir en 1944 la Caisse centrale de la France d'outre-mer avant de prendre, en 1958, l'appellation de Caisse centrale de coopération économique. En décidant de lever sur le marché obligataire britannique 50 millions de livres, la C.C.C.E. effectue un pèlerinage aux sources, qui, en outre, a le mérite de joindre l'utile à l'agréable.

L'émission aura en effet une durée de trente ans, échéance très étendue que seuls Londres et New-York peuvent offrir. Les obligations dotées d'un coupon semestriel de 12,25 % seront émises à 96,95 de manière à offrir aux investisseurs un rapport de 12,65 %.

Un rareté des émissions surnommées « bouledogues », c'est-à-dire de celles placées par des emprunteurs étrangers sur le marché intérieur britannique, et compte tenu du fait que la Banque d'Angleterre entend les limiter dans l'avenir, on peut être assuré du succès de la C.C.C.E. auprès des grands institutionnels du Royaume-Uni.

CHRISTOPHER HUGHES.

## Les devises et l'or

### Un dollar erratique

« C'est à en rendre son tablier ! Un véritable yo-yo ! », s'exclamaient cette semaine un spécialiste des changes en parlant des fluctuations erratiques du dollar, en hausse un jour, en baisse le lendemain, avec de tels écarts qu'il ajoutait : « Il va y avoir des cadavres », faisant allusion aux pertes que les cambistes peuvent subir lorsque les variations de cours sont très rapides et quasiment imprévisibles.

Qu'en est-il, lundi, poursuivant sur sa lancée, le dollar fléchissait sensiblement après l'annonce d'une diminution de la masse monétaire aux Etats-Unis (voir en rubrique « Marché monétaire et obligataire »). En outre, l'échéance de juin, traditionnellement très lourde puisqu'elle donne lieu aux règlements de fin de trimestre et surtout de semestre (pour les crédits en euro-dollars à six mois), apparaissait avoir été abondamment couverte, et par anticipation. En conséquence, les taux d'intérêt américains baissent un peu, le dollar davantage, revenant, à Francfort, de 2,5250 DM à 2,5120 DM, après avoir même glissé en dessous de 2,51 DM, alors qu'il atteignait 2,55 DM quelques jours auparavant. A Paris, il revenait de 7,5950 F à 7,56 F, touchant 7,54 F pendant un moment. Quinze jours auparavant, il s'était élevé à 7,75 F : le repli se révélait donc sensible.

Las ! Dès le lendemain mardi, le « billet vert » remonte brutalement à près de 2,56 DM et 7,68 F, un décalage de près de 5 pennings et presque de 15 centimes en douze heures. Motif : les craintes d'un durcissement de la politique monétaire américaine et d'une montée des taux

pour freiner la croissance de la masse monétaire, dont la diminution ne paraissait pas significative. Les opérateurs, toutefois, restaient perplexes, car aucune déclaration nouvelle, officielle ou officieuse, n'était venue alimenter la controverse ni nourrir les inquiétudes.

Le lendemain mercredi, changement de vue : le dollar fléchissait non moins brutalement, revenant à 2,53 DM et à 7,61 F puis à 7,59 F. Cette fois, l'annonce d'un déficit commercial très important en mai, près de 7 milliards de dollars, nouveau record historique, ébranlait le « billet vert ».

En outre, des déclarations officielles de M. Volcker et Regan, plutôt rassurantes pour l'évolution des taux, venaient apaiser quelques craintes. Les deux derniers jours de la semaine le plus grand calme régnait sur les marchés, notamment à New-York, où de nombreux opérateurs anticipaient le chômage du lundi 4 juillet, fête de l'Indépendance, et désertaient les salles de change, avec, encore, des variations sans beaucoup de signification, autour de 2,53 DM et 7,63 F.

En cette fin de semestre donc, et au seuil de l'été, la plus grande incertitude continuait à régner sur l'évolution du dollar : « Personne sur le marché ne sait vraiment ce que cette dernière manœuvre va faire ! », s'exclamaient un banquier, reflétant l'opinion de ses pairs à travers le monde, de New-York à San Francisco, de Hongkong à Tokyo, et de Singapour à Bahrein, en passant par toutes les places européennes. En tout cas, si quelques-uns se hâtaient à prédire une « petite

baisse » du dollar pendant un mois ou deux, « pas plus bas que 2,47 DM ou 7,48 DM », aucun ne croyait de véritable repli de la monnaie américaine. Il n'y a que M. Martin Feldstein, chef des conseillers économiques de la Maison-Blanche, pour pronostiquer la baisse d'un dollar dont la vigueur est « excessive et préjudiciable aux exportations américaines ».

La livre sterling s'est stabilisée aux alentours de 1,53-1,54 dollar (environ 11,70 F à Paris), un soutien lui étant apporté par la bonne tenue des prix du pétrole sur les marchés du brut.

Une mention particulière doit être accordée au franc français, très ferme au sein du système monétaire européen, notamment vis-à-vis du dollar, dont le cours a encore fléchi à Paris, revenant en dessous de 3,01 F pour atteindre même 3,0025 F, soit très peu au-dessus de son cours plancher de 2,9955 F. La Banque de France continue à récupérer des devises, à un rythme modéré, il est vrai, pour près de 800 millions de francs durant la semaine se terminant le 23 juin, si on en croit son bilan, toujours exact mais jamais complet. Pour l'instant, les « gnomes de Zurich » font crédit à M. Delors, dont le budget leur apparaît d'une saine rigueur. Pourvu que ça dure !

FRANÇOIS RENARD.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 24 JUIN AU 1<sup>er</sup> JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libor	SEB	Franc suisse	Franc suisse	D. suiss.	Franc belge	Franc	Libor
New-York	1,5330	-	13,1861	47,9839	39,3835	1,9692	35,1741	0,8644
Paris	1,5465	-	13,1465	47,9386	39,3961	1,9617	35,0944	0,8667
London	11,8977	7,63	-	382,47	384,51	15,0256	38,57	5,9731
Frankfurt	11,7456	7,5950	-	364,09	366,73	15,0255	38,57	5,9731
Zurich	12,5250	2,185	12,5842	-	82,8975	4,1233	72,8315	1,396
Bruxelles	3,2220	2,6966	27,4654	-	82,8975	4,1233	72,8315	1,396
Amsterdam	3,8922	2,5390	33,2767	120,61	-	5	89,3076	1,6881
Stockholm	5,9956	2,5255	33,2531	121,86	-	5,8049	89,4140	1,6864
Berlin	71,7457	58,78	6,6853	24,1235	20	-	17,8514	3,3763
Bratislava	78,6343	58,46	6,6438	24,1886	19,9882	-	17,8651	3,3896
Antwerpen	4,3983	2,8430	37,2619	135,85	111,97	5,9984	-	1,8882
Madrid	4,3983	2,8430	37,2619	135,85	111,97	5,9984	-	1,8882
Osaka	231,58	149,75	197,16	717,88	592,95	29,6769	536,18	-
Tokyo	366,38	230	31,3243	113,53	94,1315	4,7865	84,0661	6,1589
Seoul	368,22	238,90	31,3495	114,14	94,2783	4,7183	84,2981	6,1589

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 1<sup>er</sup> juillet, 3,1924 F contre 3,1898 F le vendredi 24 juin.

## Marché monétaire et obligataire

### Tension persistante

Rien n'est réglé sur le front des taux d'intérêt mondiaux, loin de là, la plus grande incertitude continuant à régner sur les intentions des autorités monétaires américaines.

Face à une croissance de la masse monétaire qu'elles peuvent juger inquiétante, vont-elles durcir leur politique, et donc faire monter les taux ? Tout au long de la semaine, les marchés ont soutenu le chaud et le froid, au gré des déclarations officielles et des intentions supposées de ceux qui les faisaient. Ainsi, M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, affirmait-il, mardi, qu'il n'était pas « préoccupé » par l'accélération de la reprise américaine, manière de dire qu'il s'en réjouissait et qu'il n'en redoutait pas les conséquences sur l'inflation. Ensuite, M. Donald Regan, secrétaire au Trésor, déclarait au National Press Club que le taux de base des banques, actuellement de 10,5 %, allait fléchir sensiblement d'ici à la fin de l'année. Les milieux financiers, toutefois, accueillirent les propos de M. Regan avec scepticisme : « Dans ce domaine, il n'a jamais été un bon pronostiqueur », estimait un analyste. A vrai dire, tout le monde attend la réunion du comité de l'Open Market de la Réserve fédérale, les 12 et 13 juillet prochains, qui devrait définir la ligne du Fed pour les prochains mois. La masse monétaire augmentera-t-elle vraiment trop vite, comme les chiffres de M1 le montrent ? Bien des experts en doutent et proposent de nouveaux agrégats expérimentaux, qui comportent une pondération de chacun des composants en fonction de sa disponibilité et prennent en compte la vitesse de circulation de la monnaie (méthode de pondération par les débits de M. Paul Spindt). Les nouvelles formules font ressortir que « la croissance de M1 exagère la croissance des disponibilités pures » et que M1 n'a pas nécessairement dé-

rapé, « les Etats-Unis n'étant pas menacés par une reprise de l'inflation », selon les promoteurs de ces formules.

En tout cas, M1, qui avait diminué de 3,3 milliards de dollars pour la semaine au 15 juin, et devait, suivant les prévisions, encore diminuer pendant les deux semaines suivantes, avant de se gonfler le 6 juillet avec les remboursements d'impôts, a augmenté de 600 millions de dollars pour la semaine au 22 juin, alors que l'on prévoyait une contraction de 1 à 2 milliards de dollars. Cela va encore ajouter à l'incertitude et, probablement, faire remonter le dollar la semaine prochaine.

On note enfin que, sur les marchés monétaires, vendredi soir, circulait la rumeur suivant laquelle, à l'occasion du départ du gouverneur actuel de la Banque d'Angleterre, le directeur général du Fonds monétaire et les ministres des finances des Dix tiendraient une réunion secrète à Paris pendant le week-end, avec, comme thème, les taux d'intérêt. Affaire à suivre.

#### Retour aux taux fixes

Sur le marché obligataire de Paris, le retour en faveur des émissions à taux fixe, qui se dessinait depuis une quinzaine de jours, s'est nettement confirmé cette semaine, dans l'espoir d'une reprise du processus de détente des taux d'intérêt. M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, n'a-t-il pas laissé entendre qu'il aurait de « bonnes nouvelles » sur les taux dès l'automne, et pour le début de 1984 ? Pour les entreprises, a précisé le ministre, les charges financières calculées en pourcentage du chiffre d'affaires, baisseront l'année prochaine.

En tout cas, dès maintenant, le marché obligataire anticipe ces

« bonnes nouvelles ». A l'émission, l'emprunt des Provinces de France (500 millions de francs à 12 ans et 14,90 %, taux inchangé) a profité de cette anticipation et se place bien. C'est encore plus net pour l'emprunt Michelin de 800 millions de francs à 11 ans et 143 jours, qui, aux yeux du marché, offre le triple avantage du taux fixe, une progressivité avec des « fenêtres » (9 % d'août 1983 à décembre 1985, 10 % de janvier 1986 à décembre 1988, 12 % de janvier 1989 à décembre 1991 et 13 % de janvier 1992 à décembre 1993) et une faculté de conversion en actions. Le prix d'émission est de 820 F, et le cours de l'action s'est mis à monter en Bourse, passant 30 F à la veille du week-end pour coter 770 F, et la baisse des derniers mois. L'émission CIT-Alcatel marche bien, également, ce qui n'est pas le cas pour celle de la SCREX.

Ce qui fait le bonheur des uns fait le malheur des autres : les émissions à taux variable, encore en faveur il y a quelques semaines, se placent, maintenant, très mal. Ainsi, l'emprunt Renault de 300 millions de francs en T.M.O. est peu apprécié, alors qu'une tranche de 300 millions de francs, du même émetteur, à taux révisable (T.R.O.) est bien accueillie. Dans le même secteur, Peugeot reporterait le lancement d'un emprunt T.M.O. Dans la masse des coupons payables au 1<sup>er</sup> juillet 1983, relevons les 4,5 milliards de francs de la Caisse nationale des banques et de la Caisse nationale de l'Industrie, et la fixation des coupons payables au 1<sup>er</sup> janvier 1984, sur la base d'un taux de référence calculé, par la Caisse des dépôts, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 24 juin 1983, soit 13,99 %, avec un taux actuariel annuel de 14,48 %.

F. R.

## Les matières premières

### Hausse de l'étain - Baisse du cacao

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier, la hausse la plus importante s'est produite sur l'aluminium à Londres (+ 50 %), suivie par le caoutchouc (+ 40 %), le nickel (+ 30 %) et le cuivre (+ 20 %). Un seul métal, le plomb, est en perte de vitesse (- 8 %).

Aux denrées, la vedette, c'est le sucre, qui enregistre une progression de 60 %, imité dans une moindre mesure par le cacao (+ 40 %).

**MÉTALUX.** - Les cours du cuivre se maintiennent au-dessus de 1 100 livres la tonne au Metal Exchange de Londres. L'agitation sociale se poursuit dans les mines péruviennes et chiliennes. Mais c'est surtout la crainte qu'une grave longue ne se produise chez un important producteur américain, au sujet du renouvellement du contrat de travail de trois ans, qui a surtout soutenu le marché. Pour la première fois depuis neuf mois, les stocks britanniques de métal se sont égarifiés.

Reprise des cours de l'étain tant à Londres qu'à Penang, due aux achats effectués par le directeur du stock régulateur. Les disponibilités se rarifient en fin de trimestre, le quota d'exportation étant épuisé. D'ailleurs, les exportations des pays membres de l'Accord sont encore réduites depuis le 1<sup>er</sup> juillet, la quantité autorisée ayant été fixée à 22 000 tonnes pour le troisième trimestre. La réduction passe ainsi de 36 à 39,5 %, ce qui satisfait en grande partie les principaux producteurs.

Le zinc récupère sa perte de la semaine précédente. Le point d'équilibre serait sur le point d'être conclu, afin de mieux adapter en Europe la production aux besoins.

#### Légère progression des cours de l'aluminium à Londres.

**CÉRÉALES.** - Effritement des cours du blé sur le marché aux grains de Chicago. La récolte mondiale est évaluée à 490 millions de tonnes. L'accord international vient d'être prorogé pour trois ans jusqu'au 30 juin 1986. Les négociations entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis reprendront les 26 et 27 juillet en vue de la fourniture de 6 millions

#### de tonnes de blé par les Etats-Unis à l'U.R.S.S.

**DENRÉES.** - Sensible baisse des cours du cacao sur les différents marchés. La récolte de ce pays de l'Ouest africain serait bien meilleure que prévu.

Une détente s'est produite sur les cours du sucre dans l'attente de nouvelles prévisions relatives à l'estimation de la récolte mondiale.

#### LES COURS DU 1<sup>er</sup> JUILLET 1983

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

**MÉTALUX.** - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebar), comptant, 114,50 (116,50) ; à trois mois, 112,50 (115,00) ; étain comptant, 8800 (8635) ; à trois mois, 8755 (8652) ; plomb, 265,50 (267,50) ; zinc, 472 (462) ; aluminium, 970 (962,50) ; nickel, 3115 (3125) ; argent (en pence par once troy), 759 (795) ; New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 75,20 (76,05) ; argent (en dollars par once), 11,58 (12,26) ; platine (en dollars par once), 419,50 (441,50) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), inch. (88,83) ; mercure (par bouteille de 76 lbs), 290-300 (295-305) ; Pétrole (en dollars par baril), 30,80 (30,60).

**TEXTILES.** - New-York (en cents par livre) : coton, octobre, 77,48 (80,60) ; décembre, 78,66 (82,10) ; laine (en nouveau pence par kilo), 454 (452) ; jute (en livres par tonne), Pakistan White grade C, inchangé (400) ; Roubaix (en francs par kilo), laine, 44,60 (44,30).

**CAOUTCHOUC.** - Londres (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant), 780-800 (765-770) ; Penang (en cents des décrets par kilo) : 254-255 (252-253).

**CÉRÉALES.** - Chicago (en cents par bushel) : blé, septembre, 355 3/4 (373 3/4) ; décembre, 371 3/4 (373 1/4) ; maïs, septembre, 209 1/2 (304 1/4) ; décembre, 274 3/4 (294).

**INDICES.** - Moody's, 1049,70 (1 055,40) ; Renter, 1 854,50 (1 873,40).



# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS Semaine du 27 juin au 1<sup>er</sup> juillet

### La montée des Eaux

**F**INIES les inondations ? Pensez-vous ! Espérée par le printemps pourri, la Bourse de Paris, ces derniers jours, n'a pas résisté à la montée des Eaux (Général des Eaux, surtout, et Lyonnaise des Eaux gagnée par la contagion). Et c'est tant mieux, car avec le parfum de vacances qui flottait autour de la corbeille avec l'approche des premiers grands départs, l'activité avait sérieusement décliné sous les lambris. Et quand les affluents se sont réunis, le marché s'est soulevé. Le phénomène a bien fallu se produire et ce qui est devenu l'affaire avec un grand « A » (voir d'autre part) a redonné du tonus à la Bourse, en début et en fin de parcours, c'est-à-dire les jours où l'effervescence atteignait son comble sur la Générale des Eaux.

La fièvre a d'abord monté lundi, quand l'action du numéro un de la distribution d'eau en France, dont la cotation avait été retardée devant l'attitude considérable de la demande, atteignit 405 F puis 415 F avant de retomber à 370,30 F (+ 9 %) ; puis une deuxième fois vendredi quand, après deux journées calmes, sur une nouvelle et forte poussée des achats, un cours de 415 F (+ 21,88 %) fut inscrit à 14h20 sous les vivats, mettant ainsi fin à deux semaines « réserves » à la hausse, l'une à 394 F, l'autre à 415 F précisément.

On ne peut nier l'effet propulsif ainsi produit. A elle seule, la Générale des Eaux a compté pour 0,2 % un mois dans le calcul de l'indice de la cotation. On l'a bien vu le 27 juin et le 1<sup>er</sup> juillet, mais aussi mardi, lors de sa chute à 350 F avec un record de 772 375 titres échangés pour 310,49 millions de francs. Ce jour-là, la Bourse avait baissé de 0,7 % et près de la moitié de cette perte était imputable à la Générale.

Bien sûr, la Générale des Eaux n'a pas fait la pluie et le beau temps et tout le mérite d'avoir fait monter la Bourse de 1,6 % encore cette semaine ne lui revient pas entièrement, même si, par le jeu des vases communicants, sa rivalité la Lyonnaise des Eaux s'est, elle aussi, sentie pousser des ailes (+ 8,2 %).

Les organismes de placement collectif, SICAV-Monory en particulier, ont également apporté leurs pierres à l'édifice, pas vraiment de gaieté de cœur peut-être, mais par nécessité. De

fait, ils avaient jusqu'au 30 juin pour se mettre en conformité avec la réglementation sur les quotas minimaux d'actions françaises à détenir en portefeuille. Et comme dans bien des cas, ces quotas se trouvaient un peu en dessous des normes requises, ces grands investisseurs ont ajusté en achetant, contribuant eux aussi, soit à maintenir le marché à flot soit à le faire monter un peu comme jeudi (+ 0,5 %).

A ces remises à niveau, il faut ajouter encore la réévaluation de l'argent frais provenant des très nombreux coupons encaissés ces derniers temps. Globalement, les dividendes versés sont évalués à plus de 12 milliards de francs.

Par ces temps de crise, qui touche même les placements, la Bourse constitue une sorte de havre. L'on ne saurait donc s'étonner qu'une partie de ces coupons y reviennent tout naturellement (surtout quand Wall Street rassure après avoir inquiété), de même que les fonds transférés de l'immobilier, peu à peu dispersés par les investisseurs soucieux de limiter les risques.

Ainsi, les valeurs indexées sur le dollar reviennent sur le devant de la scène et la spéculation, jouant un redressement industriel plus rapide que prévu, reprend docilement, sur Peugeot, par exemple, mais quitte les rivages de la C.S.F. en méditerranée. Bref, on joue la sélection et cet afflux de capitaux met donc pour l'instant le marché à l'abri du besoin. Avec le « coup » de la Générale, il explique la hausse de vendredi (plus de 1 %), apparemment inexplicable quand le soutien des investisseurs institutionnels manquait précisément ce jour-là.

Les boursiers savent tout cela et c'est sans doute la raison pour laquelle la surcharge mise par l'Etat dans la banque des entreprises, obligées de payer plus cher encore pour renflouer l'UNEDIC, n'a guère trouvé d'écho sous les colonnes.

Fait à noter : la devise-titre a atteint vendredi son plus haut niveau historique à 9,77 F. Sa prime par rapport au dollar commercial s'est élevée à 27,7 %. Le record se situant à plus de 30 %, le franchissement de la barre des 10 F n'est pas apparu très lointain.

ANDRÉ DESSOT.

## Tremplin pour Salomon

Entrera, entrera pas ? Après dix ans de va-et-vient, de rumeurs et de contre-rumeurs, le jugement est tombé. Salomon se fixera en Bourse juste avant le début de la saison d'hiver 1983-1984. L'opération devrait avoir lieu sur le second marché de Lyon durant la première quinzaine de novembre.

Ce sera une bonne recrue. Dans l'industrie du ski, Salomon est le roi de la fixation avec 36 % du marché mondial. Surtout, grâce à sa diversification remarquablement réussie dans la chaussure (ski alpin, ski de fond), ses affaires marchent bien. Très fort même, puisque pour l'exercice 1982-1983, achevé le 31 mars dernier, ses ventes consolidées ont bondi de 44,8 % pour atteindre 817 millions de francs (dont 87 % hors de France avec une implantation dans onze pays). Le saut des résultats a encore été plus spectaculaire avec un bénéfice passé de 4,5 à 62 millions de francs, c'est-à-dire multiplié par quatre-vingt et presque en l'espace d'une année. On ne saurait rêver d'un meilleur effet de levier, et les dirigeants de Salomon affirment que, sauf incident de parcours, les résultats de l'exercice en cours devraient encore marquer une très sensible progression.

Pour se développer, la société savoyarde a dû emprunter en émettant à la fin de 1982 pour 15 millions de francs d'obligations convertibles. Cet appel de fonds ne modifie pas fondamentalement la répartition du capital (247 500 actions de 100 francs, soit 24,75 millions de francs).

En supposant la conversion faite, le P.-D.G. du groupe, M. Georges Salomon, conserve le contrôle à 52 % (au lieu de 59 %), et l'I.D.I. reste le deuxième actionnaire avec 19 %.

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Nbre de titres	Vol. en cap. (F)
Général des Eaux	1 583 965	638 043 292
BSN (Gouv. Dan.)	30 200	68 721 175
Air Liquide	159 700	46 623 030
Air France	96 045	39 058 732
Schindler	64 445	33 062 675
Hindal	920 000	31 943 550

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 26-6-83	Cours 1 <sup>er</sup> -7-83
Or fin (100 en barre)	103 300	103 000
Or fin (100 en lingot)	102 800	102 500
Pièces françaises (20 fr.)	574	572
Pièces françaises (10 fr.)	414	410
Pièces suisses (20 fr.)	880	880
Pièces italiennes (200 fr.)	841	840
Pièces suisses (1000 fr.)	810	810
Souveraineté britannique	821	828
Souveraineté allemande	808	808
Dollars américains	410	418
Pièces de 20 dollars	3 005	4 008
10 dollars	1 940	1 982
5 dollars	1 228	1 228
50 francs	4 285	4 288
100 francs	854	854
10 francs	675	678
5 francs	430	440

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

Au 23-06-1983

### ACTIF

1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	366 079
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	247 037
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	27 864
4) OR et AUTRES ACTES DE RÉSERVE A RECOURS	12 602
5) DIVERS	5 939
Total	639 599

### PASSIF

1) BILLET EN CIRCULATION	179 377
2) COMPTES CRÉDITAIRES EXTÉRIEURS	9 380
3) COMPTES COURANTS DU TRÉSOR PUBLIC	18 483
4) COMPTES CRÉDITAIRES DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	60 400
5) ECU A LIVRER AU FECON	18 971
6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	67 372
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	2 583
8) DIVERS	11 481
Total	335 138

## « PETIT BATEAU » A QUITTÉ LE PORT

Enfin, « Petit Bateau » a pu lever les ancre. Mais ce n'est pas sans mal, tant les cales étaient chargées et la ligne de flottaison passée sous l'eau. Le 28 juin, jour de son introduction sur le second marché, 3,47 millions de titres ont été échangés, dont 1,09 million entre 270 F et 590 F, alors que 31 464 seulement étaient disponibles.

Le lendemain, il y avait presque autant de monde pour enlever : 3,69 millions de demandes, dont 2,22 millions au mieux.

Comme prévu la chambre syndicale a dû intervenir en exigeant des acheteurs des dépôts de fonds préalables correspondant aux montants des ordres passés, étant précisé qu'un cours en un prix indicatif supérieur seulement de 10 % environ à 320 F serait inscrit.

Le troisième et dernier jour, vendredi 1<sup>er</sup> juillet, cette fois il a été transformé. « Petit Bateau » a coté 353 F après que 33 800 actions eurent été échangées, soit 6 % environ des ordres d'achat au mieux ou à des limites égales ou supérieures à 353 F.

La même procédure restrictive sera appliquée le 4 juillet pour permettre à « Petit Bateau » de gagner la haute mer. — A.D.

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	27 juin	28 juin	29 juin	30 juin	1 <sup>er</sup> juil.
Termes	388 974 197	535 641 222	224 913 448	206 129 625	345 055 196
Comptant	770 754 053	879 611 618	744 021 342	938 685 253	1 074 102 010
R. et obl.	149 409 380	151 693 362	215 933 570	155 307 847	149 418 358
Actions	1 308 137 630	1 566 946 202	1 184 868 360	1 300 122 725	1 568 575 564

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1982)

Franc.	126,0	124,9	124,6	124,4	—
Etrang.	139,8	137,0	136,6	138,4	—

## COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1982)

Tendance	129,7	128,7	128,2	128,9	130,2
----------	-------	-------	-------	-------	-------

## Indice gén. (base 100, 31 décembre 1982)

Indice gén.	125,2	124,5	123,9	124,1	124,8
-------------	-------	-------	-------	-------	-------

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

Légère baisse

Après une chute sensible au cours des deux premières séances — motivée par les incertitudes que continue à susciter la politique monétaire de la Réserve fédérale — les préoccupations des boursiers se sont atténuées à partir de mercredi lorsque une légère détente des taux d'intérêt s'est manifestée sur les positions hors banques, lesquelles avaient progressé de 1 % environ depuis le début du mois de mai dernier.

Pour autant, en dépit de la forte diminution de la masse monétaire un cours de la semaine achevée le 15 juin (3,2 milliards de dollars), le sentiment était qu'une hausse pourrait être annoncée vendredi soir (ce qui s'est effectivement produit, avec une augmentation de 600 millions de dollars de la masse monétaire américaine). Les spécialistes constatent que ces chiffres sont encore éloignés des objectifs du « Fed ».

Finalement, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles s'est faiblement redressé à 1 225,25, en repli de 16,43 points sur la semaine précédente.

	Cours 24 juin	Cours 1 <sup>er</sup> juillet
Alcoa	39 1/8	37
A.T.T.	47 1/2	46 1/2
Boeing	47	45 3/4
Chase Man. Bank	52 3/4	53 1/2
Du Pont de Nem	49	47 3/4
Eastman Kodak	70 1/2	73 1/8
Exxon	34 1/4	34 1/4
Ford	58 3/4	56 1/8
General Electric	55 1/2	54 1/2
General Foods	38 1/2	37 1/8
General Motors	74 3/8	72 3/4
Goodyear	33 1/4	31 7/8
I.B.M.	122 3/4	121
J.P.M.	41 3/4	41 1/8
Mobil Oil	32 1/8	31 3/8
Pfizer	86 1/2	84 3/4
Schlumberger	54 7/8	54 3/4
Union Carbide	35 1/2	35 1/8
U.S. Steel	39 5/8	39 3/4
United Technologies	71 1/4	67 7/8
Westinghouse	52 3/8	52 1/4
Xerox Corp	48 3/4	47 5/8

### LONDRES

Prises de bénéfices

Le London Stock Exchange a repris sa marche en avant dès le début de la semaine, mais des prises de bénéfices sont apparues par la suite en regard des attentes manifestées par nombre d'opérateurs en ce qui concerne l'évolution possible des taux d'intérêt américains. Par ailleurs, les avalanches de nouvelles émissions ont également pesé sur le marché, seules ou presque les pétrolières faisant preuve de bonnes dispositions.

Indice « F.T. » : industrielles, 709,8 contre 726,1 ; mines d'or, 650,3 contre 672,3 ; fonds d'Etat, 92,13 contre 82,3.

	Cours 24 juin	Cours 1 <sup>er</sup> juillet
Boeing	375	350
Bovis	233	222
Brit. Petroleum	442	436
Charter	391	380
Continental	91	97
De Beers (*)	9,30	9,20
Dunlop	64 1/4	63 3/4
Free State Gold	925	885
Gl. Univ. Stores	540	545
Imp. Chemical	516	504
Shell	525	526
Stellens	770	755
Vickers	124	116
War Loan	36 1/4	36 1/8

### FRANCFORT

En hausse

La semaine a été relativement calme en cette fin de mois de juin. Bourse de Francfort, mais les achats de la clientèle étrangère (américaine et du Proche-Orient) ont permis à de nombreuses valeurs allemandes d'enregistrer des gains. L'indice de la Commerce est passé vendredi à 957,8 contre 946,2 huit jours plus tôt.

	Cours 24 juin	Cours 1 <sup>er</sup> juillet
A.E.G.	75,28	74,28
B.A.S.F.	149,58	149,20
Bayer	148,58	148,20
Commerzbank	189,28	187,50
Deutschebank	324	323,50
Electrolux	148,50	148,50
Karstadt	258	266
Mannesmann	145,98	145,20
Siemens	347,18	350,28
Volkswagen	189,70	191,80

### TOKYO

A 9 000 yen

Encouragé par la victoire du parti libéral-démocrate, actuellement au pouvoir, lors des élections à la Chambre haute le 26 juin dernier, le marché nippon s'est inscrit d'emblée en hausse dans le sillage des valeurs occidentales et de certains secteurs (pharmaceutiques, métaux non ferreux). La hausse s'est accentuée, samedi matin, lorsque l'indice Nikkei Dow Jones a franchi, à un moment, la barre des 9 000 yen, marquant ainsi un record historique. Il s'est ensuite légèrement replié à 8 999,05 yen, battant toutefois le précédent record du 25 juin dernier (8 886,72), en hausse de 110,33 yen sur la semaine précédente, tandis que l'indice général s'élevait à 662,20 (plus 1,52 point).

	Cours 24 juin	Cours 1 <sup>er</sup> juillet
Alcatel	571	574
Bridgestone	587	598
Canon	1 740	1 520
Fuji Bank	590	590
Honda Motor	825	825
Matsumoto Electric	1 730	1 670
Mitsubishi Heavy	212	208
Sony Corp	3 570	3 540
Toyota Motors	1 280	1 220

## MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

### DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL 02/83

Un appel d'offres ouvert national et international est lancé pour la livraison sur site, l'installation et la mise en fonctionnement des équipements de centres de Formation Professionnelle et d'Apprentissage implantés sur l'ensemble du territoire national dans les spécialités suivantes :

Plomberie sanitaire - Chauffage central - Gros œuvre - Électricité bâtiment - Menuiserie ébénisterie - serrurerie forge soudure - Charpente métallique - Froid industriel - Mécanique entretien industriel - Mécanique auto diesel - Mécanique agricole - Electromécanique - Montage dépannage radio télévision - Réparation équipements électroménagers - Chef de parc agricole - Dessin - Médecin gros œuvre - Conducteur chariotier - Dactylographie - Dactylo - Commis comptable - Aide comptable - Secrétaire de direction - Laborantin chimiste - Impression - Couture - Topographie.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls constructeurs et fabricants à l'exclusion des regroupements et autres intermédiaires et est conformément à la loi N° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les cahiers des charges sont à la disposition des soumissionnaires intéressés par le présent avis, et leur seront remis gratuitement par le secrétariat des marchés, Direction des équipements, Ministère de la formation professionnelle, rue Farid-Zouliouch-Kouba, Alger (ALGERIE).

Les offres, accompagnées des soumissions, doivent parvenir obligatoirement sous double enveloppe, au Ministère de la Formation professionnelle, Direction des Équipements, Secrétariat des marchés, rue Farid-Zouliouch-Kouba, Alger.

L'enveloppe extérieure anonyme, cachetée à la cire d'Espagne et comportant les mentions obligatoires : « Appel d'offres N° 02/83 », « Confidential », « A ne pas ouvrir ».

L'enveloppe intérieure contiendra l'offre, établie en deux (2) exemplaires dont l'un sans prix unitaires, ainsi que la documentation technique relative aux équipements proposés.

La date limite de remise des offres est fixée à cent vingt jours (120) jours à compter de la dernière publication du présent avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 120 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES

## ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE « ENAFOR »

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° IN 83.20

« ENAFOR » lance un avis d'appel d'offres national et international pour la fourniture de :

CINQ (5) CAMPS DE FORAGE SAHARIEN

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi N° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les fournisseurs intéressés peuvent retirer le cahier des charges à ENAFOR - DÉPARTEMENT ACHATS - 1, PLACE BIR-HAKEM EL-BIAR (ALGER) à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en six (6) exemplaires, sous double pli cacheté et recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire et ne comportant aucune inscription indiquant son origine, et porter seulement la mention « APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL N° IN 83.20 - CONFIDENTIEL - A NE PAS OUVRIR », à l'attention de M. LE CHEF DU DÉPARTEMENT ACHATS, devront parvenir au plus tard le 13 août 1983, délai de rigueur.

Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée. Le délai d'option sera de 120 jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

## DIRECTION DE L'INFRASTRUCTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT UNIVERSITAIRE

S/DIRECTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

A.P./N° 5.611.1.031.00.02

## AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 14/83 « S.D.M.C. »

Un avis d'Appel d'Offres international est lancé en vue de l'acquisition de Matériels Scientifiques pour laboratoires de Post-Graduation du Centre Universitaire de Sétif.

Les Cahiers des Charges peuvent être retirés au Siège du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique - Direction de l'Infrastructure et de l'Équipement Universitaire sis, 1, rue Bachir-Attar, place du 1<sup>er</sup> Mai, Alger.

Les Offres accompagnées des pièces réglementaires devront être adressées sous double enveloppe cachetée à l'adresse sus-indiquée.

L'enveloppe extérieure, qui ne devra comporter aucune indication permettant d'identifier le soumissionnaire, devra porter, en plus de l'adresse du Ministère de l'Enseignement et de la Recherche Scientifique, la mention suivante et d'une façon très apparente : « A.O.I. N° 14/83 S.D.M.C. », acquisition de Matériels Scientifiques destinés au Centre Universitaire de Sétif, soumission à ne pas ouvrir.

Toutes les Offres doivent être accompagnées des pièces fiscales et sociales exigées par la Circulaire n° 21/D.G.C.I. - D.M.P. du Ministère du Commerce.

La date limite de réception des Offres est fixée à soixante (60) jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les presses nationales.

Les soumissionnaires demeurent engagés par leurs propositions pendant une période de cent vingt (120) jours à compter de la date de clôture du présent avis.



## UN JOUR DANS LE MONDE

<b>ÉTRANGER</b>
3. La tentative de réconciliation entre M. Arafat et la Syrie.
6-7. La guerre du Tchad.
<b>FRANCE</b>
8. Les suites du contentieux électoral.
<b>SOCIÉTÉ</b>
9. La fin du congrès du SNL.
<b>CULTURE</b>
12. En attendant le « Grand Louvre ».
<b>RADIO-TÉLÉVISION (14)</b>
Météorologie (14); Météo croisée (12); Journal officiel (14); Carat (14); Programmes des spectacles (13).

## LA CRISE DU DISQUE

### Rapprochement entre Warner et Polygram

Deux des plus grandes multinationales du disque, Warner Communication Inc. (W.C.I.) et Polygram (qui regroupe Philips et Siemens), viennent d'entamer des négociations pour unir leurs efforts sur un marché mondial en pleine récession. Ces négociations pourraient déboucher sur la création de deux sociétés communes : une société américaine où la participation de Polygram s'élèverait à 20 %, une société pour les marchés extérieurs aux États-Unis où W.C.I. détiendrait 50 % du capital. Dans les deux cas, Philips serait le principal partenaire de Warner, la société allemande Siemens diminuant peu à peu ses intérêts dans le secteur de la musique enregistrée.

Ce rapprochement intervient à un moment où le marché du disque connaît une crise sévère après quinze années d'expansion continue. Les ventes de 33 tours sont en chute libre, celles des 45 tours stagnent et

## NOUVEAU REPORT DE LA CLOTURE DE LA VI<sup>e</sup> CNUCED

### Des résultats modestes

De notre envoyé spécial

Belgrade. — La VI<sup>e</sup> Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui devait s'achever dans la nuit du 1<sup>er</sup> juillet, a, dans la confusion, de nouveau reporté sa clôture. Placés face à un « paquet » de résolutions, les pays industrialisés et ceux en développement auront, le 2 juillet, lors de la séance en principe finale, présenté leurs observations. Selon les réserves émanées, les résultats déjà limités de la CNUCED auront été plus ou moins vidés de leur contenu.

Afin d'en finir avec d'interminables négociations, son président, le ministre des affaires étrangères yougoslave, M. Lazar Mojsov, avait présenté vendredi matin, avec l'appui de certains ministres venus à Belgrade, un « paquet final » regroupant une quinzaine de résolutions, mais laissant côté notamment celles sur le commerce international. Cette initiative a eu pour effet de faire resurgir les clivages politiques Nord-Sud.

Les membres du groupe des « 77 » — les cent vingt-cinq pays en développement — ont, en général, en

le sentiment que la présidence leur faisait quelque peu la main et qu'ils n'avaient le choix qu'entre ces textes parfois insatisfaisants ou rien. Sur certains points, les résolutions présentées tendent quelque peu à faire table rase des différences entre les positions des pays en développement et des pays industrialisés dans le but d'aboutir à des compromis.

La France a pris l'initiative d'inviter ses partenaires industrialisés à accepter globalement ce « paquet » jugé — nous a déclaré un membre de la délégation française — dans l'ensemble « bon et assez conforme à ce qu'elle souhaite ». Les résolutions ont finalement été adoptées. Les États les plus récents à le faire (États-Unis, Canada, R.F.A., Grande-Bretagne) n'ont sans doute pas voulu porter la responsabilité d'un rejet, mais selon toute hypothèse, ils feront des réserves lors de la séance de clôture.

Les pays en développement sont parvenus à se déterminer dans le courant de la nuit. « Nous sommes d'accord pour dire qu'il s'agit de résultats modestes. Néanmoins, nous recherchons un consensus général », nous a déclaré un membre influent des « 77 ». Dans chaque groupe régional (Afrique, Asie, Amérique latine) se sont exprimées des réticences, voire des critiques, à l'égard des résolutions, celles intentant les pays les moins avancés (le Monde du 1<sup>er</sup> juillet) étant apparemment les moins fortes.

GÉRARD VIRATTE

## LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

### EST SAISI DU TEXTE SUR LA DÉMOCRATISATION DU SECTEUR PUBLIC

Cent vingt-trois sénateurs de l'opposition ont saisi le Conseil constitutionnel du texte de la loi relative à la démocratisation du secteur public adoptée définitivement, le 30 juin, sur l'Assemblée nationale (le Monde du 2 juillet). Les signataires du recours constatent que le champ d'application du texte est plus vaste que celui des lois de nationalisation.

Is estiment que l'application des règles exorbitantes du droit commun (qu'il s'agisse de la démocratisation des conseils d'administration ou de surveillance ou qu'il s'agisse des droits nouveaux des salariés) à des sociétés dont l'État possède plus de 50 % du capital mais qui comprennent des actionnaires privés — et cela sans verser à ces derniers la moindre indemnisation — constitue une atteinte au droit de propriété et à la liberté d'entreprendre ainsi qu'un principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Ce dernier principe est également violé, estiment-ils, par l'exclusion, totale ou partielle, de certains établissements ou entreprises publiques (dont Matra et ses filiales, seul groupe détenu intégralement par l'État à être écarté du champ d'application pour les dispositions relatives à la composition des conseils d'administration).

Les auteurs de la saisine font valoir que, pour se conformer à la Constitution, la loi aurait dû limiter son champ d'application aux établissements publics et aux seules sociétés commerciales dont l'État détient directement ou indirectement la totalité du capital.

Les députés R.P.R. ont également déposé un recours sur le même texte.

## DÉMIS DE SES FONCTIONS PAR M. MICHEL MAY

### M. Jean-Pierre Guérin est remplacé par M. Jean Lanzi à la direction de l'information de TF 1

La présidence de TF 1 a mis fin, vendredi 1<sup>er</sup> juillet, aux fonctions de directeur-délégué à l'information de M. Jean-Pierre Guérin, rédacteur en chef. C'est M. Jean Lanzi, actuellement conseiller du président de la chaîne, M. Michel May, qui lui succédera à la tête de la rédaction de TF 1. Amosée par un communiqué peu de temps avant le journal de 20 heures, vendredi, cette décision — qui semble avoir surpris à la fois l'ensemble de la rédaction et M. Guérin lui-même — doit prendre effet dès le 4 juillet.

Vendredi 1<sup>er</sup> juillet à 20 h. « Dans la grande tradition de l'audiovisuel, un départ brutal entre deux portes » : pour être stupéfaits, vendredi soir, les quelques journalistes de TF 1 présents dans la rédaction, n'en demeuraient pas moins lucides. Le directeur d'ORF.T.F. et ses descendants, les sociétés de programme, n'ont-elles pas érigé certaines méthodes en véritable mode de gouvernement ? Et la valse des responsables n'a-t-elle que celle de leurs supérieurs. Certains n'avaient-ils pas cru bon d'annoncer, au début de la semaine, le départ... du président de TF 1 ? La continuité n'est décidément pas le fort de cette chaîne, qui semble user prématurément nombre de ses responsables, et que les crises et les secousses n'ont guère épargné depuis le 10 mai.

Surprenant dans sa brutalité, la décision de Michel May donne cependant l'impression d'un aboutissement logique au processus entamé dès l'arrivée du président de la chaîne à l'automne 1982. En premier lieu, il faut rappeler les nominations faites contre le vœu de M. Jean-Pierre Guérin autour de qui la rédaction s'était pour une fois rassemblée. M. Guérin n'avait pu choisir librement le chef du service politique, ni celui du service économique. M. Alain Denvers, nommé directement rédacteur en

chef des magazines par le P.-D.G., allait lui être ouvertement imposé, et les conflits permanents entre les deux hommes n'allaient guère contribuer à ériger au sein de la rédaction un climat de travail serein. Il faut rappeler aussi la méfiance de M. May à l'égard des réformes voulues et finalement mises en œuvre tardivement par M. Guérin, une fois acquis le feu vert de la présidence. Enfin, le manque de coordination entre l'information et les programmes, les mauvais sondages dont les deux directions se rejettent l'une sur l'autre la responsabilité, et l'arrivée auprès du P.-D.G. de M. Jean Lanzi, en qui beaucoup ont tout de suite vu le successeur désigné de M. Guérin.

C'est vrai : la réforme des journaux a déçu. Reste l'émission politique « Le Cœur du débat », imposée par M. Guérin : reste « 7 sur 7 », qui annule les distinctions. Reste une rédaction qui a montré, au temps, qu'elle était mobilisable. Et la déception de celui qui tous reconnaissent comme un professionnel consciencieux, même s'il n'avait pas la personnalité ou le langage de ses prédécesseurs. « Il nous faut chaque jour l'impression d'une pratique oblique de la fonction », déclarait-il au Monde le 8 janvier dernier. — A. Co.

## La Société des vins de France devient le premier distributeur dans le circuit des cafés-hôtels-restaurants

La Société des vins de France (S.V.F.), première entreprise française pour la commercialisation des vins, rétablit progressivement une situation compromise en 1981 par la défaillance de son deuxième actionnaire, la société Savin. Avec la reprise, annoncée le 28 juin, de deux distributeurs de vins et spiritueux dans le circuit des cafés-hôtels-restaurants (C.H.R.), les Compagnons gourmands (76 millions de francs de chiffre d'affaires) et les établissements Loubert (20 millions de francs de chiffre d'affaires), la S.V.F. devient ainsi le premier distributeur en C.H.R. Cette opération porte à 15 % la part du chiffre d'affaires de la S.V.F. dans la vente à consommer sur place, par opposition à la vente à emporter en magasin.

La Savin, qui détenait 41,2 % du capital, a obtenu le bénéfice du régime de la suspension provisoire des poursuites jusqu'en juillet 1984, répit suffisant pour la S.V.F., qui, au cas où cela s'avérerait nécessaire, envisagerait d'acquiescer. La coopération viticole ou le comité économique des vins Langue-d'Oc-Roussillon (CEVILAR) se sont dans les mois passés déjà montrés intéressés. Quant à l'actionnaire principal, le groupe Pernod-Ricard, qui détenait 44,9 % de la S.V.F., partenaire silencieux avant 1981, il s'est depuis réveillé, en soutenant la nouvelle direction et en s'intéressant, mais pour son propre compte cette fois, au marché du vin à l'exportation vers les États-Unis.

Il n'est dès lors pas improbable que son entrée sur ce secteur du vin révèle tout à fait son intérêt pour la S.V.F. dans l'avenir.

Au titre de la rationalisation, la S.V.F. a lancé, en octobre 1982, une nouvelle marque de vin de table, le Beauvillain, qui regroupait Préfontaines et Kivari. Ses autres marques Villages-Margaux, Vieux-Pape et Maîtres Vignerons sont en progression alors que le marché du vin de table lui-même régresse. Ces progrès s'inscrivent dans les résultats : avec environ deux mille salariés, la S.V.F. a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs en hausse de 12,5 % et un bénéfice modeste de 1 million de francs contre 899 000 F en 1981.

Dans les Vosges

### L'USINE MONTEFIBRE (570 SALARIÉS) SERA FERMÉE

La société Montefibre-France de Saint-Nabord (Vosges), où travaillent cinq cent soixante-dix salariés, n'est annoncée le vendredi 1<sup>er</sup> juillet à Paris aux représentants des organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., C.G.C.). Selon ces délégués, les lettres de licenciement seraient envoyées au personnel à partir du lundi 4 juillet. Vendredi, au début de l'après-midi à Saint-Nabord, quatre cent cinquante ouvriers ont décidé d'occuper l'usine.

La société Montefibre (filiale de la firme italienne Montedison), dont l'activité était fortement réduite depuis plusieurs années, avait été dissoute le 16 mai dernier, ce qui avait entraîné la cessation de paiement. Le 7 juin, le tribunal de commerce d'Épinal avait décidé la mise en liquidation de biens de l'usine, et deux syndicats avaient proposé la continuation de l'activité jusqu'au 30 juin (le Monde du 18 mai).

Le numéro du Monde daté 2 juillet 1983 a été tiré à 473 550 exemplaires

[Né le 8 mai 1940 à Mont-de-Marsan (Landes), licencié d'histoire et géographie, diplômé du Centre d'études littéraires appliquées, M. Jean-Pierre Guérin a commencé sa carrière journalistique en 1969, sur la première chaîne, où il a successivement collaboré aux émissions « Face à l'événement », « Hexagone » et « Vingt-Quatre Heures sur la une ». Devenu, en 1973, producteur sur la troisième chaîne de la première émission consacrée à la défense des consommateurs, il est nommé en janvier 1975 rédacteur en chef adjoint de TF 1, responsable de l'émission « Au fil des jours », devenue « A la bonne heure ». Passé sur la deuxième chaîne en 1978 et promu rédacteur en chef d'Antenne 2-Midi, il rejoint à nouveau TF 1 en octobre 1981 en qualité de rédacteur en chef des journaux quotidiens et succède à M. Jean-Marie Cavada à la tête de la rédaction en mars 1982. Le 30 septembre 1982, M. Michel May le confirme à ce poste en lui donnant le titre de directeur délégué à l'information.]

[Né le 11 janvier 1934 à Nice (Alpes-Maritimes), diplômé d'études supérieures de commerce et de l'Institut d'études politiques, M. Jean Lanzi a commencé sa carrière à la radio comme correspondant de la R.T.F. en Algérie de 1958 à 1960, puis à Paris comme journaliste à France-Inter. Entré à la télévision en 1963, il est successivement grand reporter au journal télévisé, responsable du service de politique étrangère de la première chaîne, producteur du magazine « Panorama », rédacteur en chef adjoint, puis directeur du journal, puis rédacteur en chef en 1969.]

### LE RYTHME D'AUGMENTATION DES DÉPENSES D'ASSURANCE-MALADIE S'EST LÉGÈREMENT ACCÉLÉRÉ EN MAI

Fin mai, le rythme annuel de progression des dépenses de l'assurance-maladie a été de 15,7 % contre 15,1 % fin avril, 15,4 % fin mars et 18,5 % fin décembre 1982. La tendance au ralentissement constatée depuis le début de l'année semble légèrement s'inverser en mai, selon les statistiques publiées le 1<sup>er</sup> juillet par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés.

Pour la Caisse, cela est dû principalement à un nombre de jours ouvrés plus important en mai cette année qu'au même mois en 1982. Soins de santé : + 16 % en mai (contre 15,4 % en avril). Remboursements aux établissements d'hospitalisation : + 15,9 % (au lieu de 15,8 % en avril) (1). Honoraires du secteur privé : + 15,5 % (au lieu de 13,6 % le mois précédent). Prescriptions : + 15 % (contre 13,7 % en avril). Indemnités pour arrêts de travail : + 12,3 % (contre 11,8 % le mois précédent).

(1) Dans son dernier plan d'économie en juin dernier, M. Pierre Bérégovoy souhaitait ramener ce taux à 14 %.

## Le Tour de France cycliste

### MAILLOT JAUNE A 21 ANS

Le Belge Eric Vanderaerden est officiellement le spécialiste des proluges. Après avoir confirmé dans le Grand Prix du Midi Libre ses talents de rouleur révéts au début de la saison à l'occasion de Paris-Nice, il a gagné le 1<sup>er</sup> juillet, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), le premier test chronométré du Tour de France.

Prototype du battant puissant et véloce, le Flamand a rattrapé Oosterbosch, le vainqueur du Petit Tour d'Amérique, de deux secondes et Vandendriessche, un lauréat du Grand Prix des nations, de quatre secondes, tandis que l'ancien champion de France, Régis Clère, se classait huitième et premier Français avec un retard de dix secondes.

Au cours de cet exercice, on a vu monter qui n'hypothèque vraisemblablement que fort peu la suite de l'épreuve, Anderson, Zoetemelk et Roche, trois des favoris, ont pris un net avantage sur Van Impe, Kuiper et Bernaudeau, qui ont concédé vingt-neuf secondes. Quant à Jimenez et Flores, les deux travailleurs présents de l'équipe des amateurs de Colombie, ils ont perdu respectivement trente-cinq et trente-six secondes, soit plus de six secondes par tranche kilométrique.

Il est vrai que sur les cinq mille cinq cents mètres d'un circuit comportant de longues portions de faux plat, Vanderaerden a roulé à quarante-sept kilomètres/heure de moyenne. Cet exploit lui vaut de porter le maillot jaune. Une distinction d'autant plus remarquable qu'il n'a que vingt et un ans et qu'il est le plus jeune coureur du peloton.

J. A.  
(Lire également page 11.)

**CEPES**  
préparation intensive  
en septembre, au  
**CFPA**  
centre formation professionnelle  
enseignement supérieur privé  
57, r. Ch.-Lafitte, 92 - Neuilly  
722.94.94 - 745.08.19